

UN LIVRE BLANC

*La Guerre du Karabakh de 2020
et
l'avenir des politiques étrangère et
de sécurité de l'Arménie*

Robert Aydabirian (Paris)
Jirair Libaridian (Boston)
Taline Papazian (Aix-en-Provence)

Juillet 2021

© Robert Aydabirian 2021
Gerard J. Libaridian 2021
Taline Papazian 2021

Le texte en français du Livre blanc est une traduction réalisée avec le logiciel DeepL, depuis l'original en anglais. La publication d'une version française a pour objectif de livrer un texte lisible et correct aux communautés francophones.

*Nous remercions Tigrane Yégavian et Cécile Gul pour leur relecture attentive de la version française.
En cas de doute sur le sens d'un mot ou d'une phrase, la version d'origine en anglais prime.*

Robert Aydabirian est un ingénieur nucléaire qui a occupé des postes de direction dans des secteurs informatiques européens. Il a cofondé « l'Union Européenne des Etudiants Arméniens » et plusieurs "Think and Do tanks" pour servir la construction de l'État et de la démocratie en Arménie. Il coordonne actuellement la création de trois écoles professionnelles en Arménie et la relocalisation de l'école Yeznik Mozian de Chouchi à Stepanakert.

Jirair Libaridian est un historien et diplomate à la retraite. De 1991 à 1997, il a occupé plusieurs fonctions dans l'administration du premier président de l'Arménie indépendante, Levon Ter-Petrossian. Il a terminé sa carrière d'enseignant à l'Université de Michigan, Ann Arbor, où il était titulaire de la chaire Alex Manoogian en histoire arménienne moderne. Il a publié et donné des conférences dans le monde entier.

Taline Papazian est politologue. Elle a publié et enseigné dans différentes universités en France et aux États-Unis. En 2018 et 2019, elle a été experte à l'étranger auprès du ministère de la Défense de l'Arménie. En plus de ses activités de recherche, en janvier 2020, elle fonde l'organisation à but non lucratif "Armenia Peace Initiative", qui soutient le développement d'une sécurité multi-vectorielle dans le tissu social de l'Arménie. Elle est particulièrement active dans la diplomatie parallèle.

Les auteurs remercient le Département des Communautés Arméniennes de la Fondation Calouste Gulbenkian, Lisbonne, pour l'aide financière apportée aux tâches techniques et de traduction liées au projet.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation Calouste Gulbenkian. Le soutien de la Fondation ne constitue pas une approbation d'une opinion ou d'un point de vue spécifique.

Contenu

PRÉFACE	1
SYNTHÈSE	2
ORIGINE ET MÉTHODOLOGIE DU LIVRE BLANC	7
INTRODUCTION	8
PARTIE I. SYNOPSIS DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE DE LA PART DES CONTRIBUTEURS	10
SECTION 1. L'ARMÉNIE DANS LA GUERRE DU KARABAKH DE 2020	10
1.1. <i>Facteurs militaires ayant contribué à la défaite</i>	10
1.2. <i>La question de la responsabilité de l'Arménie dans le conflit du Karabakh en général, et dans la guerre de 2020 en particulier</i>	12
1.3. <i>La situation créée par la déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre 2020</i>	15
SECTION 2. COMMENT LES RÉPONDANTS PERÇOIVENT-ILS LES POLITIQUES ET LES OPTIONS FUTURES ? 20	
2.1. <i>Normes et valeurs permettant de déterminer les objectifs de la politique étrangère</i>	20
2.2. <i>Quel devrait être le principal objectif de la politique étrangère de l'Arménie ?</i>	22
2.3. <i>Quelles devraient être les priorités de la politique étrangère de l'Arménie ?</i>	23
2.4. <i>Azerbaïdjan</i>	25
2.5. <i>Russie</i>	27
2.6. <i>Turquie</i>	28
2.7. <i>Iran</i>	29
2.8. <i>Géorgie</i>	30
2.9. <i>L'Occident (États-Unis et Europe)</i>	31
2.10. <i>L'Arménie et le Karabakh</i>	33
2.11. <i>La diaspora</i>	39
2.12. <i>La question de la reconnaissance du Génocide</i>	40
SECTION 3. ÉVALUATION DES FACTEURS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ.....	42
3.1. <i>Quels sont les atouts et les obstacles de l'Arménie en matière de politique étrangère et de sécurité ?</i>	42
3.2. <i>Qui élabore et qui met en œuvre la politique étrangère de l'Arménie ?</i>	44
PARTIE II. OBSERVATIONS, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS DES AUTEURS	48
SECTION I. OBSERVATIONS ET CONSIDÉRATIONS POUR LES POLITIQUES À LONG TERME	48
1.1. <i>Réalités internationales autour de l'Arménie</i>	48
1.2. <i>Arménie</i>	53
1.3. <i>Karabakh</i>	54
1.4. <i>Nécessité d'un débat</i>	57
SECTION 2. RECOMMANDATIONS.....	58
2.1. <i>Préoccupations immédiates</i>	59
2.2. <i>Recommandations pour l'élaboration d'une politique étrangère à long terme</i>	62
2.3. <i>Sur la Sécurité et la Défense</i>	66
SECTION 3. CONCLUSIONS	69
PARTIE III. ANNEXES	72
ANNEXE 1. LE QUESTIONNAIRE	72
<i>Questionnaire en anglais</i>	72
<i>Questionnaire en arménien</i>	74
ANNEXE 2. LISTE DES RÉPONDANTS/CONTRIBUTEURS.....	77
ANNEXE 3. DÉCLARATION DE CESSEZ-LE-FEU DU 10 NOVEMBRE 2020	79
<i>Déclaration de cessez-le-feu en anglais</i>	79
<i>Déclaration de cessez-le-feu en russe</i>	80
PARTIE IV. ANNEXES	82
ANNEXE A. BRÈVE REVUE DES POSITIONS DE NÉGOCIATIONS DE L'ARMÉNIE SUR LE KARABAKH	82
ANNEXE B. OBSERVATIONS SUR LA TRAJECTOIRE DE L'ÉTAT ARMÉNIEN PAR RAPPORT À LA QUESTION DU KARABAKH, ET QUELQUES RECOMMANDATIONS À CE SUJET.....	84
ANNEXE C. LE CONCEPT DE NEUTRALITÉ ARMÉE ET INTERNATIONALEMENT GARANTIE.....	86

ANNEXE D. HÉRITAGE DE FEU L'AMBASSADEUR ROUBEN SHOUGARIAN	90
ANNEXE E. RECOMMANDATIONS POUR LA RÉFORME DES FORCES ARMÉES ARMÉNIENNES.....	92

Abréviations

FA	Forces armées (d'Arménie)
OTSC	Organisation du Traité de Sécurité Collective (pacte de défense mutuelle parrainé par la Russie)
UE	Union européenne
EM	Etat-major (des Forces armées)
LdC	Ligne(s) de contact
RAHK	Région autonome du Haut-Karabakh (région datant de l'époque soviétique)
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
CS	Caucase du Sud
SOE	Entreprises gérées par l'État
ONU	Nations Unies

Préface

La défaite des forces armées arméniennes dans la guerre du Karabakh de 2020¹ a été une apocalypse au sens trivial du terme, étant donné l'étendue et la profondeur des dommages infligés à tant d'aspects de l'État et de la société en Arménie et au Karabakh, ainsi que dans la diaspora. Nous devons admettre que, pour certains, en raison des atteintes à la souveraineté de l'Arménie, parler d'une politique étrangère pour l'Arménie est devenu superflu.

Une autre façon d'envisager une apocalypse est de se souvenir de son sens premier : une révélation. Qu'est-ce que la défaite de 2020 a révélé ? Un certain nombre d'idées fausses, d'échecs, de problèmes et de dysfonctionnements au sein de l'État et du peuple arméniens. Ce livre blanc est une tentative de diagnostiquer ces maux et d'offrir des traitements possibles. En tant que tel, il peut fournir une occasion de rectifier les erreurs du passé et de faire les choses différemment à l'avenir. Peut-être alors pourra-t-on espérer que celui-ci soit meilleur.

La défaite a engendré une crise de souveraineté, réelle et psychologique. Chaque fois que les Arméniens sont confrontés à une crise existentielle, l'éternel dilemme se pose : se sauver soi-même ou réaliser la souveraineté. Est-il possible de briser ce cercle vicieux ? S'agit-il des seuls choix possibles, ou ces choix sont-ils aussi tranchés qu'ils le paraissent ? Des politiques étrangères et de sécurité bien conçues peuvent-elles devenir des instruments permettant de briser ce cercle vicieux ?

Telles sont les questions, préoccupations et espoirs partagés par les initiateurs et les collaborateurs, exposés dans ce rapport.

Produire un livre blanc du type de celui que nous tentons de rédiger ici, après une catastrophe nationale, est un exercice difficile dans la mesure où il nécessite une remise à zéro. La difficulté consiste à conserver ce qui est essentiel pour l'Arménie et qui peut être utilisé pour construire, et à laisser de côté ce qui peut être considéré comme important (à un niveau ou à un autre) mais qui est soit irréalisable, soit susceptible de créer des difficultés majeures pour ce qui est le plus essentiel. Nous tenons également à souligner que l'évolution rapide des circonstances en Arménie peut rendre certains éléments de ce document, entre sa rédaction finale et sa publication, non pertinents, au bas mot.

Les trois auteurs énumérés ci-dessous assument l'entière responsabilité du contenu de ce document et de ses recommandations. Les contributeurs pour leur part, énumérés ou non, n'assument aucune responsabilité quant à son contenu.

Robert Aydabirian
Jirair Libaridian
Taline Papazian

¹ Par souci de brièveté, le terme "Karabakh" sera fréquemment utilisé dans ce document pour désigner le Nagorno-Karabakh ou Haut-Karabakh.

Synthèse

Ce document est un projet indépendant initié et rédigé par trois Arméniens préoccupés. Le projet tente de répondre à trois questions concernant les conséquences de la guerre du Karabakh de 2020 : comment l'Arménie en est-elle arrivée à ce point si bas et dangereux de son histoire ? Que peut-on et doit-on faire ? Sur quelle base le gouvernement et les autorités en général doivent prendre leurs décisions ?

Les auteurs espèrent que quand ce rapport sera publié, les citoyens arméniens auront choisi de nouveaux dirigeants légitimes, capables de concevoir, négocier et mettre en œuvre les solutions les plus intelligentes possibles. Le livre blanc entend fournir à ces dirigeants un ensemble d'analyses ainsi que des recommandations tirées de celles-ci.

Les initiateurs du rapport ont bénéficié des contributions d'une grande variété d'experts et d'intellectuels à travers le monde arménien. Ces contributeurs ont répondu à un questionnaire détaillé ou ont accepté d'être interviewés personnellement ; ou encore, ils avaient à leur actif des publications pertinentes dont les auteurs se sont inspirés. Les auteurs de ce document estiment que les réponses et les opinions des contributeurs couvrent tout le spectre de la pensée arménienne actuelle. Elles sont synthétisées dans la première partie du livre blanc. La deuxième partie présente les observations et les réflexions des auteurs sur les contextes régionaux et internationaux dans lesquels se situe l'Arménie. Elle le fait en posant des questions et en y répondant sans résultat prédéterminé, et en examinant les changements et les tendances dans la perception des intérêts par les États concernés, à court et à long terme. Dans la troisième partie de ce rapport, les auteurs présentent leurs propres recommandations.

Indépendamment de leurs inclinations et préférences politiques, les contributeurs au projet ont formulé des observations réalistes sur la situation immédiate d'après-guerre. Ce réalisme se fonde sur un examen approfondi de ce qu'ils considèrent comme les erreurs de long terme des dirigeants en ce qui concerne le conflit du Karabakh, qui ont conduit à la nouvelle guerre et à la défaite ultérieure. Selon ces experts, le nouveau contexte dans lequel se trouve le pays encourage la remise en question des idéologies prédominantes, des manières de traiter le conflit du Karabakh et de la conduite des politiques étrangères et de sécurité. Les personnes interrogées ont identifié la nécessité de développer une approche globale pour résoudre la crise multidimensionnelle que traverse le pays - tant au niveau social, psychologique, sanitaire, politique que sécuritaire.

En outre, les contributeurs ont indiqué un certain nombre de facteurs qui doivent être pris en considération lors de la conception des futures politiques étrangères et de sécurité : (a) le rôle militaire et diplomatique accru de la Russie ; (b) les politiques agressives continues de l'Azerbaïdjan ; (c) les ambitions plus larges de la Turquie ; (d) la neutralité limitée de l'Iran et de la Géorgie ; (e) la position essentiellement indifférente des nations occidentales ; et (f) la fluidité et l'avenir incertain des relations internationales, en particulier celles entre les grandes puissances régionales en expansion.

Facteurs militaires structurels

Ce document commence par analyser les causes de la défaite de 2020, en tentant de distinguer les facteurs liés à la conjoncture des lacunes structurelles.

La guerre de quatre jours d'avril 2016 a été un tournant dans la révélation de ces insuffisances structurelles. Parmi elles, les facteurs suivants revêtent une importance particulière, tant ils ont été déterminants pour l'issue de la guerre de 2020 :

1. La mobilisation des forces armées, en général, et des réservistes, en particulier.
2. Les lacunes et l'application incomplète des réformes doctrinales approuvées
3. Des services de renseignement et d'informations de mauvaise qualité

4. Un manque de communication honnête avec le public sur la situation réelle au sein des forces armées (FA) révélée après 2016, et sur leurs capacités par rapport à celles de l'adversaire.
5. Des idées stratégiques erronées dans le renforcement militaire à long terme
6. L'Éducation militaire

Facteurs politiques et responsabilités des gouvernements

Ce livre blanc examine les problèmes sous-jacents aux politiques arméniennes (Arménie et Artsakh), notamment les préjugés culturels qui ont empêché les élites et les gouvernements d'adopter des politiques alternatives.

Le document demande aux autorités de reconnaître toute l'étendue des pertes subies par l'Arménie en conséquence de la défaite de novembre 2020. Cette catastrophe doit être considérée comme un appel à réexaminer les approches et les hypothèses dominantes.

Le document présente un inventaire de l'Arménie.

- Actifs et passifs lors de la formulation des politiques étrangères et de sécurité
- Normes selon lesquelles elle décide de ses priorités
- Les objectifs en matière de politique étrangère et de sécurité, notamment la souveraineté, l'indépendance et la sécurité grâce à des forces armées réformées, la constitution d'alliances et la diminution des menaces pour la sécurité (voire leur neutralisation).

Ce faisant, ce document aborde la position de divers acteurs importants (Russie, Turquie, Iran, OTAN, Union européenne (UE)) dont les politiques et les intérêts comptent le plus au regard des options de l'Arménie.

Contexte géopolitique : Russie-Turquie-OTAN-UE

Ce document aborde des questions plus spécifiques en relation avec les principaux acteurs régionaux et mondiaux.

A. Russie

La Russie contrôle désormais ce qui reste de l'Artsakh/Karabakh arménien, et fait ainsi entrer plus fermement l'Arménie dans son orbite. La Russie, qui se conçoit comme une citadelle assiégée, ressent le besoin de se défendre contre l'avancée continue de l'Occident.

La tentation d'adopter le modèle européen s'est manifestée régulièrement au cours des 30 dernières années dans les anciennes républiques soviétiques, notamment au Belarus, en Moldavie, en Ukraine et dans les républiques du Caucase du Sud (SC).

D'une part, la dépendance de l'Arménie à l'égard de la Russie en matière de sécurité et de défense n'est pas essentiellement remise en question au niveau international. D'autre part, la Russie s'inquiète surtout de la menace azerbaïdjanaise de quitter l'orbite russe. Riche en ressources en hydrocarbures, l'Azerbaïdjan a travaillé en étroite collaboration avec les pays occidentaux et les sociétés multinationales, diversifiant ses investissements à l'étranger ; ce faisant, il est devenu, aux yeux de la Turquie, le chaînon manquant entre l'Asie et l'Europe. Les préoccupations de la Russie à l'égard des politiques azerbaïdjanaises et des projections turques ont créé la situation complexe dans laquelle se trouve l'Arménie, où la Russie et la Turquie travaillent en tandem même si chacune poursuit ses propres intérêts, ce qui en fait des rivales dans la région.

B. Turquie

Avant même la fin de la première guerre du Karabakh en 1994, l'Azerbaïdjan et la Turquie avaient imposé un blocus à l'Arménie. La Turquie a subordonné l'ouverture de sa frontière avec l'Arménie et l'établissement de relations diplomatiques avec Erevan au règlement par l'Arménie du conflit avec l'Azerbaïdjan. Les tentatives pour surmonter cette barrière ont échoué. Depuis le tournant autocratique pris par Recep Tayyip Erdoğan, la Turquie s'est engagée dans une série d'aventures militaires à l'étranger, et a contribué largement à la victoire de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie dans la guerre du Karabakh de 2020. Après la victoire de Bakou, Ankara a proposé de normaliser les relations avec Erevan. Il se peut que l'Arménie ne soit pas encore prête à une telle démarche car elle doit prendre des décisions majeures à cet égard, contraintes par les intérêts stratégiques dominants et les réalités sur le terrain. La coopération actuelle entre la Russie et la Turquie pourrait ne pas durer longtemps, mais c'est un facteur qui pèse lourd dans le contexte actuel de la prise de décision de l'Arménie.

C. OTAN/UE-Russie

Le rôle actuel de médiateur de la Russie reste central pour résoudre les questions existentielles arméniennes. L'alliance turco-azerbaïdjanaise bénéficie du soutien non explicite des Etats-Unis et du Royaume-Uni, ainsi que de la complaisance de l'OTAN et de l'UE, ce qui produit une situation très déséquilibrée et préjudiciable aux Arméniens. La France pourrait-elle, en coordination avec d'autres alliés européens supposés, développer une synergie qui pourrait contribuer à rétablir un équilibre dans les relations de l'Arménie avec la Russie ? Il y a encore de sérieux doutes à ce sujet, car cette option n'est possible que dans le cadre d'une entente plus globale entre l'Occident et la Russie pour résoudre les différents "conflits gelés" dans leurs "territoires proches". Une telle entente suppose une nouvelle architecture de sécurité européenne et eurasiennne.

Recommandations pour répondre aux préoccupations immédiates du gouvernement

- Redéfinir son concept de défense et la finalité de ses forces armées. Il serait cohérent de supposer que la reconstruction de l'armée devrait suivre de cette redéfinition.
- Revoir sa stratégie de sécurité, y compris la recherche de nouvelles alliances.
- Commander des notes fouillées sur les menaces réelles et perçues de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, et y prêter une attention sérieuse, sans parti pris idéologique.
- Comprendre, évaluer correctement et réduire les menaces par le biais de politiques et d'initiatives diplomatiques appropriées. Celles-ci font partie intégrante d'un système de sécurité au même titre que des défenses militaires et des alliances adéquates.
- Ouvrir une ligne de communication directe, de préférence discrète, visant à comprendre et à évaluer les politiques azerbaïdjanaise et turque.
- Réimaginer le rôle du ministère des Affaires étrangères, sa diplomatie et la préparation des diplomates.
- Inviter les meilleurs esprits que l'on puisse trouver en Arménie et en diaspora à participer à toutes les enquêtes et études susmentionnées, y compris dans les domaines de la cybersécurité et de la sécurité de l'information.

Une politique adéquate comprend non seulement ce qu'il faut faire, mais aussi ce qu'il ne faut pas faire, comme par exemple les éléments suivants :

- Utiliser des politiques et une rhétorique réflexive et réactive dans le discours diplomatique - car la diplomatie n'est pas du lobbying, ni par ses normes ni par ses objectifs.
- Confondre l'agenda de la nation (tous les Arméniens dans le monde) avec celui de l'État.
- Surévaluer les déclarations pro-arméniennes adoptées ici ou là, qu'elles soient liées à la reconnaissance du génocide ou au Karabakh.
- Supposer d'office que ce qui est mauvais pour l'Azerbaïdjan et la Turquie est nécessairement bon pour l'Arménie et le Karabakh, ou que ce qui est bon pour l'Azerbaïdjan et la Turquie est nécessairement mauvais pour l'Arménie et le Karabakh.

Développement de la politique étrangère à long terme

Concernant le Karabakh

Les trajectoires du Karabakh et de l'Arménie ont divergé depuis la guerre. Néanmoins, malgré les différences qui en découlent entre les deux républiques arméniennes et leurs politiques étrangères, toutes deux devraient poursuivre les mêmes objectifs :

- Permettre à la population arménienne de rester ou de retourner sur ses terres ancestrales au Karabakh.
- La satisfaction des besoins existentiels des individus et des communautés concernés, la sécurité étant primordiale.

Les dirigeants et très probablement la population du Karabakh semblent avoir lié leur avenir à la présence des forces de maintien de la paix russes et à la Russie. Cette voie est pratiquée pour la première fois et dans les faits encore inexplorée ; son avenir est incertain en raison de divers facteurs. Les auteurs ne considèrent pas que la voie de l'indépendance soit probable après cette guerre, tout comme elle était improbable avant la guerre.

En attendant, le but de la diplomatie pourrait donc être de

- Maximiser la contribution de l'Arménie à la détermination de l'avenir du Karabakh.
- Garantir autant de droits que possible à la population du Karabakh au sein d'une entité arménienne territorialement définie et reconnue. Ce processus devrait inclure la garantie du droit du Karabakh à participer à la détermination finale de son avenir plutôt que de formuler une solution "idéale" a priori comme objectif ultime et non négociable.
- Maximiser la sécurité de la population du Karabakh, notamment en réduisant au minimum les menaces pesant sur son bien-être collectif par des discussions directes et la diplomatie.
- Le nouveau gouvernement arménien devrait donc adopter une approche à deux volets : (a) ouvrir des canaux de communication directs avec Bakou et Ankara, en plus de Moscou, faciliter l'ouverture de liens économiques dans la région et s'engager dans d'autres questions d'intérêt mutuel ; et (b) poursuivre cette politique sur la scène internationale, notamment par le biais du groupe de Minsk de l'OSCE.

Néanmoins, la clé de la résolution à long terme du conflit peut dépendre de facteurs tels que la formulation et la mise en œuvre d'une politique étrangère arménienne efficace, une nouvelle architecture de sécurité européenne et eurasienne, et les intérêts concurrents/complémentaires de la Russie et de la Turquie dans d'autres conflits régionaux. Elle nécessitera un savant dosage, éventuellement la cooptation de ces objectifs par la Russie et d'autres médiateurs, et leur acceptation par la population locale.

Concernant l'Arménie

- Il est nécessaire que l'Arménie établisse et utilise des canaux directs de discussions bilatérales avec tous les États concernés par ses intérêts, en mettant particulièrement l'accent sur l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie, l'Iran et la Russie, ainsi que sur les différents États de l'OTSC séparément.
- L'Arménie doit travailler avec les gouvernements azerbaïdjanais et turc pour passer d'une rhétorique d'humiliation et de subordination à une coexistence respectueuse. Dans la pratique, ces gouvernements doivent privilégier les tâches à accomplir pour gérer l'arménophobie institutionnalisée dans leurs pays.
- Le nouveau gouvernement arménien devrait faire comprendre à ses citoyens que l'ouverture des lignes de communications et des routes est un instrument permettant d'établir des relations de voisinage à long terme et de tracer la voie vers une coopération régionale, même si elle est au départ très modeste. Une diplomatie proactive à cet égard peut être aussi efficace pour faire face aux menaces réelles que l'amélioration des défenses de l'Arménie. Toutefois, l'Arménie a également la possibilité de faire de la guerre une option plus coûteuse à l'avenir pour toutes les parties prenantes de la région, ainsi que de diminuer les menaces réelles et perçues pour sa

sécurité et son intégrité territoriale. (Les annexes C et E proposent des recommandations dans ces deux domaines).

Le document aborde également la nécessité d'améliorer la préparation et les performances des diplomates arméniens et les relations avec la diaspora, et formule des recommandations à ces deux égards.

Conclusions

Toute modification de la déclaration du 10 novembre doit être poursuivie par des négociations avec les deux autres signataires de cette déclaration, y compris des négociations directes avec l'Azerbaïdjan. Des hommes d'État expérimentés devraient participer à ces négociations.

Dans les mois à venir, l'Arménie devra prendre des décisions cruciales concernant le type d'avenir qu'elle souhaite construire, et sur quelle base, en incluant de jeunes esprits dotés de la clairvoyance et de l'imagination nécessaires pour visualiser l'Arménie du futur, reconstruire son économie, sa cohésion sociale, ses institutions publiques, ses systèmes d'éducation et de santé, ainsi qu'un système de défense moderne.

En définissant ses nouvelles politiques étrangères et de sécurité, l'Arménie doit également comprendre qu'elle est confrontée à une nouvelle donne régionale et internationale.

Origine et méthodologie du livre blanc

L'idée de ce document est née chez Robert Aydabirian. Taline Papazian et Jirair Libaridian ont rejoint ce dernier, et tous trois ont développé la méthodologie du projet et l'ont mené à bien.

Les initiateurs ont d'abord élaboré un questionnaire sur les sujets qui, selon eux, devaient être soulevés et examinés. (Voir annexe 1.) Le questionnaire a ensuite été transmis à un autre groupe de cinq experts pour qu'ils le critiquent et fassent des suggestions. Le questionnaire révisé a été envoyé à quelque 70 répondants potentiels, de diverses professions et disciplines, en Arménie, au Karabakh et dans la diaspora. La liste des répondants potentiels - limitée aux collègues d'origine arménienne - a été établie avec l'aide du même groupe de cinq experts. Les critères de sélection étaient le professionnalisme, l'expérience de la participation au discours public, la projection d'un sens de l'intégrité intellectuelle, et un intérêt réel pour les questions à traiter dans le rapport projeté. Les initiateurs pensent que la liste comprenait des personnes représentant l'ensemble du spectre politique des analystes. (Voir annexe 2.) Quarante-deux contributeurs potentiels ont répondu au questionnaire.

En outre, les initiateurs ont mené des entretiens personnels avec les répondants qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas pu remplir les questionnaires. Enfin, tout au long de la période de collecte des réponses, qui a duré de décembre 2020 à la rédaction du rapport, les trois initiateurs ont examiné les positions d'un nombre important d'experts, d'analystes et de dirigeants politiques articulées dans des articles d'opinion et des interviews, et même dans l'ouvrage publié d'un diplomate décédé.

Les points de vue des répondants et des personnes interrogées, ainsi que ceux exprimés dans les travaux publiés par d'autres experts, sont synthétisés dans la première partie de ce livre blanc. La partie II comprend les analyses, les points de vue et les conclusions des initiateurs/auteurs.

Bien qu'assumant l'entière responsabilité du rapport final, les auteurs ont cherché à rendre le texte aussi proche que possible d'un effort collectif malgré les circonstances actuelles d'une pandémie mondiale. Une première version du rapport complet a été diffusée auprès des contributeurs pour recueillir leurs commentaires et suggestions. Les répondants/collaborateurs se sont vus offrir la possibilité d'ajouter leur nom à ce livre blanc en tant que contributeurs après avoir lu la version préliminaire.

En tant qu'initiateurs/auteurs de ce document, nous tenons à préciser que nous ne prétendons pas avoir un statut particulier. Tout autre groupe a pu entreprendre, ou peut encore entreprendre, un projet similaire. En fait, de nombreux individus et groupes ont publié des études individuelles et collectives sur divers aspects de ce document. Néanmoins, nous croyons que notre méthodologie transparente, notre approche sobre et notre préoccupation réelle pour les problèmes auxquels l'Arménie et le Karabakh sont confrontés inspireront confiance dans le produit final aux dirigeants de l'État et des groupes politiques, ainsi qu'aux experts, aux faiseurs d'opinion et au grand public, et qu'ils considéreront donc sérieusement le contenu de ce rapport.

Introduction

Notre livre tentera de répondre aux questions suivantes : comment peut-on expliquer la guerre de septembre 2020 ? Quel est l'impact de la défaite ? Quelles devraient être les priorités de politique étrangère de l'Arménie après sa défaite, notamment en ce qui concerne le conflit du Karabakh ? Et quels ajustements l'Arménie et le Karabakh doivent-ils apporter à leur approche de la politique étrangère ?

La fin désastreuse de la guerre de septembre-novembre 2020 a radicalement changé la situation sur le terrain au Karabakh, la position de l'Azerbaïdjan et les rôles de la Russie, de la Turquie, du groupe de Minsk de l'OSCE, de l'UE et des États-Unis. La guerre a davantage inhibé la capacité des dirigeants du Karabakh à déterminer leur avenir et a réduit les options concernant le statut futur du Karabakh, tandis que l'Arménie elle-même a perdu une partie de sa souveraineté et risque d'en perdre davantage.

En outre, le traumatisme causé par cette défaite a donné lieu à un barrage d'accusations et de contre-accusations, valables ou non, concernant la responsabilité de cette perte. Elle a également donné lieu à des révélations auto-justificatives et intéressées qui tendent à obscurcir davantage une situation déjà trouble. Les médias sont inondés de détails réels et insignifiants, ainsi que de fausses nouvelles et de nouvelles crédibles qui frisent le sensationnel. Il en résulte que le débat est généralement peu ciblé. Les populations d'Arménie et du Karabakh, y compris nombre de leurs dirigeants, semblent désorientées parce que la défaite a fait voler en éclats un trop grand nombre des hypothèses qui sous-tendaient la pensée dominante et les cadres de travail des décideurs.

Il est déraisonnable, voire dangereux, d'essayer d'imposer un remède avant de connaître la cause de la maladie. De nombreuses tentatives ont été faites, certaines utiles et donnant à réfléchir, d'autres moins et même nuisibles. Il est malsain d'essayer de minimiser ce qui s'est passé et de dire "passons à autre chose" simplement parce que nous ne voulons pas ressentir le poids de la calamité ou en assumer la responsabilité. Il est tout aussi dangereux de rejeter toute la responsabilité sur une seule personne et son parti, alors que les problèmes sont plus complexes qu'un seul homme ou un seul parti, et que le désastre couve depuis plus de deux décennies.

De l'avis des auteurs, il existe un grand besoin d'un document qui

1. Offre une explication crédible sur la façon dont nous sommes arrivés à ce point
2. Présente une description claire et concise de l'état de la réflexion actuelle sur le conflit du Karabakh, y compris des propositions sur la manière de procéder désormais
3. Offre un aperçu des développements potentiels et des résultats probables
4. Formule des recommandations pour les politiques futures

Rédiger un tel rapport alors que les événements continuent de se dérouler, que les attitudes continuent de se former et que les politiques continuent d'être formulées n'est ni facile ni simple. Néanmoins, il est important que de telles études soient menées afin de fournir des cadres dans lesquels les discussions, les débats et les discours peuvent acquérir une certaine logique et cohérence. Nous avons pensé que neuf mois après la fin de la guerre de 2020 constituait un point d'inflexion raisonnable à partir duquel les idées et les perspectives auraient pu se développer suffisamment. Inévitablement, ce document ne peut donc être considéré que comme une tentative temporaire de rendre compte des tendances actuelles de la pensée, et d'identifier le spectre des possibilités et des voies.

Nous, les trois initiateurs de ce projet, sommes des professionnels arméniens qui ont été impliqués et engagés dans le développement de l'Arménie et du Karabakh de diverses manières au cours des dernières décennies. Nous avons participé à des débats publics sur de nombreuses questions. En outre, nous sommes préoccupés et souhaitons contribuer à la résolution des questions encore indéterminées concernant le Karabakh et l'orientation future de la politique étrangère et de sécurité de l'Arménie.

Nous reconnaissons la relation étroite entre les agendas intérieur et extérieur. De toute évidence, il est nécessaire de réaliser des études similaires concernant l'impact de la guerre sur la société arménienne et les

institutions de l'État. Le présent document limitera son champ d'application aux questions de politique étrangère et de sécurité à la lumière des événements récents.

Enfin, la principale préoccupation de ce document est d'offrir une perspective analytique. Cela signifie que les auteurs ne se concentrent pas sur les disputes, les débats et les polémiques fondés sur des préoccupations politiques ou électorales et qui, par nature, se concentrent sur l'opinion publique et les tendances populaires. Les auteurs sont conscients que nombre des observations et des recommandations et conclusions formulées ici ne sont pas nécessairement partagées par ceux qui ont contribué à ce document ou par d'autres analystes et commentateurs. Tout ce que les auteurs peuvent affirmer est que c'est ce qu'ils ont de mieux à offrir, et que c'est le résultat des efforts les plus rigoureux pour examiner les questions et les contextes dans lesquels elles sont soulevées d'une manière détachée et réaliste.

PARTIE I. Synopsis des réponses au questionnaire de la part des contributeurs

Section 1. L'Arménie dans la guerre du Karabakh de 2020

1.1. Facteurs militaires ayant contribué à la défaite

Facteurs militaires conjoncturels

Effets de la coalition militaire contre l'Arménie

Les évaluations des répondants concernant la coalition militaire contre l'Arménie en tant que facteur couvrent tout le spectre, du moins important au plus important :

- L'Azerbaïdjan était lui-même mieux préparé et mieux équipé ; il avait un bon plan de guerre ; et la partie arménienne était aveugle à la combativité et à la détermination de l'Azerbaïdjan.
- Le fait que l'autre partie ait constitué une coalition a eu un effet multiplicateur sur les forces arméniennes. L'autre partie est devenue démographiquement et militairement plus forte (en termes d'équipements, d'armements et de renseignements).
- Et, pour certains, ce n'était pas l'Azerbaïdjan qui se battait mais plutôt la Turquie, ou - pire encore - c'était les drones qui étaient à la manœuvre.

Selon les personnes interrogées, l'Arménie a mal calculé dans quelle mesure elle allait mener la guerre seule, car elle n'a pas été en mesure d'amener la Russie, son alliée, à combattre à ses côtés. La géographie a également contribué aux problèmes logistiques liés à l'acheminement de fournitures venues de l'extérieur en Arménie, ainsi qu'à leur transport de l'Arménie vers le Karabakh.

On reproche aux dirigeants arméniens d'avoir commis l'erreur tactique de limiter les opérations militaires aux zones du Karabakh contrôlées par les Arméniens, plaçant ainsi l'initiative entre les mains de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. La question de savoir si l'Arménie avait effectivement le choix à cet égard est un sujet qu'une enquête future devrait examiner.

Problèmes en Arménie/Karabakh

Les positions concernant ce facteur vont de

- Nous avons perdu la guerre en raison de désaccords internes, "traîtres" (entre le Karabakh et l'Arménie ; entre des segments des forces de défense du Karabakh et d'autres ; et/ou entre des segments opposés au sein des forces armées arméniennes).

à

- L'Arménie a utilisé ses ressources (c'est-à-dire les armements et les ressources humaines) de manière inefficace ; elle n'a pas réussi à achever le processus de mobilisation (voir l'appel aux groupes de volontaires lancé par le Premier ministre le 21 octobre 2020) ; et l'Arménie a été généralement négligente (par exemple, la fortification incomplète des zones défensives). Nombreux sont ceux qui, dans ce groupe d'experts, accusent le gouvernement de l'époque d'incompétence, de manque de sens de l'organisation ou de manque d'anticipation des scénarios de guerre possibles. Un certain nombre de ces accusations font cependant allusion à des problèmes structurels.

Facteurs structurels militaires

La guerre des Quatre jours (avril 2016) a marqué un tournant. Certains problèmes structurels étaient antérieurs à cette brève rencontre militaire. Ces quatre jours en ont révélé d'autres, et pourtant ces problèmes n'ont pas été entièrement traités, et, dans certains cas, ils n'ont pas été traités du tout.

Dans cette présentation sur la guerre de 2020, les lacunes signalées par les experts sont énumérées par ordre chronologique décroissant (du plus récent au plus lointain) :

- A. Le gouvernement précédent [les élections de juin 2021] a hérité, au sein des FA arméniennes, de conditions si désastreuses qu'il aurait fallu des années pour y remédier et combler l'énorme écart entre les FA et l'armée azerbaïdjanaise. Le gouvernement précédent a fait un effort significatif, selon certains, pour rectifier la situation pendant les deux ans et quatre mois qui se sont écoulés entre son arrivée au pouvoir et le déclenchement de la guerre (mai 2018 à septembre 2020).
- B. Il y avait des lacunes doctrinales. Après la guerre des Quatre jours, le concept de "Nation-Armée" (2017) et, sous le gouvernement précédent, les "Visions" du ministre de la défense (2018 et 2020), ont été considérés comme des tentatives de correction de ces lacunes.
- C. Les gouvernements arméniens successifs n'ont pas réussi à communiquer honnêtement avec le public sur la situation et les problèmes réels au sein des FA, au moins depuis 2016 (voire même depuis 2008, lorsque la revue stratégique de défense a été lancée).

D. Le manque de renseignements a joué un rôle, notamment dans l'incapacité d'anticiper les guerres des Quatre jours et de 2020.

E. La mobilisation en général, et les forces de réserve en particulier, posent de sérieux problèmes. Ces problèmes incluent l'inefficacité des commissariats militaires, des inventaires incomplets des ressources, des évaluations erronées et des affectations incorrectes. Ces échecs peuvent être le résultat d'années de corruption, d'orgueil démesuré et d'indulgence dans l'application du service militaire.

La chaîne de commandement était dysfonctionnelle, soit comme un produit de la Constitution de 2015, soit comme une situation rendue plus grave par la mise en œuvre du système de chaîne de commandement.

F. Les hauts responsables militaires ont fait preuve d'une grande paresse mentale en n'étudiant pas les contre-mesures de guerre asymétrique des conflits syrien, irakien, ukrainien ou libyen, pour ne citer que les exemples les plus récents, et en n'en tirant aucun enseignement.

G. L'éducation des officiers de rang moyen et inférieur était insuffisante, et leur préparation psychologique était inadéquate. Les officiers de rang supérieur manquaient de professionnalisme et n'étaient pas prêts pour le niveau opérationnel de la guerre.

H. Faible niveau de préparation des unités de réserve.

I. La construction militaire a progressé dans la mauvaise direction au cours des 20 dernières années. Faute de s'adapter aux réalités changeantes de la guerre, l'accent aurait dû être mis sur les forces spéciales/mobiles, afin d'inclure une forte composante de forces d'opérations spéciales. De plus, l'obsession chronique pour la défense aérienne basée au sol, au détriment de l'arme aérienne négligée, a fait que les chances de contester la supériorité aérienne de l'ennemi étaient pratiquement nulles.

J. La corruption était endémique dans divers domaines des FA, associée à un manque de responsabilité de cette institution semi-fermée et "sacrée", ce qui a sérieusement entravé la capacité et la portée de la réforme.

- K. La politique de défense nationale manquait de robustesse (elle ne représentait que 4 % du PIB). Des questions se posent également sur la manière dont le budget militaire a été dépensé.
- L. La victoire des Arméniens en 1994 lors de la première guerre du Karabakh a progressivement conduit à une vision militariste rigide de la sécurité et de la politique étrangère. Depuis 1998, cette vision a dominé la pensée stratégique arménienne.

Ces questions sont importantes et doivent être examinées de manière approfondie dans toute enquête future sur la guerre du Karabakh de 2020.

1.2. La question de la responsabilité de l'Arménie dans le conflit du Karabakh en général, et dans la guerre de 2020 en particulier

Facteurs politico-diplomatiques

Il n'est pas anodin que dans les réponses des contributeurs, les facteurs politico-diplomatiques apparaissent à plusieurs reprises comme les principaux facteurs expliquant la défaite. Il est possible d'affirmer qu'une telle constance reflète un parti pris intellectuel de la part d'un tel échantillon. Néanmoins, les opinions communes articulées dans les réponses reflètent la désapprobation des dirigeants arméniens, au fil du temps, pour leur gestion du conflit du Karabakh, et aussi pour la façon dont ces dirigeants ont mal interprété ou ignoré la position de la communauté internationale à l'égard du conflit.

Vision et stratégie sur la question du Karabakh

L'analyse de la stratégie globale de résolution du conflit, dont l'échec a conduit à la guerre, peut être résumée en trois positions :

- A. Certains ont affirmé que la victoire arménienne de 1994 dans la première guerre du Karabakh a conduit à une vision militariste de plus en plus rigide de la sécurité et de la politique étrangère, comme indiqué précédemment dans ce document.
- B. D'autres ont fait valoir que l'Arménie aurait dû reconnaître l'indépendance du Karabakh en 1994, immédiatement après la victoire militaire sur l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan vaincu aurait accepté l'indépendance du Karabakh, selon cet argument, mais le problème est que les Arméniens ont construit leur État avec "la peur au ventre" et ont donc eu peur de s'affirmer. La stratégie consistant à être un "bon partenaire international" a fait de l'Arménie l'otage des intérêts et de la bonne volonté de la communauté internationale, et plus encore des intérêts de l'Azerbaïdjan.
- C. Entre ces deux positions, beaucoup ont souligné que l'absence d'un objectif final clair sur le problème du Karabakh - et, par conséquent, l'absence d'une stratégie correspondante - a joué un rôle dans les échecs politiques. De même, il n'y a pas eu de définition claire des concessions possibles ni des lignes rouges. Ces deux séries de lacunes reflètent la confusion du discours public et officiel sur la question. L'exclusion du Karabakh des négociations, par exemple, était symptomatique de ces lacunes, permettant au discours azerbaïdjanais sur le conflit - selon lequel il s'agit d'une question territoriale entre États - de prendre le dessus.

Manque de volonté de résoudre le conflit

A une extrémité des opinions exprimées concernant l'importance de ce facteur, certains répondants

- A. Poursuite de l'argument précédent selon lequel la stratégie arménienne pour résoudre le problème consistait à rendre le statut de fait - un Karabakh indépendant de l'Azerbaïdjan - permanent et accepté par la communauté internationale. Bien que certains dirigeants politiques aient clairement

déclaré que "le problème du Karabakh est résolu", aucun chef de gouvernement ayant une quelconque autorité ne l'a reconnu ouvertement à la communauté internationale, ni à la société arménienne.

- B. La responsabilité du refus de résoudre le conflit par des négociations fondées sur des compromis mutuels a été attribuée à la plupart des partis et forces politiques et aux élites universitaires et intellectuelles, y compris celles de la diaspora.

À l'opposé des opinions exprimées, d'autres ont soutenu que

- C. La réticence à résoudre le conflit lui-même était un problème. Dans ce contexte, les dirigeants arméniens qui se sont succédés depuis 1998 sont accusés de ne pas s'appropriier le problème, de jouer les suiveurs au lieu d'être proactifs dans le processus de négociations, et d'agir comme si le problème du Karabakh ne relevait pas de l'Arménie. De plus, les dirigeants arméniens étaient devenus captifs d'une position maximaliste.

Le précédent gouvernement [avant les élections de 2021] est critiqué pour ne pas avoir

- D. Été capable de capitaliser sur la non-violence qui était la marque distinctive de la révolution de velours.
- E. Saisi l'occasion de la solide légitimité du gouvernement pour poursuivre une politique de paix qui avait commencé par l'appel positif sans précédent du Premier ministre à prendre en compte les intérêts de tous les peuples concernés.
- F. Combattu de manière proactive les images stéréotypées de " l'ennemi turc " .
- G. Évité la guerre avant qu'elle ne commence et l'arrêter une fois qu'elle avait commencé à la première occasion (par exemple, le 19 octobre 2020). (À cet égard, la responsabilité est également attribuée à l'Assemblée nationale et au parti majoritaire, la seule institution dotée d'une autorité constitutionnelle qui aurait pu contraindre le Premier ministre à accepter un cessez-le-feu plus rapide avec moins de pertes ou le forcer à partir).

Certains répondants ont souligné un domaine de responsabilité majeur qui, le plus souvent, a échappé à l'attention des observateurs :

- H. L'incapacité des élites intellectuelles et universitaires à promouvoir un débat sérieux sur les options et développements possibles concernant le conflit du Karabakh et les scénarios probables qui suivront ces options disponibles. La pensée critique a également été entravée dans la diaspora, où les élites intellectuelles et universitaires n'ont pas fait preuve de courage, même lorsqu'elles avaient une approche plus différenciée, pour lutter contre ceux qui rendaient le débat impossible pour des raisons similaires à celles qui prévalent en Arménie.
- I. L'absence de débat a eu un impact négatif sur la société civile, qui a été tenue à l'écart de toute prise de décision et a été intégrée dans un environnement intolérant.

(Voir l'annexe A pour une synthèse des positions de négociation de l'Arménie sur le conflit depuis 1991).

L'environnement international et le rôle des acteurs non arméniens

Au cours des quelques vingt dernières années, les dirigeants arméniens qui se sont succédé à différentes époques n'ont pas évalué correctement (a) les intérêts des acteurs non arméniens dans le conflit du Karabakh, (b) les implications régionales et internationales plus larges du conflit, et (c) le déséquilibre de puissance au détriment de la partie arménienne résultant des ressources que possède l'Azerbaïdjan ainsi que de celles qu'il commande au niveau international.

D'un côté du spectre, certaines personnes interrogées pensent que

- A. La décision de mener la guerre du Karabakh en 2020 a en fait été prise par la Turquie et acceptée par la Russie.² Certains analystes soupçonnent que la nature démocratique du gouvernement arménien, par opposition à ceux de l'Azerbaïdjan, de la Turquie et de la Russie, a pu jouer un rôle dans cet arrangement.³ Le gouvernement précédent est également coupable d'une rhétorique nationaliste imprudente, d'actions militaires provocatrices (Tavush 2020) et d'une orientation occidentale excessive.

En revanche, d'autres répondants pensent que

- B. Les dirigeants arméniens ont surestimé les capacités de l'Arménie ainsi que le degré et le type de soutien que la partie arménienne pouvait recevoir d'autres pays, proches ou lointains, y compris en cas de guerre ; simultanément, ils ont sous-estimé la capacité et la volonté de l'ennemi d'entrer en guerre.

Facteurs sociopolitiques de long terme

Il existe un continuum entre les deux types de facteurs sociopolitiques à long terme examinés dans cette section.

La culture politique et le concept de nation

A une extrémité du spectre,

- A. On prétend que l'identité nationale s'est construite sur une essentialisation de la victoire de 1994, et a réifié cette victoire en termes absolutistes. D'une manière générale, la vision dominante de la nation arménienne était basée sur des termes ethniques pan-arméniens, utilisant des structures mentales héritées d'une ère sans Etat arménien pour résoudre les problèmes d'un Etat indépendant.

En opposition à ce qui précède, il est affirmé que

- B. La défaite a été causée par un manque de préparation sociale (éducative et psychologique) à la guerre et par l'absence d'une volonté collective de vaincre. Selon cette explication, l'Arménie n'a pas une armée forte parce que la société arménienne ne souhaite pas faire les efforts nécessaires pour en avoir une, et finalement parce que sa société n'est pas prête à faire les sacrifices nécessaires que la guerre exige. En substance, l'Arménie a donc perdu la guerre parce qu'elle ne voulait pas la gagner, et l'État s'est révélé inapte à relever le défi parce que les dirigeants n'ont pas maintenu leur société dans un état de préparation requis pour la victoire.

Facteurs liés à la construction de l'État

² La rapidité avec laquelle la Russie a pu déployer ses forces de maintien de la paix, ainsi que son équipement, peut indiquer une prise de conscience précoce et préalable de la guerre et une préparation à la mission.

³ Taline Papazian soutient que lors sa dernière mission de travail en Arménie avant la guerre, en septembre 2020, les dirigeants arméniens se doutaient fortement que la Turquie interviendrait en cas de guerre. Ils s'en sont peut-être rendu compte trop tard et n'ont peut-être pas su non plus l'étendue de ce soutien.

Vers la fin du mois d'août, le ministre turc de la Défense a annoncé que la Turquie se considérait désormais comme une "partie au conflit". Dans un article publié le 1er septembre, Jirair Libaridian a attiré l'attention des dirigeants et du grand public sur cette déclaration, affirmant qu'elle signifiait que la Turquie participerait activement à la prochaine guerre.

Deux types de facteurs ont été identifiés ici. Le premier est le facteur externe, plus précisément la dépendance excessive à l'égard de la Russie, non seulement en tant que garant de la sécurité contre la Turquie, mais aussi en tant que principal pays de recours lors de chaque défi majeur depuis 2001.

Le deuxième facteur, interne, est constitué de divers aspects de la construction de l'État. Certains répondants trouvent les éléments suivants significatifs :

- A. Des divisions politiques internes : à différentes périodes, divisions entre nouveau et ancien régimes ; divisions entre certains cercles du Karabakh vis-à-vis du gouvernement élu en 2018 ; et l'axe de Stepanakert contre l'axe d'Erevan, une division qui a pesé lourdement sur les décisions et les actions des commandants militaires.
- B. Des soupçons de mauvaise gestion volontaire dans la mobilisation des ressources pendant la guerre de 2020, de la part d'une faction politique liée au régime précédent qui pourrait tirer des avantages d'une défaite sous le nouveau gouvernement.
- C. Défis internes : ressources humaines/professionnelles limitées ; prise de décision incompétente et autoritaire ; et prédominance de l'ethno-nationalisme dans les politiques intérieures et étrangères.

À l'autre extrémité du spectre, certains situent le problème dans des dysfonctionnements plus profonds au sein de l'État, tels que

- D. Un système éducatif médiocre
- E. La concentration des ressources éco-financières entre les mains de ceux qui, jusqu'en 2018, contrôlaient aussi largement les processus politiques.
- F. Le pillage total des ressources de l'État jusqu'en 2018
- G. L'absence d'institutions publiques indépendantes
- H. L'absence de méritocratie, le manque de bonne gouvernance, la mauvaise planification organisationnelle et le manque de responsabilité

1.3. La situation créée par la déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre 2020

(Voir l'annexe 3 pour les textes de la déclaration en anglais et en russe).

Conséquences démographiques

Il n'y a pas de différence d'opinion significative sur cette question, car les faits sont évidents et universellement reconnus.

Les victimes immédiates

Bien que le nombre définitif de soldats tués au combat n'ait pas encore été établi, on l'estime à près de 4 000, y compris les disparus au combat. Le prix le plus lourd a été payé par les jeunes soldats âgés de 18 à 25 ans, en particulier les conscrits et les réservistes. Les pertes totales en seulement 45 jours représentent 70% des pertes arméniennes pendant les trois années de la première guerre du Karabakh, de 1991 à 1994. Cette comparaison donne une idée du taux d'attrition et du degré de violence de la guerre de 2020, de l'utilisation d'armes nouvelles et plus meurtrières et de l'impréparation que l'on peut supposer. Elle permet également d'expliquer le choc psychologique et la détresse que la guerre a provoqués dans la société arménienne.

Au total, 11 000 soldats et volontaires ont été blessés ou ont dû recevoir un traitement sérieux. Le nombre de personnes handicapées n'est pas non plus définitif : en mars 2021, le chiffre fourni par le département médical militaire de l'AF est de 885. La question de leur réhabilitation physique et psychologique est d'une importance cruciale pour la santé des familles et de la société en général.

Conséquences à moyen et long terme

Les vétérans de guerre et les personnes handicapées ont besoin d'une assistance économique et sociale. Ce besoin est en partie comblé par la "Fondation d'assurance des militaires (1000plus.am)", soutenue par un impôt direct sur les salaires en Arménie et des dons volontaires d'Arméniens du monde entier, y compris d'Arménie.

Les pertes pèseront lourdement sur les familles, la société et le budget de l'État pendant des décennies - sur le plan démographique (y compris les FA), sociologique et générationnel (par exemple, les pertes nettes de croissance démographique naturelle, qui augmentent à leur tour les risques d'émigration à moyen et long terme chez les jeunes femmes célibataires).

La nature et les conséquences des pertes territoriales

Les pertes territoriales dans et autour de l'ancienne région autonome du Nagorno-Karabakh ont une importance majeure dans quatre domaines :

- A. La perte d'importantes ressources économiques, notamment des pâturages, des terres agricoles, des mines, des centrales hydroélectriques, ainsi que l'accès aux ressources en eau et leur contrôle.
- B. La perte de territoires historiques arméniens et de sites du patrimoine culturel, dont l'ampleur est symbolisée avant tout par la perte de Shushi, une ville qui rejoint désormais la liste des lieux culturellement et politiquement signifiants que les Arméniens n'habitent plus/ne contrôlent plus.
- C. Perte de la profondeur stratégique de la sécurité de l'Arménie elle-même, ce qui met davantage en danger le territoire de l'Arménie proprement dite.
- D. Il y a maintenant un total de plus de 1 300 kilomètres de frontière avec des voisins hostiles, avec une topographie et des possibilités de défense variables, situés dans une zone où les infrastructures physiques (telles que les tranchées et les bunkers), les unités et formations mécanisées et l'artillerie sont de plus en plus vulnérables aux armes offensives sophistiquées et de haute précision.

Conséquences humanitaires

Ici aussi, les faits sont simples et évidents :

- A. Il y a des dizaines de milliers de réfugiés, principalement des régions de Shushi, Hadrut, Kelbajar, et Lachin. Les autorités du Karabakh encouragent le retour de ces réfugiés dans les territoires encore sous leur contrôle, préférant qu'ils s'installent en dehors de Stepanakert.
- B. Au moment où nous écrivons ces lignes, l'Azerbaïdjan utilise quelque 170 prisonniers de guerre et civils capturés comme monnaie d'échange et otages, les qualifiant de "diversants" (saboteurs), de terroristes ou de mercenaires.

Conséquences pour la sécurité

Forces armées de la République d'Arménie

Les forces armées ont perdu des effectifs, des équipements et des armements considérables (d'un tiers à la moitié, selon le type), et elles sont psychologiquement affectées par la défaite.

Le coût économique de la reconstitution des équipements et armements perdus, ou éventuellement de l'achat de nouveaux types d'armement, n'a pas encore été calculé.

Lignes de contact entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

- A. À l'exception de la frontière nord-est, la ligne de contact (LdC) avant la guerre se situait entre la République du Karabakh/Artsakh et l'Azerbaïdjan. Aujourd'hui, la ligne de contact de facto entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'étend vers le sud, jusqu'à la frontière iranienne. De plus, cette ligne de contact est distincte d'une frontière, puisqu'une frontière internationale interétatique n'a jamais été délimitée. Des sections importantes de ces nouvelles lignes de contact et zones frontalières sont soumises à une pression constante de la part des militaires azerbaïdjanais (Syunik, Tavush).
- B. Sur la carte de l'après 10 novembre, la ligne de contact de l'Arménie avec le Nakhitchevan est devenue plus sensible. Dans les sections en sablier de Vayots Dzor et des régions du nord du Syunik, elle n'est plus qu'à un pied de l'Azerbaïdjan, pour ainsi dire. Ces régions sont devenues des points focaux pour la sécurité du territoire arménien, contrairement à la situation d'avant le 10 novembre, où les régions de Kelbajar et de Lachin apportaient une profondeur stratégique à la défense du territoire. Aujourd'hui, le lien entre le Karabakh et l'Arménie est un fragile cordon ombilical contrôlé par la Russie.
- C. Le processus de démarcation de la frontière est actuellement en cours. Comme pour toutes les autres questions d'intérêt entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la qualité et l'esprit de ce processus auront des conséquences à long terme sur les perspectives de paix ou de guerre dans la région.
- D. La base militaire russe en Arménie est devenue cruciale. Alors que la présence militaire russe était nécessaire pour protéger la frontière turco-arménienne avant la guerre de 2020, le personnel russe est désormais également impliqué dans les points chauds de la nouvelle ligne de contact dans les secteurs est et sud.

Conséquences politiques et sécuritaires pour le Karabakh

Nouvelles réalités politiques/diplomatiques

- A. La République d'Artsakh - le Karabakh - n'est ni signataire ni partie à la Déclaration du 10 novembre, contrairement aux accords de cessez-le-feu de 1994, où le troisième signataire, aux côtés de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, était le Karabakh et non la Russie. L'opinion selon laquelle le conflit du Karabakh est un conflit interétatique a donc prévalu.
- B. La déclaration trilatérale reconnaît implicitement que le Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan.
- C. Les troupes d'interposition russes sont désormais présentes sur le territoire pour la première fois depuis 1991.

Sécurité

- D. Le Karabakh a perdu l'Arménie comme garant de sa sécurité.
- E. Le Karabakh a perdu sa principale monnaie d'échange et sa ceinture de sécurité.
- F. Une nouvelle ligne de contact a été établie entre le Karabakh et l'Azerbaïdjan, ce qui présente deux défis : la possibilité douteuse de défendre la ligne de contact, même par une force de défense réorganisée, et le stationnement et l'utilisation de cette force.
- G. La déclaration du 10 novembre n'exige pas que les forces de défense du territoire soient dissoutes, ce qui laisse aux autorités de ce territoire une certaine marge de manœuvre, du moins pour le moment.

Que reste-t-il de la question du Karabakh ?

- H. La question du Karabakh - la question des droits des Arméniens du territoire à vivre en sécurité et librement sur leur terre, ou leur droit à l'autodétermination - reste aiguë d'un point de vue existentiel. Mais le problème n'est abordé dans aucun forum formel ou format de négociation, malgré les tentatives de la France et des États-Unis, ainsi que de l'Arménie, de relancer le groupe de Minsk de l'OSCE.
- I. Le président russe a déclaré que le Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan et que la question de la souveraineté sur le Karabakh est résolue. Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré à plusieurs reprises que les négociations concernant le statut, c'est-à-dire la manière dont le Karabakh serait administré ou l'existence d'un Karabakh arménien territorialement délimité, (a) devraient être reportées pendant une longue période, afin de permettre aux deux peuples d'apprendre à vivre ensemble, (b) que le Groupe de Minsk pourrait être impliqué dans les négociations sur le statut, et (c) que le Groupe de Minsk devrait limiter ses activités au soutien des projets humanitaires russes au Karabakh pour le moment.
- J. La déclaration trilatérale du 10 novembre ne fait pas de distinction entre, d'une part, les sept districts anciennement occupés autour de l'Oblast ou région autonome du Haut-Karabakh (RAHK) de l'ère soviétique et, d'autre part, le territoire de la RAHK désormais sous contrôle azerbaïdjanais. Ainsi, le document annule le statut de l'époque soviétique de la RAHK, puisqu'il reconnaît implicitement la juridiction et le contrôle militaire azerbaïdjanais de ces zones (Hadrut, Shushi).
- K. À l'heure actuelle, les autorités du Karabakh doivent traiter principalement avec la Russie, et accessoirement avec l'Azerbaïdjan. La Russie et l'Azerbaïdjan travaillent également avec la Turquie, chacun à sa manière. L'Arménie est reléguée à une quatrième position, avec une marge de manœuvre limitée pour influencer l'avenir, pour le moment.

Conséquences pour la souveraineté de la République d'Arménie

La déclaration du 10 novembre est un document interétatique déséquilibré.

D'une part, les personnes interrogées soulignent les aspects indiquant la capitulation quasi totale de l'Arménie :

- A. Des dispositions humiliantes et forcées.
- B. La rétrocession à l'Azerbaïdjan des districts occupés qui n'ont pas été impliqués dans la guerre suit le même agenda que ceux que l'Azerbaïdjan a repris à la suite des combats.
- C. Aucun paragraphe ou phrase du document du 10 novembre ne prévoit le retour dans leurs foyers des réfugiés arméniens de Shushi, Hadrut et des villages adjacents.
- D. Les aspects humanitaires les plus essentiels pour l'Arménie, tels que le retour obligatoire des prisonniers de guerre et des otages, sont devenus problématiques, étant donné que le paragraphe 8 de la Déclaration n'offre pas de date limite et que l'Azerbaïdjan a lié leur libération à d'autres conditions de la Déclaration, qui doivent encore être mises en œuvre. En plus de ces autres problèmes, la non-libération des prisonniers de guerre et des otages par l'Azerbaïdjan a maintenu une atmosphère hostile basée sur le manque de confiance dans la région.

D'autre part, en ce qui concerne les États autres que l'Azerbaïdjan et l'Arménie, certains répondants affirment que la déclaration reflète un équilibre entre les aspects militaires et diplomatiques, ainsi que les nouvelles réalités géopolitiques :

- E. L'influence des acteurs régionaux a été redistribuée, et leur implication directe dans le conflit présente un nouveau tableau.
- F. La Russie est le principal gagnant dans cette catégorie, car elle étend son influence et son contrôle sur ce qui reste du Karabakh directement, et sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan indirectement.
- G. Le conflit est maintenant devenu un pion encore plus important, au-delà des dynamiques du Caucase du Sud (SC) et de celles entre la Russie et la Turquie, comme leurs rivalités au Moyen-Orient, notamment en Syrie.
- H. Les acteurs occidentaux précédemment impliqués dans les négociations du Karabakh, en particulier le groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ont été effectivement exclus des processus en cours.
- I. A toutes fins utiles, l'implication des institutions internationales est réduite aux "questions humanitaires".
- J. Une clause qui oblige l'Arménie à servir un objectif international en ouvrant une ligne de communication entre l'Azerbaïdjan occidental et le Nakhitchevan à travers l'Arménie, ce qui équivaut à un corridor.
- K. L'ouverture des routes et des communications vers, depuis et en Arménie a été mandatée.
- L. La sécurité des lignes de communication sur le territoire de l'Arménie sera assurée par la Russie. Le degré de surveillance que l'Arménie aura sur ces lignes n'est pas clair.

Il peut être utile de se rappeler que les périodes de l'histoire du Karabakh où l'Arménie a pu jouer un rôle dans la détermination du statut du Karabakh étaient en fait rares. À cet égard, les périodes 1918-1920,

1988-1991 et 1991-1994 constituent des exceptions résultant du retrait de la Russie, lorsque l'Arménie possédait une force relative par rapport aux dynamiques régionales/internationales en jeu, et aussi par rapport à la situation de l'Azerbaïdjan.

Il existe une position pragmatique qui soutient qu'un certain nombre de caractéristiques de la déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre pourraient avoir une application positive ou négative, selon la manière dont elle est abordée par les décideurs arméniens en matière de politique étrangère. Il s'agit notamment des ambiguïtés et des incertitudes concernant un certain nombre de questions. Cette position peut être qualifiée de centrée sur l'État. Elle part du principe qu'il existe un État arménien, et que cet État a le devoir et la capacité, même réduite, d'agir afin de rendre un peu moins mauvaise une situation très mauvaise.

Section 2. Comment les répondants perçoivent-ils les politiques et les options futures ?

Dans cette section, les auteurs examineront les options en matière de relations étrangères et de politique de sécurité que l'Arménie a, ou pourrait éventuellement adopter à court et à long terme, telles que perçues par les contributeurs. Cela sera fait étape par étape. Les réponses, nécessairement, devront aborder les considérations suivantes :

- A. La nécessité de faire face aux événements actuels et aux développements qui évoluent rapidement et qui exigent des réponses immédiates et des actions possibles.
- B. Les mesures qui doivent être prises et les projets qui doivent être entrepris maintenant, en préparation de la formulation et de la mise en œuvre des politiques qui seront adoptées à l'avenir.
- C. La formulation d'objectifs à long terme pour l'État arménien doit, à son tour, répondre aux sous-questions suivantes, pas nécessairement dans cet ordre :
 - a. Quels sont les atouts que l'Arménie a perdus et qu'elle possédait avant sa défaite ?
 - b. Quels sont les principaux défis auxquels l'Arménie est confrontée ?
 - c. Quels actifs l'inventaire de l'Arménie comprend-il actuellement ou doit-il acquérir pour atteindre les objectifs de l'État en matière de politique étrangère et de sécurité, ce qui correspond à la quatrième sous-question ?
 - d. Quel est le rôle de la défaite de l'Arménie en 2020 dans la formulation des politiques étrangères et de sécurité à long terme de l'Arménie ? En d'autres termes, quel genre d'Arménie ceux qui doivent gouverner l'Arménie imaginent-ils ? Comment l'Arménie se situera-t-elle au sein du Caucase du sud, de la région au sens large et, de manière générale, de la communauté internationale ? Par quel processus les Arméniens envisagent-ils et réalisent-ils un nouvel avenir ?

Cette section sera également basée sur une analyse des réponses des personnes interrogées et des opinions disponibles dans les médias.

2.1. Normes et valeurs permettant de déterminer les objectifs de la politique étrangère

Il est clair qu'il n'y a pas de consensus sur les futures politiques étrangères et de sécurité de l'Arménie. Il peut sembler qu'il devrait être possible d'avoir un consensus, au moins sur les normes selon lesquelles la politique étrangère doit être faite.

Quelles normes ou valeurs l'Arménie devrait-elle utiliser pour déterminer les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité ? Il est possible de répondre à cette question par des expressions telles que

- A. Valeurs nationales

B. Valeurs internationales

C. Intérêts nationaux

Aussi séduisantes soient-elles, ces expressions ne peuvent servir de lignes directrices, car elles sont trop générales et largement ouvertes à l'interprétation. De telles valeurs, énoncées de manière générale, n'offrent pas de voie vers le développement de la pensée stratégique.

Il est possible de répondre à la question en énumérant les objectifs que la politique étrangère doit atteindre. Certains objectifs sont généralement acceptés :

D. La sécurité de l'État

E. Un voisinage sûr pour l'État et ses habitants

F. La viabilité à long terme de l'État dans l'ordre international

G. Le renforcement de l'État, c'est-à-dire le développement de l'État et des institutions publiques afin d'éviter de devenir un État défaillant.

H. Le développement économique et social de la population

I. L'utilisation judicieuse et efficace des ressources.

Ce sont là des considérations importantes. Pourtant, dans ce cas également, le spectre des idéologies et des opinions politiques suggère un large éventail d'interprétations sur chacune de leurs significations. En fait, comme l'indique la discussion suivante, plus les normes et les valeurs sont spécifiques, plus les divergences sont claires et profondes :

J. Il est possible d'affirmer qu'**une armée forte** est l'un des éléments d'un État sûr. Dans le cas d'une agression contre l'État arménien, cela pourrait signifier (a) des forces armées capables d'assurer une défense jusqu'à ce que la Russie, alliée de l'Arménie, puisse intervenir ; cela pourrait également signifier (b) qu'une armée renouée devrait devenir l'institution centrale de l'État, suffisamment forte pour vaincre un État agresseur, ou (c) pour attaquer et reprendre ce qui a été perdu lors de la récente guerre, et peut-être plus.

K. **Une évaluation réaliste des risques, facteurs et atouts en matière de sécurité, ainsi que des relations de pouvoir**, peut également sembler raisonnable. Mais selon certains, elle va à l'encontre de l'objection, soulevée par d'autres, selon laquelle une évaluation réaliste limite la capacité de l'État à établir des objectifs fondés sur des réalités futures à créer, et empêche la réalisation de "visions nationales".

L. Le **plus haut niveau d'indépendance**, qui pourrait être considéré comme un objectif noble et une valeur incontestable, est rejeté par ceux qui pensent que l'Arménie devrait céder encore davantage son indépendance à la Russie afin d'être récompensée par le plus haut niveau de sécurité possible.

M. La **paix**, pourrait-on penser, serait un objectif universellement accepté d'un État. Pourtant, pour certains, elle équivaut à un défaitisme, car une culture et un environnement guerriers, et peut-être même la guerre elle-même, conviennent mieux aux besoins de l'Arménie, voire au caractère du peuple arménien.

N. Des **relations normales avec les voisins**, une valeur qui semble relever du bon sens pour certains, est soit rejetée par d'autres comme étant irréaliste, compte tenu de certains des voisins de l'Arménie, soit considérée comme indésirable en raison du caractère unique du peuple et de l'État arméniens.

Lorsqu'on arrive à une spécificité significative, on se rend compte qu'il ne s'agit pas simplement de divergences d'opinion ou même de programmes politiques contradictoires, mais plutôt de différences fondamentales dans les systèmes de valeurs et les visions de l'avenir.

L'importance et la profondeur de ces différences deviendront plus évidentes dans les deux sections suivantes.

2.2. Quel devrait être le principal objectif de la politique étrangère de l'Arménie ?

Les experts que nous avons consultés ont suggéré que les points suivants devraient constituer le but ou l'objectif le plus important de la politique étrangère de l'Arménie. Bien entendu, ils ne sont pas énumérés par ordre d'importance ; ils ont plutôt été regroupés en fonction de leur compatibilité et de leur complémentarité.

Des objectifs suffisamment généraux pour être acceptables par tous :

- A. La sécurité et la prospérité du peuple arménien
- B. Amélioration des conditions de vie de la population, grâce à des programmes tels que le développement des réseaux, des infrastructures et de l'environnement.
- C. La viabilité à long terme de l'État arménien
- D. Diversification de l'économie et des investissements étrangers, afin de faire de l'Arménie un centre régional et un pays exportateur.
- E. Sécuriser les frontières internationales
- F. Des systèmes militaires, financiers et politiques robustes
- G. Des relations ré-imaginées avec les grands États
- H. Renforcement des liens économiques avec la Géorgie et l'Iran

Des objectifs qui tendent d'une certaine manière à rechercher plus de souveraineté, de régionalisme et de normalité :

- I. Rehausser le profil de l'Arménie en tant que modèle de stabilité et de paix
- J. Accroître l'importance de l'Arménie sur la scène internationale afin que les autres pays s'y intéressent davantage.
- K. Améliorer et normaliser les relations avec les voisins immédiats, notamment en recherchant la paix et l'ouverture des frontières avec la Turquie et l'Azerbaïdjan.
- L. La sécurité grâce à l'intégration régionale et à la participation à des programmes régionaux de développement économique et de communication, ce qui contribuerait à la démographie.
- M. Intégration dans les structures de l'UE et des États-Unis (à l'exception de la dimension militaire ?)
- N. Préserver la souveraineté, regagner ce qui est possible, conclure de nouvelles alliances.
- O. (Ré)établir l'image de l'Arménie en tant qu'État démocratique souverain
- P. Garantir une plus grande indépendance vis-à-vis de la Russie, sans rompre les relations.

- Q. Accroître la capacité de l'Arménie à prendre ses propres décisions, en équilibrant l'influence de la Russie par le biais d'organisations multilatérales, telles que l'*Organisation internationale de la Francophonie*
- R. Veiller à ce que l'Arménie participe aux projets régionaux élaborés par la Russie, la Turquie et l'Azerbaïdjan, et en tire profit, car ces projets permettent de régler les grandes questions de la région (l'avenir du Karabakh est entre les mains du président Poutine).
- S. Éliminer de l'agenda de la politique étrangère les demandes de reconnaissance du génocide et de réparation du génocide.

Des objectifs qui penchent dans la direction opposée, appelant à une plus grande dépendance vis-à-vis de la Russie et exprimant la crainte de la Turquie :

- T. Établir des relations plus étroites avec la Chine, l'Inde, les Émirats arabes unis, l'Égypte et la Grèce, éventuellement pour former un front commun contre la Turquie.
- U. Sécurité diplomatique et militaire de la Turquie par une harmonisation avec l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et une intégration plus poussée avec la Russie (sans devenir un État-garnison ?).
- V. Construire une armée forte pour défendre l'Arménie et le Karabakh
- W. Veiller à ce que l'Arménie ne soit pas utilisée pour des projets régionaux, car ceux-ci ne profiteront qu'à d'autres États.
- X. Demande de reconnaissance du génocide arménien

Des objectifs qui donnent la priorité au Karabakh :

- Y. Le Karabakh reste en tête de l'ordre du jour de l'Arménie. Il faut donc résoudre les conflits entre les dirigeants du Karabakh, empêcher les accusations de crimes de guerre commis par la partie arménienne au cours de la dernière guerre, empêcher le Karabakh de s'échapper de l'emprise de l'Arménie, prévoir la possibilité que les forces russes de maintien de la paix quittent le Karabakh.

Des objectifs axés sur la méthode :

- Z. Envoyer des étudiants et des stagiaires dans des universités, des centres de recherche, des groupes de réflexion et des institutions occidentaux.
- AA. Faire de l'analyse rationnelle et réaliste la base de la prise de décision, et seulement ensuite concevoir la politique étrangère.
- BB. Développer une école nationale de diplomatie et améliorer les normes de l'école d'administration.

En principe, tout objectif considéré comme le plus important devrait être celui auquel tous les autres sont subordonnés, et celui auquel toutes les ressources sont consacrées. Comme on peut le constater, les candidats à ce poste couvrent un large éventail de questions, et il faudra les hiérarchiser. De nombreux objectifs sont contradictoires ou s'excluent mutuellement. Le mieux que l'on puisse dire est que la pensée politique arménienne, qui n'était pas caractérisée par la cohérence avant la guerre de 2020, est encore plus désorganisée à l'heure actuelle. La politique arménienne manque même de cadres bien articulés au sein desquels débattre des différences internes.

2.3. Quelles devraient être les priorités de la politique étrangère de l'Arménie ?

Quelles devraient être les priorités de l'Arménie en matière de politique étrangère ? Comment l'Arménie doit-elle faire face aux défis que présentent ces priorités ? Et quels facteurs l'Arménie devrait-elle prendre en considération lorsqu'elle élabore sa politique étrangère, tant dans des cas généraux que spécifiques ?

Les contributeurs ont tous fait des observations réalistes sur la situation de l'immédiat après-guerre et ont dressé un bilan amer des erreurs du passé. Selon eux, le nouveau contexte encourage les Arméniens à remettre en question les idéologies prédominantes et la manière de conduire le travail de l'État, et à chercher des moyens de sortir de la crise aux niveaux social, psychologique, sanitaire, politique et sécuritaire.

Les répondants ont estimé que les facteurs suivants devraient être sérieusement pris en compte :

- L'omniprésence militaire de la Russie
- Les avancées territoriales de l'Azerbaïdjan
- Les ambitions néo-impériales de la Turquie
- La neutralité contrainte de l'Iran et de la Géorgie
- Mais aussi l'abandon de la part des nations occidentales

Cependant, toutes les personnes interrogées n'accordent pas la même importance à chacun de ces facteurs et ne leur attribuent pas la même signification. Tous s'accordent à dire que l'Arménie doit réévaluer ses relations avec les autres pays, développer de nouvelles approches et chercher de nouveaux partenaires qui partagent les intérêts de l'Arménie. Parallèlement à une diplomatie active, l'Arménie devrait négocier et installer des systèmes de défense essentiels pour assurer la présence à long terme des Arméniens dans leur patrie.

La plupart des personnes interrogées s'accordent également à dire que l'incapacité à analyser les erreurs de jugement et les occasions manquées du passé, ainsi que le déni de sa propre part de responsabilité dans les politiques erronées du passé, sont devenus manifestes à travers la mentalité dangereuse du revanchisme. Cette attitude dangereuse peut facilement conduire à considérer les critiques des pratiques et des croyances passées comme de "mauvais" Arméniens, voire comme des traîtres, et à sécuriser la société civile et les groupes progressistes en Arménie, en les considérant comme des menaces pour la sécurité nationale. Il existe un réel danger que le conservatisme et le patriarcat ancrés, associés au revanchisme et à l'anti-occidentalisme, contribuent à la militarisation de la société et incarnent le pire avenir de l'Arménie. Une telle atmosphère psychologique et politique ne laissera aucune place à la compétition politique, au discours public libre et au dialogue. Si la mentalité revancharde domine, on peut s'attendre à d'autres désastres.

La liste suivante énumère les domaines généraux de préoccupation et les différentes options possibles ou proposées comme politique future.

La question principale est la relation de l'Arménie avec la Russie et son impact sur la capacité du pays à faire de la politique. En général, la perte de la guerre de 2020 a accru la dépendance de l'Arménie vis-à-vis de la Russie pour sa sécurité et a donc limité ses options.

L'Arménie peut-elle ou doit-elle avoir sa propre politique étrangère ?

Les possibilités sont variées, du moins en théorie.

Le premier groupe de personnes interrogées est enclin à penser que l'Arménie devrait adopter une "orientation plus occidentale" et, par conséquent,

- A. Réorienter sa politique étrangère vers l'Occident
- B. Rétablir sa capacité à prendre des décisions de manière autonome, en dépendant moins de la Russie.
- C. Entamer des discussions avec l'Azerbaïdjan et la Turquie afin d'explorer les possibilités de normalisation future.

- D. S'intégrer pleinement dans les intérêts économiques, de transport et de sécurité au sein du Caucase du Sud, et bénéficier de sa situation dans la région.
- E. Maximiser les avantages qu'offre sa position géostratégique unique pour assurer sécurité et prépondérance.
- F. Encourager et participer à l'ouverture et au développement des voies de communication (le fait que les autres en bénéficient, ou en bénéficient davantage, n'empêche pas l'Arménie d'en tirer également des avantages. Les politiques de l'Arménie ne doivent pas être fondées sur le principe selon lequel tout ce qui est bon pour l'Arménie doit nuire aux autres, ni que tout ce qui est bon pour les autres ne peut être bon pour nous).

Un groupe avec une version différente de l'option ci-dessus pencherait pour :

- G. S'efforcer d'équilibrer l'importance de la Russie dans le processus décisionnel de l'Arménie avec un soutien occidental, américain et européen, fort.
- H. Rétablir sa capacité à prendre des décisions de manière autonome, en dépendant moins de la Russie, tout en gardant à l'esprit ses relations étroites avec la Russie et sa dépendance à son égard.
- I. Rechercher un accord de sécurité collective avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, garanti par la Russie, la Turquie et l'Iran, avec le soutien éventuel des puissances occidentales.
- J. Prendre conscience du fait que c'est la région qui occupe une position géostratégique importante pour les voisins les plus forts et les grandes puissances ; que ces puissances et les deux autres États de la région peuvent, et en fait ont, résolu leurs problèmes sans l'Arménie au cours du dernier quart de siècle, l'Arménie ayant manqué l'occasion de bénéficier de ces processus

Un troisième groupe propose le conseil inverse :

- K. Viser le développement de l'Arménie à son propre rythme et avec ses propres ressources, en tant qu'État isolé faisant office de rempart contre les desseins néfastes de certains de ses voisins, et, éventuellement, plus pleinement intégré à la Russie.
- L. Ne pas permettre ni faciliter l'ouverture de voies de communication dans la région, car cela profitera beaucoup plus aux autres, y compris aux adversaires de l'Arménie.
- M. Aligner complètement ses décisions sur celles de la Russie

2.4. Azerbaïdjan

En ce qui concerne les relations de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan, les avis vont des plus conciliants aux plus belliqueux. Néanmoins, il est possible de résumer ces opinions en trois options possibles :

- A. Résoudre les questions en suspens relatives aux civils et aux prisonniers de guerre détenus par l'Azerbaïdjan, délimiter les frontières de l'Arménie avec ce pays, négocier une paix honorable qui pourrait inclure des zones frontalières démilitarisées, puis normaliser les relations.

Cette option pourrait commencer par mettre un terme à la rhétorique incivile, maximaliste et nationaliste à l'encontre de l'Azerbaïdjan, car cette rhétorique a des conséquences ; par la mise en place de programmes d'étude de l'Azerbaïdjan, ainsi que par l'encouragement des visites mutuelles et de types de communications et projets relevant de la diplomatie de « seconde voie ». Certes, la rhétorique et les politiques provocatrices de l'Azerbaïdjan lui-même, qui semblent viser à

contraindre l'Arménie à reconnaître officiellement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, rendent ces changements difficiles à accepter.

Le changement de rhétorique proposé est néanmoins soutenu par l'observation que les attaques personnelles et politiques contre les dirigeants de l'Azerbaïdjan ont infligé des dommages et n'ont en rien profité à l'Arménie, y compris à son image d'État plus démocratique. Les régimes des voisins de l'Arménie ne regardent qu'eux-mêmes, à l'exception de tout ce qui relève des aspects anti-Arménie ou anti-arméniens. L'Occident considère les deux autres pays les plus proches de l'Arménie - la Russie et l'Iran - comme des antagonistes et des menaces, ostensiblement en raison de leur aversion pour les régimes de ces États. Pourtant, les États-Unis et l'Occident en général entretiennent d'excellentes relations avec l'Arabie Saoudite, divers royaumes et Émirats, et d'autres États autoritaires et corrompus. Le régime azerbaïdjanais est en place depuis 1993, et l'Occident n'a jamais fondé ses politiques amicales et productives avec lui sur le caractère du régime.

Cette option peut également envisager une politique plus active consistant à éviter la guerre à tout prix, à entamer un dialogue multidimensionnel, y compris sur les questions de sécurité, et à développer les relations économiques.

Dans le cadre d'une telle politique, on peut présupposer que l'Arménie a perdu sa capacité à influencer l'avenir du Karabakh de manière fondamentale, ou non. Il faudrait cependant postuler à toutes fins utiles que l'objectif d'obtenir l'indépendance du Karabakh est désormais une possibilité encore plus éloignée qu'avant la guerre de 2020.

- B. La deuxième option consiste à tenter de normaliser les relations avec l'Azerbaïdjan tout en s'attachant à limiter l'appétit de ce pays, qui s'est accru depuis sa victoire dans la guerre de 2020, tout en évitant les affrontements.

Cette option appelle à la prudence dans les relations avec l'Azerbaïdjan, arguant qu'il représente toujours un danger pour l'Arménie et le Karabakh, et que l'Arménie doit donc ériger des défenses maximales contre lui.

Dans une version de cette option, l'Arménie et le Karabakh devraient exiger que l'Azerbaïdjan reconnaisse l'indépendance du Karabakh.

Cette option pourrait également privilégier la préparation de dossiers sur les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre commis par l'Azerbaïdjan, puis la poursuite de ces affaires devant les tribunaux internationaux et européens, ce qui permettrait de faire la distinction entre les Azerbaïdjanais qui ont pu commettre des actes criminels et la plupart des Azerbaïdjanais qui ne l'ont pas fait.

Cette dernière possibilité devrait être envisagée en tenant compte de deux facteurs : (a) la possibilité de perdre ces procès, et (b) l'éventuelle vulnérabilité de l'Arménie à des accusations de même type.

- C. La troisième option prévoit le réarmement de l'Arménie avec les armes les plus récentes et les meilleures possibles, le développement d'une économie très avancée, voire la réalisation d'une certaine forme d'équivalence démographique avec l'Azerbaïdjan, et peut-être avec la Turquie, et, au moment opportun, le déclenchement d'une nouvelle guerre pour reprendre ce qui a été perdu lors de la guerre de 2020, voire même davantage, et l'obliger à reconnaître l'indépendance du Karabakh.

Il convient de noter que les dirigeants du Karabakh n'envisagent pas de jeter des ponts avec l'Azerbaïdjan, ni avec la Turquie d'ailleurs, car ils ont lié leur avenir à la Russie.

2.5. Russie

La Russie a toujours joué un rôle important dans la politique étrangère de l'Arménie, notamment dans le domaine de la sécurité nationale. Ce rôle s'est encore accentué depuis la guerre de septembre 2020. Officiellement seule alliée de l'Arménie, la Russie a également joué le rôle de médiateur, c'est-à-dire qu'elle a assumé un rôle neutre à de nombreux égards, inspirant ainsi confiance, espoir, parfois même dévotion ; mais aussi suspicion et inquiétude, auprès des Arméniens.

Il est généralement admis que la Russie est un voisin clé et qu'elle continuera à jouer un rôle important, indispensable, voire dominant. Les avis divergent toutefois sur la place centrale que doit occuper ce rôle dans la définition ou la limitation des intérêts de l'Arménie, sur le degré de proximité avec lequel l'Arménie doit suivre la politique russe, ou même sur l'opportunité d'une intégration plus étroite avec la Russie, et pas seulement en tant qu'alliée.

Ainsi, les positions différenciées ici correspondent aux points de vue de trois groupes parmi les contributeurs.

Selon le premier groupe, qui n'est pas enclin à accepter la domination russe, l'Arménie devrait

- A. Inverser ses relations avec la Russie parce qu'elle n'en est pas une vassale, même si la Russie contrôle des éléments essentiels de l'infrastructure de l'Arménie.
- B. Réinitialiser ses relations avec la Russie, sur la base d'une nouvelle logique qui a évolué depuis la dernière guerre. L'Arménie devrait reconsidérer ses relations avec la Russie parce que c'est le conflit du Karabakh qui l'a rendue dépendante de la Russie, mais cette dépendance n'a pas été payante, et parce que la Russie pourrait avoir une politique plus différenciée entre l'Arménie et le Karabakh.

Le deuxième groupe serait plus enclin à accepter la présence dominante de la Russie, tout en essayant de l'atténuer. Pour ce groupe, l'Arménie devrait

- C. Maintenir des relations équilibrées avec la Russie, qui sont désormais ambiguës, voire hypocrites.
- D. Diversifier son économie et ses investissements pour diminuer l'influence de la Russie, car l'économie arménienne dépend actuellement fortement de la Russie.
- E. Réaliser qu'elle a des problèmes avec la Russie parce que l'Arménie a un système démocratique et que la Russie préférerait qu'il en soit autrement.
- F. Veiller à ce qu'elle ne soit pas exclue des discussions lorsque la Russie et la Turquie élaborent des plans pour le CS et l'Arménie.

Enfin, le troisième groupe doute que l'Arménie puisse échapper à l'importance accrue de la Russie dans les politiques intérieure et étrangère arméniennes, ou considère cette évolution comme positive. Ainsi, pour ce groupe, l'Arménie devrait

- G. Ne pas surestimer sa capacité à mener sa propre politique étrangère, notamment par rapport à la Russie, qui poursuit ses propres objectifs politiques, de sorte que l'Arménie ne peut pas aller dans des directions radicalement opposées.
- H. Avoir des relations plus étroites avec la Russie pour mieux sécuriser ses frontières, qui sont instables, mais peuvent devenir stables et fiables avec l'aide de la Russie.
- I. Prendre conscience qu'elle est totalement dépendante de la Russie pour sa sécurité et agir en conséquence.

- J. Avoir un leader qui puisse travailler avec Poutine
- K. Ne pas oublier que la Russie dispose de leviers pour influencer sur la politique intérieure de l'Arménie, dont une portion des élites sont au service de la Russie.

2.6. Turquie

La Turquie a représenté le défi le plus important pour les politiques étrangère et de sécurité de l'Arménie. Depuis 1993, Ankara a lié la normalisation des relations avec l'Arménie à la résolution du conflit du Karabakh, mettant ainsi fin à la première tentative d'établir des relations diplomatiques. En conséquence, elle a maintenu sa frontière fermée, participant ainsi efficacement au blocus de l'Arménie par l'Azerbaïdjan.

En 2008, le président turc Abdullah Gül s'est rendu en Arménie dans le cadre de ce qui a été qualifié de " diplomatie du football ". Cette visite a été suivie par la signature de deux protocoles entre l'Arménie et la Turquie visant à établir des relations diplomatiques et à ouvrir la frontière séparant les deux pays (Zurich, 2009). Cependant, la Turquie a conditionné la mise en œuvre des protocoles à la résolution du conflit du Karabakh, une position qui a finalement conduit les deux pays à annuler leur signature. ⁴

La Turquie a contribué à la victoire de l'Azerbaïdjan sur les forces arméniennes lors de la guerre de 2020, ce qui complique la projection de la politique à son égard.

Néanmoins, les options en matière de politique à l'égard de la Turquie sont vastes et reflètent les différences fondamentales observées sur certaines des questions abordées ci-dessus.

De nombreux répondants commencent par une évaluation de la Turquie et de son président, Recep Tayyip Erdoğan :

- A. La Turquie aura toujours une grande importance pour l'Occident, quoi qu'elle fasse ou dise, en raison de sa position géostratégique, de son sens très développé de l'État et de sa politique étrangère compétente. La Turquie est habituée à l'antagonisme avec les États-Unis ou l'Europe et aux problèmes avec l'OTAN. La Turquie sait qu'ils ne la pousseront pas au point qu'elle quitte ce camp. Sa longue histoire, qui remonte à la période ottomane, indique une capacité à tirer profit de tels antagonismes et rivalités.
- B. Erdoğan devrait rester au pouvoir pendant un certain temps, et ses successeurs ne changeront pas grand-chose à la politique turque envers l'Arménie et l'Azerbaïdjan.
- C. L'Arménie et les Arméniens doivent tenir compte du fait que la Turquie restera un État puissant. Quelles que soient ses faiblesses actuelles ou futures, ces faiblesses sont relatives aux grandes puissances, pas relatives à l'Arménie.

De nombreuses personnes interrogées préconisent un changement de politique, considérant que l'antagonisme n'a pas donné de bons résultats. Selon ce groupe, l'Arménie devrait

- D. Normaliser les relations avec la Turquie, éventuellement sans médiation, même si cela signifie mettre de côté la question de la reconnaissance du génocide ou éventuellement travailler à une forme plus douce de reconnaissance du génocide par la Turquie. L'Arménie doit placer les intérêts de l'État et de son peuple au-dessus de toute autre considération.

⁴ Outre le génocide du peuple arménien commis par le gouvernement Jeune Turc de l'Empire ottoman à partir de 1915, les relations turco-arméniennes portent le lourd fardeau historique de quatre traités, humiliants pour l'Arménie et les Arméniens, signés entre V. I. Lénine et Mustafa Kemal : Batum (1918), Alexandropol (1920), Kars (1921) et Moscou (1921).

- E. Regardez l'avenir et créer une atmosphère de détente ; ne pas procéder sur la base des guerres passées.
- F. Évitez les coalitions anti-turques, qui sont vouées à être éphémères même si elles se concrétisent. Les autres font des compromis et se pardonnent mutuellement. L'Arménie ne peut pas se permettre de créer des antagonismes supplémentaires.
- G. Ne pas fonder sa politique sur les déclarations anti-turques ou même les sanctions des puissances occidentales ou autres.
- H. Traiter le génocide comme une question morale et historique, et non comme une condition préalable à la normalisation ou comme une question politique qui conduit à des revendications territoriales.

Bien que quelques-uns recommandent de

- I. Normaliser les relations avec la Turquie seulement après qu'elle ait reconnu le génocide.

Cependant, un autre groupe soutient que

- J. La Turquie doit être traitée comme un pays hostile. L'Arménie devrait se joindre à toute coalition anti-turque qui pourrait être formée par les Grecs, les Égyptiens, les Saoudiens, etc.
- K. La Turquie s'affaiblit et craint des pertes territoriales, et l'Arménie devrait avoir pour objectif de contribuer à ce processus.
- L. L'Arménie devrait inclure le fait de marquer des points contre Erdoğan dans le cadre de sa diplomatie.

ou

- M. En ce qui concerne la question des relations avec la Turquie, l'Arménie devrait suivre la politique russe.

2.7. Iran

L'Iran, comme d'autres États, a soutenu l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et la restitution des territoires occupés à l'Azerbaïdjan. Pour le reste, cependant, l'Iran a été considéré comme une puissance neutre dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Certains ont même nourri l'espoir que l'Iran pourrait contrebalancer l'influence de la Turquie ou qu'il agirait en soutenant pleinement les intérêts arméniens, mais ils oublient souvent que l'Iran a ses propres raisons de s'entendre avec l'Azerbaïdjan.

L'Iran a également essayé de jouer un rôle actif dans la résolution du conflit, une politique qui n'a pas été encouragée ou vue d'un bon œil par les autres. D'autre part, en tant qu'acteur régional majeur, l'Iran a eu ses propres conflits sur la scène internationale, ce qui explique l'ambivalence envers l'Iran dans la pensée arménienne.

Alors que les répondants sont davantage d'accord concernant l'Iran que dans le cas d'autres voisins, les points de vue sur l'Iran dans l'avenir de l'Arménie incluent toujours l'espoir de certains que l'Iran pourrait être un partenaire stratégique. En ce qui concerne ce groupe, l'Arménie devrait

- A. Considérer l'Iran comme son partenaire le plus important dans le monde
- B. Considérer l'Iran comme une partie de la solution à ses problèmes stratégiques (il pourrait, par exemple, équilibrer l'influence de la Russie et soutenir l'Arménie en ce qui concerne Meghri).

- C. Considérer l'Iran comme une partie de la solution à ses problèmes économiques, comme un marché pour les produits arméniens, par exemple.
- D. S'efforcer de faire en sorte que l'Iran contrebalance l'influence économique de la Turquie et fournisse des routes vers l'Inde et la Chine.
- E. Considérer l'Iran comme un stabilisateur possible de l'environnement sécuritaire de l'Arménie.
- F. Réévaluer ses relations avec l'Iran et les placer sur des bases plus pragmatiques (l'Arménie pourrait, par exemple, approfondir ses relations dans les domaines de l'économie, des communications, de l'énergie et de la logistique).

Et, par conséquent, l'Arménie doit s'assurer que

- G. Sa frontière avec l'Iran ne devienne pas un point de division
- H. Qu'elle ne se laisse pas manipuler par d'autres contre l'Iran.
- I. Qu'elle reste neutre en cas de confrontation entre l'Occident et l'Iran.

Quelques répondants souhaitent

- J. Travailler avec l'Iran parce que l'Iran pourrait causer des problèmes internes à l'Azerbaïdjan, ce qui serait utile à l'Arménie à un certain niveau.

Alors que d'autres pensent même que l'Arménie pourrait

- K. Jouer le rôle de médiateur entre l'Iran et l'Occident

Un autre groupe de répondants est plus prudent. Ils affirment que l'Arménie devrait

- L. Comprendre que l'Iran n'a pas été et n'est pas aujourd'hui disposé à soutenir le maximalisme arménien, tout comme la Russie, mais que l'Iran pourrait venir en aide à l'Arménie si celle-ci était menacée.
- M. Rester amical avec l'Iran, mais il n'y a pas beaucoup de place pour la coopération politique.
- N. Ne pas considérer l'Iran comme une réponse à ses frontières fermées avec l'Azerbaïdjan et la Turquie
- O. Comprendre que l'Iran se trouve aujourd'hui plus près de l'Azerbaïdjan.
- P. Ne pas s'attendre à ce que l'Iran fasse contrepoids à l'influence de la Turquie, puisque l'Iran compte une importante population azérie/turque.
- Q. Ne pas compter sur l'Iran, car c'est un État isolé et boudé par les démocraties occidentales.

2.8. Géorgie

Bien qu'elle soit un voisin aussi proche et aussi important que les autres voisins contigus, la Géorgie apparaît beaucoup moins dans les débats politiques de l'Arménie que l'Azerbaïdjan, l'Iran ou la Turquie.

À première vue, la politique arménienne à l'égard de la Géorgie ne devrait pas poser beaucoup de questions. Pourtant, les soupçons persistent, et chaque pays en sait très peu sur l'autre et ne semble pas s'y intéresser particulièrement.

Pour résumer les opinions existantes à l'égard de la Géorgie, l'Arménie devrait

- A. Considérer les relations avec la Géorgie comme un modèle pour les relations futures avec l'Azerbaïdjan.
- B. Avoir des relations normales et de bon voisinage avec la Géorgie
- C. Améliorer ses relations avec la Géorgie, en renforçant les liens économiques et culturels
- D. Rechercher des intérêts communs avec la Géorgie
- E. Être plus solidaire et moins méfiante envers la Géorgie.
- F. À l'avenir, envisager un forum de discussion sur la sécurité commune avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan.
- G. Veiller à ce que les relations avec la Géorgie ne soient pas conditionnées ou subordonnées aux relations de la Russie avec la Géorgie.
- H. Veiller à ce que les Arméniens du Javakhk n'entrent pas dans une relation conflictuelle avec le gouvernement géorgien, ce qui pourrait créer des problèmes dans les relations arméno-géorgiennes.
- I. Comparer la route reliant l'Azerbaïdjan à la Russie avec celle passant par la Géorgie, seule route terrestre actuellement ouverte.

Pourtant, les soupçons persistent, et pour quelques personnes interrogées, la Géorgie pourrait jouer un rôle négatif, de sorte que l'Arménie devrait

- J. Garder à l'esprit que la position de la Géorgie pendant la guerre de 2020 n'était pas une position amicale.
- K. Utiliser les Arméniens de Javakhk contre la Géorgie si une telle action s'avérait nécessaire.

2.9. L'Occident (États-Unis et Europe)

Les États-Unis et l'Europe, pris séparément ou sous le terme plus générique d'Occident, ont fait partie intégrante de l'histoire arménienne sous différents noms : la question arménienne, le cas arménien, la reconnaissance du génocide arménien. À différents moments, et parfois tous en même temps, l'Occident a été considéré comme le sauveur magique, la source d'inspiration et l'allié imaginaire qui n'a presque jamais répondu aux attentes des Arméniens. Le conflit du Karabakh et les guerres menées pour le résoudre n'ont pas entamé l'espoir de beaucoup que l'Occident agisse comme un allié, tout en confirmant les soupçons d'autres, ce qui amène à se demander si les Arméniens ont appris quelque chose de leur Histoire. Il n'est donc pas surprenant d'observer un large éventail de points de vue sur les relations de l'Arménie avec l'Occident et les options politiques qui s'offrent à elle, allant de la confiance continue à la déception et à une aide limitée, voire à l'antagonisme.

Un groupe de répondants pense que l'Occident pourrait encore être un allié et que l'Arménie devrait

- A. Considérer l'Europe comme un modèle et aspirer à en faire partie - que l'Europe doit être le fil conducteur des relations entre État et société, que l'Arménie devrait accorder plus d'attention aux

valeurs européennes qui ont été mises à mal pendant la guerre et devrait apprécier les intérêts occidentaux en Arménie.

- B. Se rapprocher de l'OTAN
- C. Se rapprocher des États-Unis et intégrer ou favoriser les relations bilatérales et multilatérales avec l'Europe pour faire contrepoids à l'influence russe.
- D. S'intégrer aux structures européennes dans des domaines tels que l'éducation, malgré une association étroite avec la Russie ; utiliser les normes occidentales pour moderniser tous les aspects de la vie.
- E. Chercher le réengagement des États-Unis et de l'Occident pour aider la démocratie à survivre en Arménie.
- F. Considérer les États-Unis comme une puissance unique et autonome ayant une forte influence dans la région.
- G. Servir les États-Unis tant qu'ils s'intéressent à la région.
- H. Considérer la Russie comme une puissance qui s'affaiblit et les États-Unis comme la force montante dans la région.

Un autre groupe est résigné au fait qu'il y a des limites à ce que l'Arménie peut demander, et aussi à ce que l'Occident peut fournir. Ainsi, l'Arménie devrait

- I. Surmonter l'attente que l'Europe ou l'Occident vienne en aide à l'Arménie parce que "nous sommes chrétiens" ou parce qu'"ils nous aiment bien".
- J. Prendre tout ce qu'elle peut de l'Occident, même si l'Arménie n'a plus d'autre choix que de se trouver dans la sphère russe.
- K. Utiliser l'Occident comme source d'investissement et de progrès technologique.
- L. Considérer les pays occidentaux uniquement comme des soutiens distants et peu fiables.
- M. Ne pas surestimer le rôle de l'Occident en tentant d'utiliser les États occidentaux pour s'opposer à l'influence russe (l'Occident ne peut contribuer que dans la mesure où ses objectifs ne vont pas à l'encontre des intérêts russes, tels que définis par la Russie).
- N. Considérer l'Occident comme un facteur non pertinent aujourd'hui, sauf si l'on parle d'un Occident dirigé par l'Europe.
- O. Comprendre que l'Occident n'a aucun intérêt pour l'Arménie, mais qu'elle doit quand même chercher à obtenir ce qu'elle peut de ces États.

Il y a aussi ceux qui s'opposent à ces positions et insistent sur le fait que l'Arménie devrait

- P. Réaliser que l'Occident est mûr pour un repli. Et l'histoire a montré que les interventions occidentales n'ont apporté que des catastrophes.
- Q. Exclure toute pensée d'adhésion à l'OTAN. Réaliser que l'Occident manque à la fois de politiques stratégiques réalisables et de volonté d'apporter des solutions dans cette région ou de fournir des garanties de sécurité, bien que l'Arménie rêve de l'Occident. Ne pas oublier que la Turquie est membre de l'OTAN.

- R. Il ne faut pas compter sur les États-Unis. Le président Biden ne pourra pas revenir aux politiques américaines des années 1990. Les États-Unis ne peuvent pas constituer un contrepoids à la Russie.
- S. Considérer que les États-Unis posent la question suivante : « L'Arménie est-elle avec nous ? » Les relations de l'Arménie avec la Russie et l'Iran irritent les pays occidentaux, et l'Arménie ne recevra pas de compensation adéquate pour toute orientation occidentale qu'elle pourrait envisager.
- T. Comprendre qu'une orientation pro-occidentale et une politique pro-OTAN peuvent être dangereuses pour l'Arménie dans les circonstances actuelles.

2.10. L'Arménie et le Karabakh

Le Karabakh a été le principal déterminant des relations intérieures et extérieures de l'Arménie depuis son indépendance, que le débat public soit ou non centré sur lui à un moment donné. Il a défini le résultat des choix dans la plupart des domaines de la vie de la République ; il a été le principal facteur de distinction entre les philosophies et les mentalités des partis politiques ; et il a été manipulé par les forces politiques nationales et les acteurs étrangers pour obtenir ou accroître le contrôle sur l'avenir de l'Arménie.

Il est possible d'affirmer que l'idéologie dominante depuis 1994 est celle d'un peuple qui renaît aux yeux de l'Histoire, qui a obtenu un peu de dignité et de justice, et qui a repris un petit morceau de terre arménienne en 1991-1994 après que les Arméniens aient été chassés de leur patrie historique sous domination ottomane entre 1915 et 1923.

Il convient donc d'accorder une attention particulière au sujet du conflit et à sa place dans l'avenir de la République d'Arménie.

Notre questionnaire, les réponses des contributeurs et les autres documents disponibles peuvent être résumés dans le segment questions-réponses suivant.

Quelle est la gravité de la défaite de novembre ?

Certains répondants considèrent que les pertes sont temporaires ou gérables, arguant que

- A. Nous rejetons la défaite, il n'y a pas de finalité.
- B. Nous avons survécu au génocide, et nous survivrons aussi à celui-ci.
- C. Nous ne devons pas considérer l'issue de la guerre de 2020 comme une défaite majeure ; l'Arménie pourrait chercher une meilleure solution, sur le plan militaire ou autre.

Pour la plupart des répondants, cependant, la réponse à la question était très différente :

- D. Cette perte a été un coup presque fatal pour le Karabakh. L'Arménie est moins souveraine, et elle a été évincée en tant que garant de la sécurité du Karabakh. C'est la plus récente d'une longue série de défaites qui n'ont offert que la survie par la déterritorialisation de la nation et le rôle accru des mécanismes de survie, comme l'Église. L'Arménie et les Arméniens ont survécu, mais le fait est que plus ils ont perdu, moins ils sont capables de défendre ce qui reste.
- E. La défaite de 2020 a réveillé les somnambules⁵ que les Arméniens étaient devenus, croyant que le conflit était résolu ou qu'il serait résolu comme ils le souhaitaient ; qu'il n'y avait pas d'urgence à trouver un règlement négocié ; qu'ils avaient le temps de consolider ce qui existait et de préparer l'avenir ; qu'en somme, le temps favorisait la partie arménienne ou, du moins, qu'il ne jouait pas contre nous.

⁵ Christopher Clark, *The Sleepwalkers : Comment l'Europe a marché vers la guerre en 1914*, 2014.

- F. Le résultat de la dernière guerre est passé près du pire résultat possible, car Stepanakert et le reste du Karabakh auraient également pu être vidés de leurs populations arméniennes (voir Partie I, Section 1.3, Conséquences humanitaires). En outre, l'Arménie aurait risqué une guerre civile semblable à "La Commune" qui a suivi la guerre franco-prussienne, laquelle s'est soldée par la défaite de la France qu'Émile Zola a décrite avec tant de réalisme dans l'une de ses œuvres.⁶ À l'heure actuelle, seuls Stepanakert et la partie nord de l'ancienne région autonome restent sous contrôle arménien, ou plutôt, dans les faits, russe.
- G. En outre, la Déclaration de cessez-le-feu signée le 10 novembre 2020 a ébranlé la confiance dans les dirigeants politiques et militaires arméniens. Ces dirigeants seront-ils un jour en mesure d'assurer la sécurité de leurs populations ? La proximité physique des forces militaires azerbaïdjanaises dans le Haut-Karabakh et dans certaines parties des frontières de l'Arménie suscite de nouvelles inquiétudes. Le Karabakh et l'Arménie ressemblent désormais à un territoire encerclé. Leur sécurité est suspendue au bon vouloir des forces d'interposition russes, qui pourraient quitter ou être contraintes de quitter le Karabakh dès 2026.

Le Karabakh et l'Arménie doivent-ils accepter l'issue de la guerre et la déclaration du 10 novembre, et déterminer leur politique future sur cette base ?

Comme on pouvait s'y attendre, beaucoup pensent que le Karabakh et l'Arménie

- A. Devraient rejeter la déclaration de cessez-le-feu. Tout doit être fait pour libérer Shushi, Hadrut et d'autres localités qui faisaient partie de la région autonome de l'ère soviétique et qui sont maintenant contrôlées par l'Azerbaïdjan. Entre-temps, il convient de répondre aux besoins en matière de logement et autres des Arméniens qui sont retournés dans le reste du Karabakh.
- B. Ne peuvent pas accepter la défaite car le Karabakh a une valeur spirituelle et représente plus que des personnes et une terre historique.
- C. Et expriment à la communauté internationale les raisons pour lesquelles cette déclaration ne peut être acceptée, telles que (a) l'Arménie l'a signée sous la contrainte, (b) le rôle de la Turquie a été essentiel dans la défaite de l'Arménie et la Turquie n'a pas informé l'OTAN de sa participation, ou (c) l'Azerbaïdjan a utilisé des "djihadistes" pour gagner la guerre, et plus encore.

La vision opposée insiste soit sur le fait que

- D. L'Arménie doit essayer de réviser le nouveau statu quo par des moyens diplomatiques. Il n'y a aucune chance raisonnable que les territoires perdus puissent être reconquis dans un avenir prévisible. L'Arménie doit chercher à réviser le statu quo par d'autres moyens.

Ou que

- E. L'Arménie a signé la déclaration du 10 novembre 2020, qui implique la reconnaissance par l'Arménie de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, y compris l'ensemble du Karabakh. L'Arménie doit s'efforcer d'assurer la survie d'un Karabakh arménien territorialement défini au sein de l'Azerbaïdjan.

Quelle est la tâche la plus importante à accomplir ?

Pour certains, c'est simplement

⁶ Émile Zola, *La débâcle*, 1892.

- A. Réarmer, puis revenir sur les pertes.

Alors que pour d'autres

- B. Indépendamment des autres questions, la question fondamentale au Karabakh est maintenant d'augmenter la taille et la sécurité de la présence arménienne.

Quelles sont les intentions de l'Azerbaïdjan à long terme ?

Selon les vues conventionnelles et communément admises

- A. La question a une réponse facile : voir le Karabakh « nettoyé » de sa population arménienne.

D'autres ne sont pas prêts à accepter cette réponse et préfèrent attendre que des réponses adéquates soient données aux sous-questions, telles que :

- B. Pourquoi les forces azerbaïdjanaises se sont-elles arrêtées à Chouchi et n'ont-elles pas continué leur marche et pris tout le Karabakh alors qu'elles auraient pu le faire sans grande difficulté ? Était-ce à cause de l'intervention russe ? Dans ce cas, pourquoi la Russie n'est-elle pas intervenue plus tôt ? Cela dépendait-il du refus de l'Arménie d'accepter les termes d'un cessez-le-feu proposé plus tôt, qu'elle a finalement dû accepter sous la contrainte ? L'intervention russe peut-elle expliquer cette décision ? De quels leviers disposait la Russie pour contraindre l'Azerbaïdjan à ne pas poursuivre sa marche victorieuse ? Ces leviers seront-ils encore actionnables à l'avenir ? L'Azerbaïdjan avait-il ses propres raisons de ne pas occuper la totalité de l'ancienne RAHK ? Existait-il un accord entre la Russie, la Turquie et l'Azerbaïdjan pour savoir jusqu'où l'Azerbaïdjan serait autorisé à aller ? Ce sont des questions importantes, nécessaires pour évaluer correctement les intentions de l'Azerbaïdjan.

L'indépendance ou, moins explicite, « l'autodétermination », devraient-elles être l'objectif de la diplomatie de l'Arménie ou du Karabakh ?

Les opinions des répondants varient sur cette question, allant du très positif au négatif :

- A. Maintenir la reconnaissance en tête de l'ordre du jour en appelant à la reconnaissance du droit à l'autodétermination exercé par le peuple du Karabakh.
- B. L'indépendance doit être envisagée dans le contexte d'une nouvelle stratégie, en tenant compte de tous les avantages et inconvénients. Il sera difficile pour l'Arménie de plaider pour l'indépendance du Karabakh sans d'abord la reconnaître. Cela ne devrait pas être un objectif a priori. En même temps, l'unité de la nation (Arménie-Karabakh-Diaspora) pendant la guerre était unique et source d'inspiration. Les Arméniens auraient dû finalement apprendre qu'il faut être fort et en sécurité pour pouvoir maintenir et jouir de certains droits. Les droits ne sont ni auto-exécutoires ni donnés par d'autres.
- C. L'indépendance était une option de compromis. C'était une manœuvre tactique qui aurait conduit à la réunification avec l'Arménie tout en créant moins de problèmes pour l'Arménie. Compte tenu des nouvelles réalités sur le terrain aujourd'hui, tout dépendra de la manière dont une nouvelle stratégie sera formulée.
- D. L'idéologie de l'État, ou la compréhension de l'importance de maintenir ce qui en reste, a été affectée. Parmi la population du Karabakh, dans le contexte des options disponibles (sous la protection de la Russie, sans compréhension claire de sa forme), l'idée d'indépendance semble s'estomper face à la nécessité de la préservation très physique d'un Karabakh arménien.

- E. Depuis plus de deux décennies, le Karabakh, l'Arménie et la diaspora soutiennent une campagne pour la reconnaissance de l'indépendance du Karabakh. Aucun État n'a vraiment reconnu le Karabakh, et aucun État n'est susceptible de le faire en raison des intérêts qu'ils ont en Azerbaïdjan et de leur manque d'intérêt réel pour le Karabakh. En outre, de nombreux États ont leurs propres mouvements sécessionnistes.

Qui décidera du sort du Karabakh ?

Tout d'abord, un fait important : le rôle des dirigeants du Karabakh dans la détermination de leur propre avenir a commencé à diminuer en 1998 ; contrairement à l'accord de cessez-le-feu qui a mis fin à la première grande guerre, les dirigeants du Karabakh n'ont pas participé aux pourparlers qui ont abouti à l'accord du 10 novembre 2020, et ils ne sont pas signataires de cette déclaration.

Néanmoins, les dirigeants du Karabakh et d'autres estiment que

- A. Le Karabakh est toujours un acteur géopolitique. Ce qu'il dit compte, ou devrait compter, plus que ce que quiconque a à dire. L'objectif est de rester un acteur géopolitique, de retrouver son ancien statut de partie au conflit et de chercher à faire reconnaître son indépendance par des moyens pacifiques. Le Karabakh, l'Arménie et la diaspora constituent trois forces ; chacune devrait poursuivre ces objectifs de la manière dont elle le peut, là où elle compte, toutes visant le développement, le salut, la croissance démographique et une existence civilisée.

D'autres pensent que

- B. Le groupe de Minsk de l'OSCE devrait être réactivé, dans l'espoir que les pays occidentaux puissent constituer une force d'équilibre face à l'Azerbaïdjan, la Russie et la Turquie - les trois pays qui ont géré à la fois la guerre et son cessez-le-feu.

La plupart ont de sérieux doutes :

- C. Le Karabakh est un facteur dans le jeu géopolitique, mais pas en tant qu'**acteur**. Il s'agit plutôt d'un outil, ou d'un instrument. Sa participation directe aux futurs pourparlers est très douteuse. Sa voix peut être entendue indirectement, par l'intermédiaire de l'Arménie et/ou de la Russie.
- D. Il semble que l'Azerbaïdjan, la Russie et même la Turquie auront plus à dire sur le sujet de l'avenir du Karabakh que l'Arménie. Cela a des implications pour une autre question : le problème du Karabakh devrait-il ou pourrait-il être considéré comme la première priorité de l'agenda étranger et de sécurité de l'Arménie alors que l'Arménie a si peu d'influence sur cet avenir ? En d'autres termes, toutes les autres considérations et ressources doivent-elles lui être consacrées ? Ou bien cela devrait-il être une priorité parmi d'autres ?

L'incertitude qui domine la projection actuelle de l'avenir conduira-t-elle certains ou de nombreux Arméniens du Karabakh à opter pour la citoyenneté russe et à émigrer finalement en Russie ?

Ce n'est pas un sujet dont on discute volontiers ou facilement, mais beaucoup pensent que c'est une possibilité réelle. Lorsqu'elle envisage d'accorder la citoyenneté aux Arméniens du Karabakh, la Russie semble imposer des limites à leurs visites en Russie et ne leur offre pas de résidence immédiate en Russie. Peut-être dans le but de légitimer sa présence prolongée en Azerbaïdjan - c'est-à-dire de protéger ses citoyens - l'octroi de la citoyenneté russe aux Arméniens du Karabakh pourrait finalement s'avérer tentant pour les Arméniens qui l'acceptent, et ils pourraient émigrer.

Le Karabakh doit-il être la première priorité de la politique étrangère et de sécurité de l'Arménie ?

Ici aussi, les opinions varient et couvrent un large spectre :

- A. Tant que le futur statut du Karabakh est toujours en question, le conflit du Karabakh détermine presque toute la politique étrangère de l'Arménie. Le conflit s'impose à l'Arménie comme la priorité numéro un.
- B. L'Arménie devrait considérer le Karabakh comme la première priorité de sa politique étrangère ; elle devrait pénétrer les groupes de réflexion et les institutions étrangères, utiliser l'exemple du Kosovo pour plaider en faveur de son indépendance, et se concentrer sur sa reconstruction, son repeuplement et son réarmement.
- C. En termes réels, le Karabakh n'a jamais été la première priorité de la politique étrangère de l'Arménie. Il a certainement été déclaré comme tel, mais dans une certaine mesure, l'attention a dévié au fil du temps. La déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre ne résout pas le statut et la future gouvernance du Karabakh, laissant ainsi cette question ouverte à une résolution future. La Russie et la France ont souligné qu'elles étaient prêtes à contribuer à la réglementation du futur statut du Karabakh. Le gouvernement arménien devrait continuer à soutenir le Karabakh à tous les niveaux, en veillant à ce qu'il reste arménien. Les perspectives de reconnaissance internationale de l'indépendance du Karabakh sont toutefois très minces.
- D. Le Karabakh ne devrait pas être la première priorité de la politique étrangère de l'Arménie, mais il devrait rester en tête d'un agenda visant à une résolution pacifique et honorable du conflit. La population arménienne locale devrait se voir attribuer un rôle dans les futures négociations sur le statut du territoire et la répartition équitable des avantages économiques. Cela donnerait à l'Arménie la possibilité de maximiser son propre potentiel grâce à une économie compétitive.
- E. Il semble y avoir une divergence croissante dans les stratégies de l'Arménie et du Karabakh. Alors que l'Arménie envisage la question des relations avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, compte tenu de ses propres besoins en matière de sécurité et de sa quête d'une plus grande souveraineté, le Karabakh lie son avenir à la Russie et a officiellement fait du russe une deuxième langue officielle.
- F. Faire du Karabakh la première priorité de l'Arménie est une proposition risquée car cela fait des questions liées au Karabakh, sur lesquelles l'Arménie n'a que peu de contrôle ou de pouvoir, un accord "qui passe ou qui casse" au cours des négociations qui ne manqueront pas d'émerger concernant la sécurité de l'Arménie.

L'Arménie peut-elle jouer le rôle de garant de la sécurité du Karabakh ?

Deux points de vue simples, mais opposés, dominent les positions sur cette question :

- A. L'Arménie est ou devrait toujours être le garant de la sécurité du Karabakh.
- B. L'Arménie n'a plus la capacité de garantir la sécurité de la population du Karabakh pour de nombreuses raisons, au premier rang desquelles le retrait des forces arméniennes du Karabakh, mais aussi les pertes énormes subies par les forces armées arméniennes lors de la dernière guerre.

Les organisations internationales ont-elles un rôle à jouer dans l'avenir à court et à long terme du Karabakh ?

D'une manière générale, les personnes interrogées et d'autres n'attribuent pas aux organisations régionales ou internationales un rôle majeur dans l'avenir à court et à long terme du Karabakh, mais reconnaissent des domaines spécifiques où elles peuvent être utiles. Ainsi, ils expriment l'espoir que,

- A. Le groupe de Minsk de l'OSCE peut être réactivé en tant que plate-forme pour la résolution du conflit.

La plupart des répondants attribuent aux autres institutions des rôles secondaires ou vagues :

- B. L'UNESCO pourrait aider à la protection des sites religieux et des objets historiques arméniens dans les zones sous contrôle azerbaïdjanais.
- C. Les organisations multilatérales peuvent contribuer à la réintégration économique de la région en apportant une aide financière pour reconstruire les liens et les infrastructures endommagées.
- D. Le Comité international de la Croix-Rouge et l'OSCE pourraient faciliter le dialogue et la réconciliation progressive entre les parties.
- E. Beaucoup considèrent que le Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) est inutile : si vous êtes un petit État non reconnu, il n'y a pratiquement aucune chance que l'ONU soit d'une quelconque utilité.
- F. Le groupe de Minsk de l'OSCE s'est révélé incapable d'instaurer une paix négociée, et il a maintenant été pratiquement mis sur la touche par l'Azerbaïdjan et la Russie. Il peut toutefois être utile pour des questions secondaires.

Quelle est la position des dirigeants du Karabakh ?

Les dirigeants du Karabakh ont pris une position claire :

- A. Ils n'accepteront aucun statut qui les place sous la souveraineté de l'Azerbaïdjan, sous quelque forme que ce soit. Aucun Arménien ne vivra sous la souveraineté de l'Azerbaïdjan, affirment-ils, car il s'agit d'un État raciste et anti-Arménien.
- B. Le Karabakh compte désormais sur la Russie comme garant de sa sécurité.
- C. Le Karabakh acceptera toute solution qui prévoit le maintien de la protection russe.

Il semble que les dirigeants du Karabakh n'ont pas, et n'ont pas l'intention d'avoir, un plan B, une solution alternative, au cas où les militaires russes quitteraient la région.

2.11. La diaspora

La diaspora arménienne, considérée comme l'une des trois composantes de la nation arménienne, est en fait constituée de nombreuses diasporas en termes de géographie, de sous-cultures, de niveaux d'intérêt et d'attitudes et ambitions politiques à l'égard de l'Arménie et du Karabakh. Dans la politique et la stratégie arméniennes, cependant, elle a généralement été traitée comme une entité monolithique. Elle s'est également vu attribuer une variété de rôles, du sauveur magique à l'intrus égoïste, de l'instrument d'intermédiation permettant d'apporter les méthodes et la matière grise occidentales à l'Arménie à la "vache à lait" (c'est-à-dire la source de richesse). La diaspora a apporté une aide précieuse dans de nombreux domaines depuis le tremblement de terre de 1988, et elle a apporté des contributions majeures pendant la dernière guerre, principalement sous la forme d'une aide financière. Pourtant, ses efforts de lobbying avant la guerre n'ont pas réussi à convaincre un seul pays de reconnaître l'indépendance du Karabakh ou d'arrêter l'offensive azerbaïdjano-turque et de fournir à la partie arménienne une aide palpable pendant la guerre.

Les répondants ont projeté le rôle futur de la diaspora à travers un large éventail d'opinions, certains plaçant de grands espoirs en elle, d'autres exprimant des doutes quant à sa capacité à faire une différence majeure, du moins en ce qui concerne la question du Karabakh.

Ainsi, certains répondants affirment que la diaspora

- A. Devrait mobiliser toutes les énergies, déployer tous les efforts pour maximiser l'utilisation de ses ressources, telles que le savoir-faire, l'expertise dans divers domaines, les finances et l'apport intellectuel, afin d'aider l'Arménie et le Karabakh à se relever de leur perte.
- B. Doit se concentrer sur le lobbying en faveur de l'Arménie et du Karabakh, notamment en cherchant à obtenir des sanctions contre l'Azerbaïdjan et son dirigeant, en faisant pression contre les ventes d'armes à l'Azerbaïdjan et à la Turquie, et en mettant l'accent sur les racines européennes de la culture arménienne.

Mais d'autres avertissent que la diaspora

- C. Ne doit pas être considérée comme le sauveur. Les Arméniens sont passés par ce processus chaque fois qu'ils ont connu un échec ou installé un nouveau gouvernement : attendre de la diaspora plus que ce qu'elle peut fournir.
- D. Ne s'est pas soumise à une autocritique sur les raisons pour lesquelles elle n'a pas contribué à la hauteur de son potentiel. Il y a eu des analyses et des plaintes individuelles. Mais la diaspora n'est pas conçue pour un débat ciblé et elle n'a pas créé de forum où cela pourrait se faire. Les organisations et institutions de la diaspora ont délibérément écarté les critiques et les mécanismes

de responsabilité. Elles agissent dans leur propre intérêt institutionnel plutôt que de définir et de se plier à des intérêts nationaux et étatiques prépondérants.

- E. Les organisations diasporiques ont soutenu un récit et un programme politique nationalistes et maximalistes en Arménie. Elles ont ainsi faussé le débat politique et rendu plus difficile une solution de compromis au conflit.

2.12. La question de la reconnaissance du Génocide

La reconnaissance internationale du génocide des Arméniens est depuis longtemps à l'ordre du jour de l'État et de la nation arméniens. Dans le cas de l'État, la contribution à cette campagne est l'un des articles de la Déclaration d'indépendance de 1990. Pour la diaspora, c'est le premier point à l'ordre du jour des organisations politiques et autres depuis les années 1970.

Néanmoins, la reconnaissance ou la non-reconnaissance du génocide n'a pas eu la même signification pour toutes les personnes concernées. Pour certains, elle a eu une valeur symbolique en tant qu'étape de validation de l'histoire d'une nation, servant à l'enregistrement d'un acte inhumain dans les annales de l'humanité. Pour d'autres, elle a acquis une signification politique, de deux manières :

1. La reconnaissance du génocide par la Turquie constituera la base juridique et politique sur laquelle il sera possible de présenter des demandes de réparation de la part de ce pays, y compris des demandes territoriales.
2. La non-reconnaissance par la Turquie a été considérée comme un signe certain de la volonté et de l'intention de la Turquie de commettre un nouveau génocide contre le peuple arménien, cette fois contre le peuple de la République d'Arménie, déplaçant ainsi la question vers la sphère de la sécurité de la République.

Les gouvernements consécutifs de l'Arménie ont cherché à normaliser les relations avec la Turquie sans aucune condition préalable, arguant qu'une telle normalisation constituerait l'un des outils les plus efficaces pour réduire toute menace que représente la Turquie. La diaspora et certains groupes politiques basés en Arménie ont continué à exiger que la normalisation soit liée à la reconnaissance du génocide par la Turquie, et ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient depuis l'indépendance pour assurer l'échec des politiques de normalisation des gouvernements arméniens.

Aussi inflexibles que les gouvernements turcs successifs aient été dans la négation du Génocide, pour ces gouvernements l'obstacle à l'établissement de relations diplomatiques avec l'Arménie avait été la non-résolution du conflit du Karabakh. Depuis la fin de la récente guerre et le retrait des forces arméniennes du Karabakh, la Turquie a déclaré qu'elle était prête à procéder à la normalisation des relations et à l'ouverture de la frontière. Toutefois, la participation active et significative de la Turquie à cette guerre a rendu difficile pour l'Arménie d'accepter l'offre de la Turquie, du moins dans un avenir immédiat.

La question de la reconnaissance du génocide fait donc toujours partie de la politique intérieure de l'Arménie et reste pertinente pour ses relations avec la diaspora, tandis que la campagne internationale menée en son nom fait l'objet d'un examen minutieux. En tant que telle, elle a suscité des réponses contradictoires de la part des personnes interrogées.

Pour un groupe, l'Arménie doit

- A. Continuer à faire campagne au niveau international pour la reconnaissance du génocide.
- B. Encourager le travail académique sérieux, impliquer plus d'universitaires et d'intellectuels de Turquie, et augmenter la pression sur la Turquie.

- C. Envoyer davantage d'étudiants à l'étranger pour approfondir l'étude et la recherche sur le génocide au niveau de l'enseignement supérieur.

Autres mises en garde

- D. Ne pas confondre la reconnaissance du génocide avec un soutien général au développement et à la réussite de l'Arménie, car la reconnaissance du génocide par un pays ou un homme politique ne signifie pas un soutien à la position de l'Arménie sur d'autres questions.
- E. Que la campagne de reconnaissance du génocide peut devenir un obstacle à la poursuite par l'Arménie de ses intérêts supérieurs à toute autre considération, dont la normalisation des relations avec la Turquie.

Section 3. Évaluation des facteurs de politique étrangère et de sécurité

3.1. Quels sont les atouts et les obstacles de l'Arménie en matière de politique étrangère et de sécurité ?

Actifs

Lorsqu'on envisage d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques étrangères et de sécurité de l'Arménie, l'étape suivante consiste à faire l'inventaire de ses atouts.

Voici les atouts que l'Arménie est censée posséder, selon les personnes interrogées :

- A. L'image d'un pays pacifique qui recherche la coopération.
- B. Une longue histoire, une culture ancestrale et l'adoption de valeurs universelles.
- C. Un État protégé par des traités et chartes internationaux.
- D. Un État gouverné démocratiquement sur la base d'une constitution.
- E. L'homogénéité ethnique.
- F. Une expertise et des ressources humaines inexploitées, notamment dans le domaine des technologies de l'information et de l'intelligence artificielle.
- G. Une situation géopolitique stratégique. L'Arménie est essentielle à la sécurité régionale et a une valeur géostratégique pour la Russie et l'Iran. Elle se trouve au carrefour des voies de commerce et de transport est-ouest et nord-sud.
- H. Un énorme potentiel d'exportation vers les marchés des pays voisins et de la Russie.
- I. Affinités avec des minorités non arméniennes persécutées vivant au Proche-Orient qui pourraient se réinstaller en Arménie.
- J. La diaspora, dont les communautés font pression dans d'autres pays pour soutenir l'Arménie et le Karabakh. La diaspora possède également un grand potentiel économique (investissements, envois de fonds des émigrés et aide humanitaire) et des ressources humaines, notamment des réseaux de professionnels dans les domaines intellectuels et scientifiques.

Néanmoins, beaucoup soulignent que

- K. Ces ressources et atouts existaient avant la guerre, mais ils n'ont pas sauvé l'Arménie de ses propres erreurs.
- L. Les Arméniens n'ont pas trouvé les moyens de réaliser ce potentiel à l'intérieur et à l'extérieur de l'Arménie.
- M. Les transferts de fonds indiquent l'émigration. Le nombre de transferts de fonds indique le nombre de ceux qui ont quitté le pays, créant ainsi la crise démographique.
- N. La situation géographique de l'Arménie pourrait également constituer un problème ; il est possible pour les grandes puissances ayant des intérêts dans la région de dominer l'Arménie et de faire de sa situation une source d'insécurité plutôt que de sécurité. Par ailleurs, la Géorgie et l'Azerbaïdjan revendiquent le même rôle et ont eu plus d'occasions de jouer ce rôle.

Quelles autres ressources ou partenaires l'Arménie pourrait-elle obtenir ?

La guerre de septembre 2020 a révélé plus clairement que jamais la faiblesse de la position de l'Arménie dans la région et dans la communauté internationale. Des experts et des politiciens ont fait des suggestions sur la manière d'améliorer cette position en identifiant de nouveaux partenaires et ressources possibles.

En conséquence, l'Arménie pourrait

- A. Rechercher de meilleures relations stratégiques et économiques, alternativement ou collectivement, avec la Chine, l'Inde, le Japon, le Pakistan, Israël, l'Éthiopie, les pays arabes, les pays africains, les pays francophones et l'Ukraine (sans contrarier la Russie).
- B. Rechercher un partenariat avec les forces kurdes
- C. Travailler avec les communautés assyriennes et arméniennes de la diaspora pour soutenir les résolutions pro-arméniennes dans les pays d'accueil et les forums internationaux.
- D. Rechercher une association plus étroite avec l'OTAN

D'autres encore soulignent que

- E. L'Arménie ne peut pas compter sur ces pays pour une véritable assistance, car ils ont tous leurs propres intérêts et problèmes et ne s'intéressent guère à ce qui arrive au Karabakh ou même à l'Arménie. De nombreux pays pourraient fournir une aide économique ou humanitaire plus importante, mais au final, ils ne feront pas une grande différence dans les domaines vitaux des intérêts de l'Arménie en matière de sécurité.
- F. L'OTAN n'a aucun intérêt à assumer des responsabilités pour le Karabakh ou l'Arménie. En outre, elle est faible et s'est avérée inutile pour la Géorgie, qui brigait l'adhésion à l'OTAN depuis le début des années 1990 mais a perdu l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud au cours de sa guerre avec la Russie.

Quels sont les obstacles à la capacité de l'Arménie à élaborer et à mettre en œuvre sa propre politique étrangère ?

Alors que l'Arménie tente de se remettre de la défaite de la guerre de 2020, de nombreux obstacles à une amélioration de sa position sont évidents en ce qui concerne les affaires étrangères :

- A. L'élaboration de politiques non institutionnalisées.
- B. La psychologie du vaincu
- C. La capacité réduite du gouvernement précédent à prendre les bonnes décisions, car il porte une grande part de responsabilité dans la défaite.
- D. Contribution limitée à l'élaboration des politiques.
- E. Options politiques limitées.
- F. Des diplomates inadaptés.
- G. La poursuite d'objectifs politiques impossibles.
- H. Une dépendance excessive à l'égard de la Russie.

- I. Pertes démographiques quasi fatales avant (émigration) et pendant la guerre (personnel militaire). Les pertes par émigration devraient se poursuivre lorsque la pandémie COVID 19 sera maîtrisée et que les voyages seront possibles et autorisés.
- J. Le manque de confiance des dirigeants envers le peuple, surtout depuis les meurtres au Parlement en octobre 1999. En ce qui concerne les capacités et les limites du pays, le peuple a été nourri de jargon patriotique et nationaliste au lieu d'aborder ces questions ouvertement et honnêtement.
- K. L'incapacité à penser de manière critique et innovante, et à commander et utiliser de véritables recherches.

Obstacles à la formulation d'une politique étrangère efficace pour le Karabakh

Les quatre principaux obstacles à la formulation d'une politique étrangère efficace pour le Karabakh, selon un groupe de personnes interrogées, sont les suivants

- A. L'absence d'un leadership fort, y compris un manque de professionnalisme et de compétence
- B. L'instabilité et la méfiance qui découlent de ces déficiences en matière de leadership
- C. L'absence de coopération et de coordination appropriées et efficaces entre les hauts dirigeants du Karabakh et son ministère des affaires étrangères.
- D. L'absence de contacts significatifs entre Bakou et les dirigeants du Karabakh, qui auraient permis aux parties d'évaluer leurs positions respectives sur la base de consultations confidentielles plutôt que de déclarations publiques destinées peut-être uniquement à la consommation intérieure.

Mais d'autres proposent également les obstacles suivants :

- E. La rhétorique agressive des dirigeants azerbaïdjanais qui brouille les cartes.
- F. Le comportement arrogant du dirigeant azerbaïdjanais à l'égard des membres du Groupe de Minsk de l'OSCE qui se sont rendus à Bakou, ce qui témoigne du changement d'attitude de l'Azerbaïdjan vis-à-vis du processus de négociation.
- G. La réticence de Bakou à offrir autre chose qu'une autonomie culturelle extraterritoriale aux Arméniens du Karabakh en tant que minorité ethno-religieuse.

3.2. Qui élabore et qui met en œuvre la politique étrangère de l'Arménie ?

Qui élabore les politiques ?

L'élaboration de la politique étrangère est une fonction essentielle du gouvernement et varie d'un État à l'autre, voire d'une administration à l'autre. Le degré d'institutionnalisation de l'élaboration de la politique est néanmoins un signe de la maturité d'un État. En Arménie, il a largement dépendu de la personne à la tête du gouvernement.

En effet, les personnes suivantes sont censées avoir conçu la politique en Arménie pendant le gouvernement 2018-2021 :

- A. Le Premier ministre, avec un cercle étroit de quelques confidents
- B. Le parti politique dominant, soit présentement « Contrat civil »

- C. Le ministère des Affaires étrangères
- D. Diplomates, universitaires et groupes de réflexion

Certaines personnes interrogées ne voient pas la preuve d'une réelle élaboration de politiques et pensent que

- A. Personne ne fait de politique en Arménie, et ce qui se présente comme une politique n'est qu'une série de réactions à des déclarations et à des événements.

Mais d'autres ne sont pas aussi convaincues que cela soit si simple. Ils pensent que la politique est faite par

- B. Le service de Sécurité Nationale, en tant que substitut de la Russie
- C. La Russie
- D. Les présidents de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de la Turquie

Qui doit faire la politique ?

Un certain nombre de recommandations permettraient d'élargir le cercle de ceux qui contribuent à l'élaboration des politiques lorsque l'on estime que le cercle des décideurs est trop restreint :

- A. Un conseil de sécurité nationale remanié, qui associe également le ministère des affaires étrangères, les forces armées et l'agence de renseignement.
- B. Le ministère de la justice, pour assurer le respect du droit international
- C. Le ministère des affaires étrangères, avec le soutien de groupes de réflexion semblables à Chatham House ou au Foreign Relations Council.
- D. Universitaires et experts, y compris de la diaspora
- E. Les partis politiques, qu'ils soient ou non représentés à l'Assemblée nationale.
- F. La société civile
- G. Un conseil d'anciens dirigeants et de diplomates de haut rang, en particulier pendant les moments critiques.
- H. Conférences à accès limité
- I. Gouvernements de coalition ou d'unité
- J. Un secrétariat scientifique d'une assemblée consultative incluant des personnes issues de la diaspora

Qui met en œuvre la politique ?

De manière générale, la politique étrangère est mise en œuvre par les diplomates et les dirigeants du gouvernement. La qualité des diplomates arméniens a toujours été un problème, et les points de vue divergent sur leur préparation et leurs capacités.

Certains ont une appréciation positive des diplomates arméniens et pensent que

- A. Les diplomates arméniens sont très bien ; le problème réside dans les politiques qu'on leur demande de mener.
- B. Les diplomates arméniens se sont améliorés au fil du temps.
- C. La qualité des diplomates peut être améliorée, mais le véritable problème réside dans les politiques.
- D. Les diplomates sont bien, mais parfois ils sont envoyés dans des capitales qui ne correspondent pas à leur expertise.
- E. Les diplomates ne sont pas autorisés à réfléchir par eux-mêmes aux options politiques.

D'autres n'ont pas d'évaluation définitive mais pensent que la formation et l'utilisation des diplomates pourraient être améliorées. Ces opinions comprennent les points de vue suivants :

- F. L'Arménie n'a pas assez de bons diplomates.
- G. Les diplomates ne connaissent pas bien les pays et les régions où ils sont affectés.
- H. Les diplomates sont préparés dans des écoles à l'étranger et non dans une école diplomatique arménienne.
- I. Les diplomates à la retraite pourraient être invités à mettre à profit leur expérience pour contribuer à la formation des nouveaux diplomates.
- J. Les diplomates d'origine arménienne au service d'autres gouvernements pourraient contribuer à la formation des diplomates arméniens.

A l'autre bout du spectre, il y a ceux qui pensent que

- K. De nombreux diplomates voient la région à travers les yeux de la Russie.
- L. De nombreux diplomates agissent, en fait, comme de simples représentants personnels de dirigeants politiques ou gouvernementaux.
- M. L'Arménie n'a pas de diplomates réels/adéquats.

Il semble y avoir un consensus sur les points suivants :

- N. L'éducation des diplomates arméniens doit être améliorée.
- O. Le système des affectations doit être rendu plus cohérent et pleinement méritocratique.
- P. Les diplomates doivent être imprégnés de l'histoire, de la culture et de la politique du pays ou de la région où ils sont affectés.

- Q. L'Arménie devrait créer une école nationale de diplomatie, soutenue par des partenariats avec d'autres écoles, mais où les intérêts de l'État sont enseignés.
- R. Le ministère des affaires étrangères devrait faire appel à d'anciens diplomates compétents en tant que formateurs invités, y compris de la diaspora et d'autres pays.
- S. Les diplomates peuvent exprimer leur potentiel maximal lorsqu'ils reçoivent des instructions claires et systématiques visant à mettre en œuvre une politique étrangère réaliste et bien pensée.

PARTIE II. Observations, recommandations et conclusions des auteurs

La seconde partie de ce livre blanc est constituée des observations, recommandations et conclusions des auteurs, dont ils assument seuls la responsabilité.

Section I. Observations et considérations pour les politiques à long terme

Après avoir synthétisé dans la première partie l'ensemble des points de vue sur les questions d'intérêt immédiat, les auteurs présentent dans la deuxième partie leurs propres observations sur l'environnement plus large dans lequel l'Arménie et le Karabakh fonctionnent, prennent des décisions et formulent des politiques. Pour reprendre un paragraphe de l'introduction du présent document, la principale préoccupation des auteurs est d'offrir une perspective analytique. Cela signifie que les auteurs ne s'intéressent pas aux différends, aux querelles entre partis et dirigeants, aux débats et aux polémiques qui sont fondés sur des préoccupations politiques ou électorales et qui, de par leur nature même, sont axés sur l'opinion publique et les tendances populaires.

Les auteurs sont conscients que bon nombre des observations et des recommandations et conclusions qui en découlent ne sont pas nécessairement partagées par les personnes ayant répondu au présent document ou par d'autres analystes/commentateurs.

Ils sont également plus que conscients des nombreuses préoccupations et craintes légitimes des dirigeants et des responsables quant à la difficulté que ces recommandations pourraient avoir à être acceptées par une majorité de la population d'Arménie ou du Karabakh.

Tout ce que les auteurs peuvent affirmer ici est que l'objectif de ce document se limite à offrir une analyse réaliste.

1.1. Réalités internationales autour de l'Arménie

Aujourd'hui, plus que jamais, la politique étrangère de l'Arménie doit être élaborée dans le contexte des développements régionaux et internationaux, et ne pas se fonder sur des vœux pieux et un enthousiasme patriotique. Les auteurs comprennent la difficulté d'accepter la défaite et le sentiment de trahison qui en résulte. Ils comprennent également l'envie de penser à une politique militante qui promet de récupérer les pertes et de retrouver le sentiment de fierté avec une telle rhétorique. Il est plus important, néanmoins, de comprendre ce qui a changé dans l'environnement, en dehors des pertes évidentes. Par-dessus tout, l'Arménie doit éviter d'élaborer une politique sur la base de fausses hypothèses et d'auto-illusion.

Il est évident que l'Arménie évolue dans un environnement international mouvant dans lequel il est difficile de prévoir les développements avec un certain degré de certitude. Cette fluidité peut s'expliquer, en partie, par l'imprévisibilité et les effets déstabilisants des récentes politiques américaines. En raison de l'importance des États-Unis dans les affaires mondiales, il s'agit d'une question importante à prendre en considération.

L'élection en 2020 de Joseph Biden offre certainement des possibilités d'inverser certaines des tendances négatives. Un ensemble de politiques plus professionnelles et fondées sur l'intérêt national aux États-Unis pourrait réduire les tensions avec la Russie. Les États-Unis et la Russie pourraient parvenir à un accord sur l'Ukraine, l'Iran et d'autres points chauds dans le monde. Biden pourrait également corriger les graves erreurs de son prédécesseur en matière de politique du Proche-Orient. Cette région sera le principal théâtre où les États-Unis, la Russie et d'autres pays revendiquant des rôles de premier plan, tels que la Turquie et Israël, se feront concurrence et éventuellement coopéreront. Enfin, l'administration Biden rétablira certainement une approche collégiale, notamment avec ses alliés et l'Europe, pour relever les défis et résoudre les conflits internationaux.

Pourtant, la Russie et les États-Unis peuvent aussi se retrouver dans une rivalité plus grave en raison de leurs vues divergentes sur un nouvel ordre mondial ou sur leur rôle dans celui-ci. Les tensions existantes pourraient être exacerbées. Il ne fait aucun doute, néanmoins, que le nouvel ordre mondial proclamé par le président George H.W. Bush après l'effondrement de l'URSS a eu une durée de vie très courte, et que l'occasion de le définir et de le mettre en œuvre a été gâchée. Cela est dû en partie à l'insistance de l'Occident à continuer de traiter la Russie comme un ennemi et à étendre l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, alors qu'il était entendu que l'OTAN ne serait pas étendue.

Le retour des États-Unis à leur position hégémonique des années 1990 est impossible car la Chine est une puissance économique et militaire concurrente de classe mondiale. Le défi de la Chine est plus difficile à relever car ses intérêts sont défendus par la pénétration économique et seulement de façon limitée par la démonstration ou l'utilisation de la force. L'Europe tente de trouver des moyens d'empêcher les capitaux chinois d'acquérir une quantité massive de terres et de sociétés européennes. L'Afrique et l'Amérique du Sud n'ont pas les ressources nécessaires pour résister aux avancées chinoises, même si elles le voulaient.

Il devrait donc être clair que l'Arménie et le Karabakh ne sont les principales préoccupations d'aucun des pays concernés, y compris la Russie, la Turquie et l'Iran. Lorsque les grands pays commencent à négocier sur la base de leurs intérêts nationaux, les petits pays sont plus susceptibles de devenir des pions - et non des tours ou des cavaliers - dans les jeux des grandes puissances. Les grands acteurs sont plus susceptibles de nous attribuer des rôles, plutôt que l'inverse.

Les responsables politiques et les faiseurs d'opinion doivent donc commencer par comprendre clairement qu'Erevan n'est pas le centre du monde, et que le Karabakh n'est pas la priorité de la plupart des pays. En élaborant leur politique, qu'elle soit étrangère ou de sécurité, ils ne doivent jamais perdre de vue l'environnement dans lequel eux-mêmes et les autres évoluent.

1. L'ordre international

- A. Il n'y a pas d'ordre mondial défini aujourd'hui. Les relations entre les puissances régionales et les grandes puissances restent imprévisibles et instables.
- B. Des puissances régionales telles que la Turquie, l'Iran et Israël s'affirment également au Proche-Orient et dans les mers Méditerranée et Égée, faisant des incursions dans ce qui était autrefois l'apanage des superpuissances.
- C. Un certain nombre de conflits sont gérés par des puissances régionales agissant de concert, sans l'implication, dans une mesure significative, des États-Unis ou de l'OTAN.
- D. Les incertitudes résultant de ces changements dans les relations de pouvoir sont exacerbées par le recul de l'ordre libéral - même en Europe et peut-être aux États-Unis - qui constituait un système de valeurs dominant permettant d'évaluer les régimes et les gouvernements.
- E. La nouvelle administration américaine et l'Occident doivent encore trouver un concept efficace pour un nouvel ordre mondial qui tienne compte des réalités émergentes et qui puisse réguler les relations internationales de concert avec les autres grandes puissances dans un avenir prévisible au sein de la nouvelle communauté internationale multipolaire.
- F. En comprenant et en analysant les facteurs qui influencent les politiques, les décisions et le comportement de divers États, proches ou lointains, les décideurs arméniens doivent prêter attention à des facteurs autres que les facteurs géopolitiques/géostratégiques évidents. Il s'agit ici des facteurs économiques - dans tous les domaines, et au-delà des ressources en hydrocarbures - tels que les opportunités d'investissement rentables que les chefs d'entreprise de tous les pays recherchent dans d'autres pays et que les gouvernements sont obligés de prendre en compte.

2. L'Occident et les organisations régionales et internationales

- A. L'Union européenne est confrontée à des défis sans précédent sur le plan intérieur et dans les régions qui l'entourent.
- B. L'OTAN a été affaiblie en raison d'un relâchement des liens transatlantiques, des politiques de l'administration Trump et du comportement "voyou" (selon les normes de l'OTAN) de la Turquie, le membre le plus important de l'organisation au sud, et sa deuxième armée la plus importante.
- C. De même, les organisations internationales et régionales, notamment l'ONU et l'OSCE, ont perdu une grande partie de leur influence.
- D. L'Occident ne constitue pas, et ne souhaite pas constituer, un facteur d'inversion des résultats de la guerre du Karabakh de 2020, pas plus qu'il ne souhaite modifier les termes de la Déclaration du 10 novembre. Les résultats actuels ne sont pas trop différents de ce que l'Occident, ainsi que le reste de la communauté internationale, avaient toujours privilégié. Ils avaient toutefois espéré que ce résultat aurait été obtenu par la négociation, sans la perte de tant de vies et de ressources, et avec leur pleine participation.
- E. Néanmoins, l'Occident se rend compte que géopolitiquement, il a été laissé en dehors de l'équation, même de la région du CS. Le conflit du Karabakh est l'une des questions que l'Occident, en particulier les États-Unis, a utilisé dans les années 1990 comme point d'entrée dans l'équation géopolitique du CS. La guerre de 2020 et le rôle joué par la Russie et la Turquie dans sa conduite et dans sa conclusion ont constitué une perte de position pour l'Occident. Même s'ils ne sont pas prêts à se mettre à dos l'Azerbaïdjan, et même la Turquie, les États-Unis et l'Europe semblent avoir décidé d'utiliser les questions non encore résolues après la déclaration de cessez-le-feu pour redevenir des partenaires à part entière dans des processus encore évolutifs. Les États-Unis et l'Europe peuvent être utiles si l'Arménie et le Karabakh formulent des politiques raisonnables pour atteindre des objectifs réalistes. Bien que cette nouvelle volonté d'engagement de l'Occident puisse avoir des avantages pour la partie arménienne, l'Arménie doit veiller à ne pas la considérer comme un contrepoids équivalent à ce que représentent la Russie et la Turquie en tandem ou comme une stratégie susceptible d'entraîner un changement fondamental des conditions imposées à l'Arménie par la déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre 2020.
- F. Néanmoins, dans l'ensemble, les États-Unis disposent de ressources considérables et ont, par le passé, contribué au progrès et au bien-être de l'Arménie.

3. Les États-Unis

- A. Les États-Unis pourraient ne plus avoir la volonté, voire la capacité, d'intervenir militairement dans des conflits régionaux pendant de longues périodes comme ils l'ont fait par le passé. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak ont mis en évidence les limites de la puissance américaine. En outre, en raison de leurs problèmes intérieurs, ils ont également perdu une partie de leur influence pour exercer du *soft power*.
- B. Au-delà du choc des intérêts et des rivalités, une dimension idéologique s'ajoute à ces rivalités. Les États-Unis mettent en avant les questions d'autoritarisme et de droits de l'homme, tandis que le président Poutine a critiqué les démocraties libérales occidentales et le consensus de Washington, les jugeant peu attentifs aux besoins des classes sociales défavorisées dans de nombreuses régions du monde. Poutine a appelé à la réaffirmation des économies nationales et à la résolution des conflits par le biais d'alliances coopératives régionales ad hoc.
- C. Les États-Unis pourraient être en mesure de ramener la Turquie dans leur camp, bien que cela ne puisse se faire sur la base de la même formule qu'auparavant. Une nouvelle tentative de

stabilisation des relations des États-Unis et de l'OTAN avec la Turquie devrait prendre en considération les intérêts de la Turquie, tels que définis par ses dirigeants actuels.

- D. Le gouvernement et les dirigeants politiques arméniens doivent réfléchir soigneusement avant de céder à la tentation réflexe de supposer que l'aggravation des relations entre les États-Unis et la Turquie est nécessairement bénéfique pour l'Arménie. Les États-Unis et l'Europe n'adopteront pas l'agenda de l'Arménie comme le leur, et il y a des limites à la mesure dans laquelle ils peuvent pousser la Turquie vers leurs propres agendas et valeurs. Ils pourraient être utiles si ce que l'Arménie demande s'inscrit dans la logique de leurs propres approches, ou si ce que l'Arménie demande ne leur coûte rien ou presque.
- E. Il se peut que les États-Unis poursuivent toujours l'objectif à long terme d'imposer leur modèle économique, éventuellement politique, à des pays tels que l'Ukraine, l'Iran et la Russie, qui, avec la Turquie, représentent un marché de 350 millions de consommateurs. Les États-Unis continueront d'utiliser des sanctions à l'encontre de leurs dirigeants, tandis que leur principal concurrent, la Chine, poursuit ses intérêts en offrant aux autres pays une aide financière et commerciale, y compris en ouvrant son immense marché à ces nations.

4. Les puissances régionales et le Caucase du Sud

- A. Se concevant comme une citadelle assiégée, la Russie se défend contre l'avancée continue de l'Occident. Le spectre de l'encerclement par l'Occident, voire pire, a été un élément déterminant de la pensée stratégique russe qui a conduit les Russes à opter pour des régimes autocratiques et à résister le plus souvent au modèle européen. Mais la tentation d'adopter le modèle européen de gouvernance s'est manifestée depuis 30 ans parmi les républiques ex-soviétiques : Biélorussie, Moldavie, Ukraine, et celles du Caucase du Sud.
- B. En évaluant la politique russe, il faut noter que la Russie n'a jamais promis d'aider l'Arménie en cas d'attaque azerbaïdjanaise sur le Karabakh. Au contraire, la Russie a clairement indiqué qu'elle respecte l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, ce qui signifie qu'elle considère que le Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan. Moscou n'est pas non plus intervenu lors de l'intensification des hostilités en 2016 et en juillet 2020. La Russie a proposé ses solutions de compromis plus d'une fois, même au cours des deux dernières années, que l'Arménie et le Karabakh ont rejetées. Être déçu n'est pas une réaction raisonnable lorsque ce que vous espérez n'a jamais été promis. Le comportement de la Russie pourrait toutefois être remis en question à d'autres égards.
- C. Bien qu'il existe des faits concrets connus, et certains prévisibles, concernant les intentions et les politiques de la Russie, il y a également trop d'inconnues. Les politiques et les stratégies doivent être élaborées sur la base de la meilleure compréhension possible des nombreux scénarii possibles.
- D. La planification à long terme de l'Arménie et du Karabakh doit inclure la possibilité que la Russie quitte le Karabakh, comme elle l'a fait en 1991 ; elle avait également l'intention de quitter l'Arménie en 1992, si l'Arménie n'avait pas demandé le maintien de la présence de la base militaire russe en Arménie.
- E. L'un des objectifs de la Russie en ce qui concerne le moment et la forme de son implication dans la dernière guerre était de garantir l'ouverture des communications entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La Russie a également pris en compte ses propres intérêts dans la gestion de la guerre et les conditions du cessez-le-feu. Il se peut que l'une de ces considérations ait été de créer une alternative aux routes géorgiennes vers l'Arménie et l'Iran, afin de punir la Géorgie pour son association ouverte et forte avec l'OTAN et l'Occident.
- F. La Russie a renforcé son contrôle sur ce qui reste du Karabakh arménien et peut donc amener l'Arménie plus fermement dans son orbite, dans la mesure où la politique arménienne dépend du Karabakh.

- G. L'attachement de l'Arménie au monde russe n'a cependant généralement pas été contesté sur le plan international, bien que l'Occident ait continué à tenter d'offrir à l'Arménie une option supplémentaire. Dans l'orbite russe, les Arméniens espèrent, comme à l'époque de l'URSS, bénéficier des largesses de la Fédération de Russie et de son influence dans l'Union économique eurasiennne et l'Organisation de coopération de Shanghai.
- H. D'autre part, la Russie est surtout préoccupée par la menace azerbaïdjanaise de quitter l'orbite de la Russie, concomitante de ses relations étroites avec la Turquie, de sa dépendance aux investissements occidentaux et de ses propres investissements à l'étranger.
- I. L'Azerbaïdjan restera, dans un avenir prévisible, une force au-delà de ses frontières, au moins dans le domaine de l'énergie et des investissements étrangers. On peut également s'attendre à ce qu'il maintienne sa supériorité militaire sur l'Arménie, du moins pendant un certain temps encore.

Il convient de noter que, dans la mesure où l'essor de l'Azerbaïdjan dépend de ses exportations d'hydrocarbures, certains prédisent que ses réserves de pétrole brut seront épuisées d'ici 10 à 15 ans. Néanmoins, il faut être prudent en concluant de cette probabilité que l'Azerbaïdjan sera moins dominant, surtout par rapport à l'Arménie. L'Azerbaïdjan continuera à tirer des revenus considérables de ses réserves de gaz naturel, éventuellement de la découverte de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, et certainement de ses investissements à l'étranger et de ses tentatives de diversification de son économie. En outre, l'Azerbaïdjan bénéficie et continuera probablement à bénéficier du soutien multiforme dont il jouit de la part de la Turquie et d'autres alliés proches. Enfin, conscient de ses vulnérabilités, l'Azerbaïdjan est susceptible de chercher une solution aux problèmes restants liés au Karabakh avant ce moment, s'il arrive. Il est possible que ce soit l'une des raisons du timing de sa dernière guerre.

La décision sur ce que l'Arménie fera et deviendra dans 10 ou 15 ans doit tenir compte de ces considérations et facteurs, qui devraient faire l'objet d'une étude sérieuse et objective.

- J. Depuis l'accession au pouvoir de son nouveau dirigeant, la Turquie a quitté son espace anatolien et lancé des offensives militaires à l'étranger, en violation flagrante des principes kémalistes qui ont guidé les gouvernements de la Turquie depuis 1923. On peut s'attendre à ce qu'Erdoğan reste au pouvoir pendant un certain temps encore, même contrairement aux sentiments de la majorité du peuple turc.
- K. Malgré ses crises et ses difficultés, la Turquie peut sortir de la situation actuelle comme un acteur géopolitique et économique encore plus fort. L'Arménie et les Arméniens ne devraient pas compter sur les faiblesses et les crises économiques potentielles de la Turquie pour adopter une politique moins que rigoureuse et pragmatique à son égard. L'Arménie ne doit pas non plus penser par réflexe qu'une Turquie en crise lui est bénéfique. Le génocide a été perpétré au moment le plus faible et le plus défavorable de l'histoire de l'Empire ottoman, qualifié à l'époque d'"homme malade de l'Europe". "La Turquie, comme l'Empire ottoman, est peut-être faible par rapport à certains autres États, mais elle n'est pas faible par rapport à d'autres, y compris l'Arménie. Il en va de même pour la Russie.
- L. À moins que l'Azerbaïdjan ne lui déclare la guerre, il est peu probable que la Russie entre en guerre contre l'Azerbaïdjan, même si certains de leurs intérêts ne coïncident pas.
- M. Il est également peu probable que la Russie se retrouve en guerre avec la Turquie, même si elle peut être mécontente des visées néo-impériales de la Turquie. Les deux pays préféreraient se répartir ou partager la gestion des objets ou des zones de conflit, pour de nombreuses raisons, y compris leur intérêt plus large à maintenir l'Occident hors de la région.
- N. L'avenir du Caucase Sud sera davantage déterminé par les dirigeants de la Russie, de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, et peut-être de l'Iran, que par tout autre État ou alliance. Bien que les interactions

de ces pays et leur impact sur l'Arménie ne soient pas facilement prévisibles, on peut être certain que les dirigeants des pays dont l'attitude compte le plus seront au pouvoir pendant un certain temps encore. Même s'il y a un changement de leader ou de dirigeants, les grandes lignes des politiques actuellement en place ne sont pas susceptibles de changer radicalement dans un avenir prévisible dans aucun de ces pays. Dans les grandes lignes, au cours des 30 dernières années, les trois grands voisins de l'Arménie ont eu des politiques cohérentes à l'égard du Caucase Sud, malgré les changements de dirigeants.

- O. La coopération entre la Russie et la Turquie est multiple, et la composante arménienne n'est qu'une dimension de cette relation complexe. Il s'agit également d'un travail en cours : il existe des domaines de désaccord et de concurrence. Néanmoins, il est clair que les deux pays veulent garder le CS dans leur sphère de compétence et qu'ils partagent l'intérêt de maintenir l'Occident en dehors de ce qu'ils considèrent comme leur zone d'influence. À cette fin, ils sont également disposés à offrir à l'Iran une voix plus importante. À cet égard, les intérêts du Haut-Karabakh et même de l'Arménie passent après les intérêts plus larges de ces États.
- P. Même si cette coopération entre la Russie et la Turquie n'est pas étendue à toutes les questions ou n'a pas une longue durée de vie, elle est suffisante pour avoir le genre d'impact sur le CS qui limitera les options de l'Arménie pour longtemps.
- Q. L'instauration d'une paix, d'une stabilité et d'une coopération réelles et à long terme dans le CS exigera de l'Azerbaïdjan et de la Turquie qu'ils reconnaissent que, même si les questions qui les préoccupent le plus ont été résolues en totalité ou en grande partie, la partie arménienne a des problèmes tout aussi légitimes qui doivent encore être traités, et que leurs objectifs à long terme doivent donc tenir compte de ces problèmes.

1.2. Arménie

- A. Il est important de noter que l'Arménie post-soviétique est née d'un double défi : établir un État souverain soutenu par un système démocratique, et prendre en charge une question nationale qui avait besoin d'une solution - l'avenir du Karabakh. Dans la trajectoire de l'État arménien, ces deux dimensions se sont intensément entremêlées. (Voir l'annexe B.)
- B. La révolution de velours arménienne n'a pas produit de dividendes en matière de politique étrangère, de défense ou de sécurité ; elle n'a même pas été un atout sur le plan diplomatique pendant la guerre ou après la défaite. Pourtant, les citoyens arméniens ont choisi de rejeter une fois de plus les régimes autoritaires et pour la plupart corrompus des deux dernières décennies, démentant ainsi le calcul de certains selon lequel la défaite face à un régime autoritaire aurait renforcé leurs mains lors du retour au pouvoir. Ce sont les mêmes forces qui affirment également que les soupçons de la Russie à l'égard du dirigeant arménien et de ses références démocratiques ont retardé l'intervention de la Russie dans la guerre de 2020.
- C. Les politiques étrangère et de sécurité de l'Arménie ont été élaborées en réponse à une réalité du milieu des années 1990, constituée des facteurs suivants :
 - 1. Les États-Unis ont joué un rôle dominant et proactif dans les relations internationales et ont souvent fait office de force de contrainte pour les puissances régionales.
 - 2. La Russie a systématiquement contré la Turquie, membre de l'OTAN.
 - 3. La Turquie ne s'aventurerait pas dans le SC.

Ces hypothèses ne sont plus valables, ce qui signifie que l'environnement sécuritaire de l'Arménie a changé et que ses politiques doivent désormais refléter de nouvelles réalités.

- D. Une quatrième hypothèse, selon laquelle l'Arménie était protégée contre toute agression turque par son traité de 1997 avec la Russie, est toujours valable. Mais le soutien important apporté par la Turquie à l'Azerbaïdjan lors de la dernière guerre contre le Karabakh a suscité des inquiétudes et

des craintes. Ces préoccupations doivent être examinées avec la Russie et ces craintes doivent être traitées.

- E. Pourtant, la première tâche demeure : une évaluation correcte et objective de toutes les menaces. La Turquie a aidé l'Azerbaïdjan dans sa campagne militaire ; mais, malgré les alarmes et les avertissements forts et persistants, la Turquie n'a pas tué un seul citoyen arménien sur le sol arménien et ne lui a pas pris un pouce de territoire ; des soldats arméniens ont été tués par des drones turcs sur le théâtre des opérations lors de la dernière guerre du Karabakh.
- F. Lorsque les menaces sont exagérées et amplifiées, le pays manque des occasions de les traiter diplomatiquement, comme ce peut être le cas à l'égard de la Turquie ; lorsque les menaces sont sous-estimées, comme ce fut le cas à l'égard de l'Azerbaïdjan au cours des quelque vingt dernières années, le pays perd des guerres. La haine des deux voisins ne constitue ni l'essence d'un bon Arménien ni une bonne stratégie.
- G. Les possibilités de l'Arménie en matière de conception et de mise en œuvre d'options étrangères et de sécurité ont toujours été limitées ; aujourd'hui, elles le sont encore plus, surtout lorsque la sécurité est comprise dans son contexte le plus large.
- H. L'Arménie et le Karabakh ne peuvent ignorer le problème permanent de l'émigration, en particulier des jeunes. Cette tendance pourrait s'intensifier dans un avenir proche, surtout si ce qui est offert à la prochaine génération est l'incertitude, l'instabilité et la non-résolution des questions en suspens ou, pire, une autre guerre, autant de facteurs qui décourageront les investissements et encourageront l'émigration.
- I. Même si ce document n'aborde pas les questions extrêmement complexes qui agitent actuellement le front intérieur, il est nécessaire de souligner que pour les petits États, en particulier les États comme l'Arménie, qui se trouvent dans des conditions de sécurité précaires, il est pratiquement impossible de séparer la politique intérieure de la politique étrangère en raison du rôle important que les autres pays jouent dans presque tous les aspects de la vie de la république et dans l'esprit des décideurs politiques. Cette interconnexion fait peser une lourde charge sur les forces politiques et les gouvernements qui doivent présenter à la population les véritables problèmes et options de l'Arménie, les solutions qu'ils proposent et la stratégie qu'ils utiliseront pour mettre en œuvre leurs solutions.
- J. Les responsables gouvernementaux, politiques, intellectuels et médiatiques doivent aborder de manière intelligente et sensée le problème largement inexprimé, non étudié, mais manifestement réel qui touche certains segments de la société arménienne, ce que l'on pourrait appeler un sentiment anti-Karabakh qui a grandi pour un certain nombre de raisons. Ces sentiments doivent être abordés et traités de manière constructive et non politisée. S'ils ne sont pas abordés, les erreurs du passé se répéteront : les Karabakhtsis seront stigmatisés et les pragmatiques seront qualifiés de traîtres.

1.3. Karabakh

- A. Comme indiqué précédemment, la question du statut du Karabakh ne comprend pas une, mais deux composantes. La première est de savoir sous quelle souveraineté il fonctionne - sa propre souveraineté en tant qu'État indépendant ou celle d'un autre État ou mandat ? La seconde est de savoir comment il doit être gouverné.
- B. Le statut futur du Karabakh est-il déjà déterminé ou fait-il encore l'objet de négociations ? Les positions des différents acteurs sont contradictoires et, dans certains cas, s'excluent mutuellement. Cela ne présage rien de bon pour l'avenir :

1. En ce qui concerne le premier élément du statut, le président de l'Azerbaïdjan a déclaré que le problème était résolu : l'Azerbaïdjan, qui avait revendiqué la souveraineté *de jure* sur le Haut-Karabakh, en a désormais établi le contrôle *de facto*, à l'exception d'un segment du territoire autrefois autonome qu'il a temporairement confié aux forces de maintien de la paix russes. Les voisins et le reste de la communauté internationale sont d'accord avec l'Azerbaïdjan. Certains détails doivent être réglés, admet Bakou, mais ils pourraient l'être en temps voulu. Ces détails font partie de la deuxième composante du statut, le type et le degré d'autonomie dont les Arméniens pourront disposer. Les Arméniens disposeront-ils d'un Karabakh arménien autonome et défini territorialement ? Non, répond Bakou. À long terme, les Arméniens pourront vivre dans le Karabakh s'ils le souhaitent, mais ils le feront en tant que citoyens azerbaïdjanais et seront gouvernés comme tels, et ils voudront participer à l'économie florissante prévue dans cette région. Avant la guerre, le président de l'Azerbaïdjan avait déclaré que l'ancienne région autonome du Nagorny-Karabakh bénéficierait de l'autonomie sous l'égide de l'Azerbaïdjan. Mais c'était avant que l'Azerbaïdjan n'entre en guerre pour inverser les résultats de la première guerre du Karabakh. Il est difficile de dire si cette position peut changer à nouveau.
2. Le président de la Russie, qui a servi de médiateur pour la déclaration de cessez-le-feu, a déclaré plus d'une fois depuis la fin de la guerre que le Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan, qu'il n'est pas intervenu dans la guerre plus tôt parce qu'il considérait que le Karabakh faisait partie de l'Azerbaïdjan, et qu'il n'a envoyé ses troupes que lorsque l'Azerbaïdjan le lui a demandé. Il est donc clair que lorsque la Russie fait référence au problème du statut, elle se réfère à la deuxième composante du statut : savoir si ce qui reste du Karabakh sera un territoire auto-administré, si la solution envisagée par Bakou prévaudra, ou s'il y aura un autre arrangement.
3. Le ministre russe des Affaires étrangères a fait référence à la deuxième dimension avec deux déclarations quelque peu contradictoires : (1) Le groupe de Minsk de l'OSCE pourrait s'occuper de cette question, et (2) le statut devrait être discuté après quelques années, lorsque les Arméniens et les Azéris auront vécu ensemble et que d'autres pourront voir comment ils s'entendent, lorsque des solutions qui ne semblent pas possibles aujourd'hui, pourront être envisagées.
4. Les dirigeants du Karabakh considèrent que ces deux éléments ne sont pas résolus : ils ne reconnaissent pas la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le territoire ; ils ont déclaré catégoriquement qu'il ne restera aucun Arménien au Karabakh s'il se retrouve sous la suzeraineté de l'Azerbaïdjan ; ils évoquent toujours une campagne pour l'indépendance ; et n'ont aucun doute sur le fait que, quelles que soient les circonstances, il sera autonome. Pour ces dirigeants, le fait le plus important est la présence des troupes russes, qui représentent la Russie traditionnelle, protectrice des Arméniens, à laquelle les dirigeants du Karabakh lient désormais l'avenir du territoire.
5. La déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre 2020, qui est plus qu'un accord mais moins qu'un traité, ne traite pas explicitement de la question du statut. Cependant, la première phrase du paragraphe 4 de ce document indique que les forces arméniennes se retireront du Karabakh, parallèlement à l'introduction des forces de maintien de la paix russes. La question est de savoir pourquoi elles devraient le faire. Pour certains, la réponse implicite est que les forces arméniennes n'ont aucun droit d'être là car le Karabakh est un territoire azerbaïdjanais. Néanmoins, à ce jour, le gouvernement arménien n'a fait aucune déclaration allant dans le sens de cette évaluation, et certains éléments indiquent qu'il considère toujours que l'Artsakh ne fait pas partie de l'Azerbaïdjan et que le Groupe de Minsk doit continuer à négocier l'avenir du Karabakh.
6. Aucun pays, aucun dirigeant étranger, aucune organisation régionale ou internationale n'a condamné l'Azerbaïdjan pour avoir déclenché une nouvelle guerre et reconquis non

seulement les sept districts occupés, mais aussi la partie sud de l'ancienne RAHK et Shushi. Il n'y a eu aucune condamnation, et encore moins de demande d'inversion des résultats, même si la campagne de l'Azerbaïdjan comportait un certain nombre de dimensions qui défiaient les normes internationales.

7. On peut donc supposer qu'au moins les voisins et la communauté internationale, y compris les "amis de l'Arménie", ont réaffirmé leur position selon laquelle le Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan, et que les moyens utilisés par l'Azerbaïdjan pour obtenir cette victoire n'ont pas fait et ne feront pas de différence.
 8. Ceux qui insistent pour dire qu'il en va autrement sont en proie à un nouveau cycle d'auto-illusion. Poursuivre toute autre solution, telle qu'un Karabakh indépendant, est non seulement inutile mais aussi, dans les circonstances actuelles, potentiellement dangereux.
- C. Des incertitudes subsistent quant au niveau et au type d'autonomie que les Arméniens du Karabakh pourraient obtenir, tandis que les forces de maintien de la paix russes sont toujours à la recherche d'un mandat clairement défini et de règles d'engagement mutuellement acceptées. Les options du Karabakh seront encore plus limitées que celles de l'Arménie. Tant qu'ils seront au Karabakh, les casques bleus russes seront probablement ceux qui détermineront si l'armée du Karabakh existe et, si oui, pour combien de temps et à quelles fins. Bakou a déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité pour le Karabakh d'avoir des soldats.
- D. Ces incertitudes ne sont pas forcément propices au retour de tous les Karabakhtsis chez eux et à leur engagement à long terme à y rester. Et ni la Russie ni l'Azerbaïdjan ne semblent pressés de lever cette incertitude.
- E. La Russie est à l'aise avec la nature hybride de la Déclaration du 10 novembre (qui n'est ni un simple cessez-le-feu ni un traité international à part entière), car cette déclaration sert ses intérêts, à l'exception des tentatives de clarification du mandat de ses troupes de maintien de la paix. La Russie aimerait consolider sa présence en Azerbaïdjan avec un mandat clair ; l'Azerbaïdjan a jusqu'à présent habilement esquivé ces tentatives.
- F. Du point de vue de l'avenir de la région, qui va se trouver sous une sorte de condominium russo-turc (et iranien ?) pour les prochaines années au moins, et où dans le même temps la principale difficulté est l'incertitude, l'une ou les deux puissances régionales peuvent être plus affirmées ou moins affirmées à moyen terme. Les soldats de la paix russes pourraient être invités à partir dès 2025, à la fin du premier mandat de cinq ans, ou à tout intervalle de cinq ans par la suite. Bien que l'ancrage de la Russie au Karabakh laisse penser qu'elle fera tout son possible pour y rester longtemps, Moscou peut décider, au moins hypothétiquement, de mener une politique différente pour des raisons qui lui sont propres.
- G. Toute politique ou action reflétant une politique de rejet de la Déclaration du 10 novembre, ou une tentative d'inverser par la force l'issue de la guerre consacrée dans ce document, peut constituer une raison pour l'Azerbaïdjan de relancer les hostilités militaires contre ce qui reste du Karabakh, et éventuellement de répéter sa campagne de pression sur la frontière arménienne.
- H. Il ne faut pas oublier que, bien qu'il ne leur ait pas été demandé de signer la déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre 2020, les dirigeants du Karabakh ont exhorté le Premier Ministre arménien à accepter n'importe quelle condition et à signer la déclaration afin de mettre un terme aux avancées azerbaïdjanaises. Ainsi, les autorités du Karabakh ont bénéficié de l'action de l'Arménie et portent une responsabilité à cet égard.
- I. La Déclaration de novembre comporte des ambiguïtés, dont certaines sont constructives. Ces ambiguïtés offrent la possibilité d'améliorer la position de l'Arménie par des négociations adroites et bien intentionnées avec l'Azerbaïdjan.

- J. C'est au regard de ces ambiguïtés et incertitudes que l'Occident a l'intention de s'injecter à nouveau activement dans les discussions et les négociations, dont l'Azerbaïdjan, la Russie et la Turquie ne voient pas la nécessité. La partie arménienne, en particulier l'Arménie, peut être en mesure de tirer parti d'un retour de l'Occident, à condition de ne pas (a) mal interpréter les raisons pour lesquelles il souhaite s'impliquer davantage dans la question et (b) surestimer ce que l'Occident peut et est prêt à fournir.
- K. En planifiant les politiques qui lieront la communauté internationale au conflit du Karabakh, l'Arménie et le Karabakh doivent réaliser que le résultat de la guerre a (a) réduit la portée des nombreuses dimensions du conflit, et (b) l'a régionalisé, par rapport au caractère plus internationalisé qu'il avait avant la guerre.
- L. Le conflit s'est également déplacé vers les frontières de l'Arménie. L'Azerbaïdjan utilise une rhétorique agressive, y compris la menace d'une nouvelle guerre, accompagnée d'actions militaires à sa frontière avec l'Arménie, dans la poursuite de deux objectifs : (a) contraindre l'Arménie à ouvrir une sorte de lien spécial de communication/transport entre l'Azerbaïdjan occidental et le Nakhitchevan, demandé dans la Déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre 2020. Bakou pense qu'il devrait s'agir d'un corridor équivalent à celui de Lachin ; l'Arménie pense qu'il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse d'un arrangement spécial, que des communications ouvertes et normales seraient suffisantes ; et (b) contraindre l'Arménie à reconnaître officiellement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, ce qui, à son tour, déclencherait sa propre reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Arménie et mettrait éventuellement fin à son comportement déstabilisateur d'après-guerre. Ces deux questions interdépendantes constituent la décision politique peut-être la plus difficile pour l'Arménie. Leur résolution, que ce soit sous la forme de l'option préférée de l'Arménie ou de l'option préférée de l'Azerbaïdjan, aura des conséquences importantes pour le territoire de l'Arménie, son économie et les communautés locales concernées. Par conséquent, l'Arménie doit considérer comme une priorité de sa politique étrangère le fait de faire partie des décideurs et des parties prenantes de cette résolution.

1.4. Nécessité d'un débat

- A. Pour un pays dont les choix ont déjà été limités, la nécessité d'un discours et d'un débat normaux, par opposition aux abus verbaux et aux bruits hystériques qui rendent la discussion impossible, est cruciale.
- B. Le débat peut commencer en répondant à quelques questions interdépendantes et immédiatement pertinentes : l'Arménie et le Karabakh acceptent-ils la Déclaration tripartite du 10 novembre 2020 ? Si oui, alors quoi ? Si non, comment un gouvernement arménien ou les autorités du Karabakh proposeraient-ils de la modifier ? Si par des négociations, avec qui ? Si par la guerre, comment ? La reconstruction de l'Arménie se fera-t-elle sur la base des nouvelles réalités, ou l'Arménie vise-t-elle à changer les réalités et à placer l'Arménie sur un pied de guerre constant ?
- C. Pour un débat fructueux sur ces questions et sur d'autres, il est important de déterminer si les divergences d'opinion sont le résultat (a) de différences fondées sur des analyses rationnelles et vérifiables, et sont donc une question d'interprétations ; (b) d'une nature strictement politique, ce qui signifie que les positions et les politiques ne sont que des outils pratiques pour atteindre le pouvoir ; et (c) d'une nature philosophique, ce qui signifie qu'il existe des gouffres profonds dans la façon dont les différents groupes voient l'avenir de l'Arménie, des Arméniens et de leur relation avec la région et le monde.
- D. La prochaine question à laquelle il convient de répondre maintenant est la suivante : quel type d'Arménie ses dirigeants et son peuple envisagent-ils pour l'avenir, compte tenu des capacités et du potentiel de la nation, de ses atouts réels et de ses limites ? La réponse à cette question déterminera, ou du moins devrait déterminer, les politiques arméniennes à court et à long terme. Les illusions ne doivent pas être présentées comme des visions. Les visions, contrairement aux

illusions, doivent correspondre à des atouts, qu'ils soient actuellement détenus ou qu'ils puissent être raisonnablement obtenus grâce à des stratégies et des investissements de ressources appropriés et intelligents. L'Arménie et les Arméniens ne doivent pas oublier que l'objectif de créer un État viable, fonctionnel - en un mot, normal - est au moins une condition préalable à toute autre sorte de vision qu'ils pourraient chérir.

- E. Il n'y a pas de honte à reconnaître ses faiblesses, y compris celles par rapport aux autres. Il est préjudiciable de ne pas le faire. La rhétorique dure et le maximalisme ne redresseront pas le déséquilibre, si ce n'est sur la scène domestique des politiciens. Tout le monde voit les vulnérabilités de l'Arménie et du Karabakh. On ne peut pas compenser l'importance de ses faiblesses actuelles en projetant d'être une superpuissance demain, ce qui nécessite de garder les citoyens dans l'ignorance ou, pire, de les aveugler.
- F. Il est important de garder à l'esprit que ce que les dirigeants arméniens disent et font a des résultats aussi importants que ce que les autres disent et font.
- G. Les dirigeants et les citoyens arméniens pourraient choisir de s'engager dans un débat sur ces questions et d'opter pour une réponse. Il est de la responsabilité des partis politiques, des élites intellectuelles et des médias de présenter aux citoyens des choix crédibles, qui sont la clé de la consolidation des aspirations de l'Arménie à être un État fonctionnel et plus encore.

Section 2. Recommandations

Avant de s'engager dans des préoccupations et des recommandations spécifiques, il est très utile de rappeler trois principes généraux d'une importance fondamentale pour l'avenir de l'Arménie, formulés en 2018 par feu Rouben Shougarian, diplomate distingué :

- A. L'Arménie doit mettre de l'ordre dans ses affaires.
- B. L'Arménie doit concilier les intérêts de l'État et de la nation, en général, mais surtout dans les moments de conflit et de guerre.
- C. L'Arménie devrait avoir une discussion sérieuse sur l'identité nationale qui puisse conduire à un consensus sur la place de l'Arménie sur le plan culturel et politique.⁷

Il existe quatre façons de concevoir une politique :

1. Par réflexe ou par orgueil
2. En pensant aux intérêts des institutions ou des partis
3. En simulant l'analyse : partir d'une opinion ou d'une croyance, la présenter comme la conclusion d'une délibération sérieuse, puis faire de l'ingénierie pour trouver des faits et des arguments qui la justifient.
4. En posant réellement la bonne question, en analysant et en évaluant sans préjuger des résultats, et en envisageant des changements et modèles à court et à long terme qui conduisent aux meilleurs résultats possibles.

Les auteurs de ce rapport estiment que l'Arménie et le Karabakh ne peuvent plus se permettre le luxe des trois premières voies, qui peuvent conduire, et ont conduit, à des politiques fondées sur des illusions, entraînant des conséquences catastrophiques.

⁷ Rouben Shougarian, *Does Armenia Need a Foreign Policy?* 2e édition, 2019, p. 269-270. (Voir l'annexe D pour une citation étendue et représentative de ce volume).

Les recommandations des auteurs porteront sur deux étapes : l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre.⁸

La première étape concerne les préoccupations immédiates. Que faut-il faire, et que faut-il **NE PAS** faire **MAINTENANT** ? Les petits États, en particulier ceux qui se trouvent dans une situation désespérée, provoquent souvent des catastrophes supplémentaires en ne disposant pas d'une liste de ce qu'il ne faut PAS faire.

2.1. Préoccupations immédiates

Mesures à prendre dès maintenant

- A. Le gouvernement arménien et les forces politiques arméniennes doivent reconnaître toute les natures et la profondeur des pertes subies par l'État et le peuple qui entravent la capacité de l'Arménie à élaborer et à mettre en œuvre une politique, ainsi que la réduction des choix politiques désormais disponibles. Sans un tel inventaire, un gouvernement est davantage susceptible de commettre de nouvelles erreurs.
- B. Il est nécessaire de créer une commission d'enquête indépendante sur les processus et les étapes qui ont conduit l'Arménie à la guerre, et sur les raisons de sa défaite, par opposition à la pratique néfaste des fuites d'informations partielles. Une telle commission devrait avoir toute autorité pour enquêter, mais elle doit être indépendante du gouvernement et libre de toute influence ou interférence politique. L'enquête devrait être empirique et apolitique.
- C. Le gouvernement et les forces politiques doivent évaluer de manière complète, honnête et réaliste la signification des politiques et des positions des autres pays, proches et lointains, des organisations internationales et des médiateurs avant, pendant et immédiatement après la guerre, par rapport à la guerre elle-même et aux positions prises par les parties au conflit.
- D. Le gouvernement devrait peser très soigneusement toute mesure ou politique qui ne reconnaîtrait pas une simple réalité : actuellement, le sort du Karabakh dépend beaucoup plus de la Russie et de l'Azerbaïdjan, peut-être aussi de la Turquie, et sans doute aussi de l'Iran. Ces pays ont également beaucoup à dire sur les choix de l'Arménie et sur sa capacité à mettre en œuvre sa propre politique. Le gouvernement serait donc avisé d'examiner sérieusement la manière la plus productive de traiter avec ces États.
- E. Le gouvernement devrait entamer un processus de redéfinition du concept de défense et de la finalité de ses forces armées, y compris le rôle de son armée de l'air, une branche extrêmement coûteuse de l'armée de terre qui n'a pas joué de rôle dans la dernière guerre ; il devrait reconstituer ses forces armées en tenant compte des nouvelles réalités et des nouvelles technologies et sur la base de la redéfinition de son concept de défense.
- F. Le gouvernement devrait entamer une révision de sa stratégie de sécurité, y compris la recherche de nouvelles alliances.
- G. Le gouvernement devrait initier une revue approfondie de sa politique étrangère, mais aussi réévaluer sa diplomatie ainsi que la préparation des diplomates et ré-imaginer le rôle du ministère des Affaires étrangères.
- H. Le gouvernement devrait réduire les tensions avec l'Azerbaïdjan et la Turquie et ouvrir avec eux des lignes de communication - discrètes ou non - pour comprendre et évaluer leurs politiques, de manière franche et calme. Ces discussions pourraient évoluer vers des négociations sur des

⁸ Ce rapport ne traitera pas des questions imminentes, telles que le retour des civils et des prisonniers de guerre toujours détenus par l'Azerbaïdjan, et d'autres crises humanitaires immédiates émanant de la guerre et traitées dans la Déclaration du 10 novembre 2020.

questions d'intérêt mutuel actuel et futur. Les voisins et la communauté internationale sont tenus de soutenir de telles initiatives. Cela inclut la Russie, qui l'a déclaré explicitement.

- I. Le gouvernement devrait inviter les meilleurs esprits possibles en Arménie et dans la diaspora à participer à toutes les enquêtes et études susmentionnées, y compris des experts dans les domaines des technologies de l'information et de la cybernétique.
- J. Le gouvernement doit évaluer son personnel de négociation et de décision avec une attention particulière.
- K. Le nouveau gouvernement devrait agir en partant du principe que l'entrée dans un nouveau statu quo de ni guerre ni paix sera un trop lourd fardeau en raison des faiblesses actuelles de l'Arménie à plusieurs niveaux, et qu'il entraverait les progrès dans de nombreux domaines de la vie sociale et économique. Ce fait doit également être communiqué clairement et sans équivoque au peuple arménien.
- L. L'Arménie peut et doit jouer un rôle de premier plan dans le développement des ressources humaines en offrant un niveau élevé d'assistance économique et sociale au Karabakh.
- M. Un point de l'accord avec le Karabakh devrait être que le mieux qu'il puisse faire actuellement est de désamorcer la situation avec l'Azerbaïdjan afin que les dirigeants azerbaïdjanais soient encouragés à entrer en contact avec les autorités du Karabakh, et vice versa.
- N. Enfin, très bientôt, l'Arménie devra prendre une décision fondamentale et stratégique concernant le type de réponse qu'elle adoptera face aux nouvelles situations qui ont été créées, le type d'État et de société qu'elle veut être, et le rôle qu'elle assumera dans la région du Caucase du Sud. Une fois ce choix effectué, il devrait être présenté et expliqué de manière exhaustive au peuple arménien et aux Arméniens. Tous deux méritent d'être informés de leur situation et des options qui s'offrent à eux si l'Arménie veut éviter de devenir un État en déliquescence mais au contraire devenir un acteur important dans la région et au-delà. (Voir les options décrites dans les Conclusions).

Ce qui ne doit PAS être fait

- A. Le gouvernement ne doit pas s'appuyer sur des politiques et une rhétorique réflexives et réactives dans son discours diplomatique. Les options diplomatiques de l'État ne peuvent être limitées par l'antagonisme réflexif et la rhétorique hostile que certaines forces politiques affichent à l'égard de deux, voire trois, des quatre voisins de l'Arménie, et qui sont facilement confondus avec une politique ou une stratégie.
- B. Le gouvernement ne doit pas confondre le lobbying avec la diplomatie, et il ne doit pas être influencé par les normes et les objectifs du lobbying. La diplomatie est la poursuite, sur la scène internationale, des intérêts des grandes et des petites nations ; le lobbying est la tâche des organisations communautaires de la diaspora, qui doivent obéir aux lois et aux règles des pays d'accueil, qui ne peuvent pas trop s'éloigner des intérêts de ces pays, et qui sont également soumises à des rivalités intracommunautaires et à des considérations locales. Les intérêts de sécurité du peuple et de l'État d'Arménie et du Karabakh ne peuvent être subordonnés aux exigences des organisations de lobbying.
- C. De même, le gouvernement et les forces politiques ne doivent pas confondre l'agenda de la nation avec celui de l'État. La "nation" comprend tous les Arméniens, où qu'ils soient dans le monde et quels que soient les régimes et les gouvernements sous lesquels ils vivent. L'État est une entité territorialement définie avec une population clairement définie dont il est responsable de la sécurité et du bien-être, conformément aux droits et obligations internationaux. L'État dispose d'un gouvernement qui est responsable devant et pour sa population. Les intérêts vitaux de l'État et de

la population dont l'État est responsable ne doivent pas être dilués, voire subvertis, en essayant de plaire aux communautés de la diaspora.

- D. Le gouvernement devrait résister à la tentation de fonder sa diplomatie actuelle sur des arguments visant à prouver que l'Azerbaïdjan a gagné la guerre de manière injuste, ce qui revient à faire de la diplomatie par justification de la défaite et à mendier de la sympathie. Les autres gouvernements connaissent mieux que les gouvernements arméniens l'aide que la Turquie et les djihadistes islamistes ont fournie à l'Azerbaïdjan. Ces faits ne rendent pas la victoire de l'Azerbaïdjan moins conséquente, ni la défaite de l'Arménie moins palpable.
- E. Le gouvernement ne devrait pas penser que le but de la politique étrangère est de trouver ce qui ne va pas dans les déclarations et les actions de l'Azerbaïdjan et de la Turquie et d'en faire la publicité, ou de baser sa politique étrangère sur celles-ci. Le gouvernement devrait plutôt prendre en considération toutes les paroles et actions de ces deux pays et comprendre les politiques complexes et parfois contradictoires de la Turquie et de l'Azerbaïdjan dans leur intégralité, de peur que l'Arménie ne rate des ouvertures et des occasions de discuter et éventuellement de résoudre des problèmes par la diplomatie.
- F. La diplomatie arménienne devrait éviter, et se montrer prudente, face à toute instrumentalisation conjecturale par les grandes puissances des problèmes actuels de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. Les autres gouvernements n'ont pas d'"amis" ou d'"ennemis" permanents". De telles instrumentalisations sont, par définition, possibles en raison d'alignements temporaires des intérêts d'autres États, et sont donc susceptibles de changer ou de s'inverser à tout moment. Il peut y avoir un bénéfice net d'une telle instrumentalisation, mais les conséquences négatives pourraient être beaucoup plus importantes.
- G. Le gouvernement arménien ne devrait pas confier à d'autres gouvernements des rôles que ces pays ne peuvent assumer, qu'ils n'ont d'ailleurs pas assumés et qu'ils ont clairement indiqué qu'ils n'assumeraient pas. Il ne devrait donc pas confier à ses diplomates des missions impossibles à réaliser.
- H. L'Arménie ne doit pas compter sur "l'effondrement imminent" d'un pays ennemi particulier, ni sur l'élimination ou la défaite d'un dirigeant antagoniste particulier. Même dans leur état le plus faible, la plupart des pays qui entourent l'Arménie et qui comptent sont plus forts que l'Arménie.
- I. Le gouvernement devrait éviter de s'appuyer sur le dénigrement d'États et de gouvernements antagonistes pour paraître plus occidental, plus démocratique et plus respectueux des droits de l'homme. Il s'agit au mieux de simples diversions qui semblent couvrir l'absence d'un véritable objectif ou d'une véritable stratégie politique.
- J. Le gouvernement et les dirigeants politiques ne doivent pas confondre fantasme avec l'imagination politique ou un programme visionnaire. Le premier se caractérise par l'absence de tout lien avec la réalité, la seconde est fondée sur des objectifs et des méthodes réalisables et réalistes qui n'ont pas été utilisés ou conçus.
- K. Le gouvernement ne doit pas supposer que ce qui est mauvais pour l'Azerbaïdjan et la Turquie est nécessairement bon pour l'Arménie et le Karabakh, ou que ce qui est bon pour eux est nécessairement mauvais pour la partie arménienne.
- L. Le gouvernement et les dirigeants politiques doivent comprendre que les slogans, les déclarations d'objectifs nobles et les valeurs morales ne constituent pas une feuille de route pour un redressement ciblé et à long terme.
- M. Le gouvernement ne devrait pas confier aux institutions et agences publiques des responsabilités et des objectifs qu'elles ne peuvent pas atteindre afin de prétendre être l'auteur de plans et d'idéaux nobles.

- N. Compte tenu de l'état actuel de ses forces armées, le gouvernement arménien devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter la reprise des hostilités militaires, quels que soient les objectifs adoptés à long terme. L'Arménie et le Karabakh ne peuvent se permettre de nouvelles mésaventures et d'erreur de calculs.

2.2. Recommandations pour l'élaboration d'une politique étrangère à long terme

1. Sur le Karabakh

Voici les hypothèses possibles concernant l'avenir du Karabakh :

- A. **L'indépendance** : C'était l'objectif avant la guerre et il figure toujours sur la liste des objectifs de politique étrangère du Karabakh, bien qu'il ne soit plus le principal. La campagne était basée sur le droit d'un peuple à l'autodétermination. Malgré cela, l'indépendance est moins envisageable après la guerre qu'avant, pour des raisons qui ont été évoquées plus haut dans ce rapport.
- B. **La sécession réparatrice** : Il s'agit d'une autre voie vers l'indépendance, utilisée en relation avec le Kosovo. Cependant, la raison pour laquelle l'Occident a créé et utilisé cette voie était davantage liée à des intérêts géopolitiques qui ne s'appliquent pas au Karabakh. Au contraire, ici, les intérêts géopolitiques des autres États imposent la non-reconnaissance de l'indépendance du Karabakh en toute circonstance, à moins que l'impossible ne soit rendu possible et que l'Azerbaïdjan ne l'accepte.
- C. Un **protectorat russe** d'une forme ou d'une autre : C'est le statut actuel et il s'applique à la partie du Karabakh qui n'est pas sous le contrôle direct de l'Azerbaïdjan. Ce statut, ou toute autre version de celui-ci, peut-il être la solution ? La déclaration de cessez-le-feu établissant la force de maintien de la paix peut être renouvelée tous les cinq ans. Mais on peut exclure que cela se produise indéfiniment, car l'Azerbaïdjan peut demander que les Russes se retirent à un moment donné dans l'avenir ou, ce qui est moins probable, la Russie décide de se retirer. L'incertitude induite par cette situation peut être un sérieux facteur de dissuasion pour la stabilité et la confiance dont les Arméniens du Karabakh ont besoin pour revenir et se reconstruire. En outre, tout comme l'Azerbaïdjan a perdu patience en attendant une solution négociée, il pourrait, dans ce cas également, arriver à un point où il ne peut plus tolérer la présence de troupes russes ou le rejet par les Arméniens du Karabakh de la logique issue de la guerre. La question à laquelle il faudra répondre est la suivante : la Russie insistera-t-elle pour rester en Azerbaïdjan si ce dernier exerce son droit de mettre fin à la présence russe ?
- D. **Remplacement des forces de maintien de la paix russes par celles d'un autre pays, éventuellement non coprésident de l'OSCE** : La Russie s'opposerait à une telle mesure car elle menacerait ses intérêts dans la région ; l'Azerbaïdjan pourrait l'accueillir favorablement car elle serait moins menaçante pour sa souveraineté ; le Karabakh s'y opposerait certainement car il ne fait pas confiance aux autres et aurait le sentiment de trahir la Russie.

Nous avons donc des scénarios qui accentuent au lieu de réduire l'écart entre les positions mutuellement exclusives entre le Karabakh et l'Azerbaïdjan, l'Azerbaïdjan et la Russie, la Russie et l'Occident, et probablement le Karabakh et l'Arménie. Ces multiples antagonismes ne sont pas de bon augure pour le sentiment de sécurité que les Arméniens doivent posséder pour retourner au Karabakh ou pour décider s'ils peuvent y rester ou doivent le quitter.

Une cinquième possibilité existe pour l'avenir du Karabakh :

- E. **Un compromis entre le Karabakh et l'Azerbaïdjan** : acceptation par le Karabakh de la souveraineté azerbaïdjanaise en échange d'un statut territorialement défini, assorti d'un haut niveau d'autonomie, de garanties russes/internationales et d'une certaine forme de présence russe/

internationale. Cette option peut éventuellement être considérée comme un plan de réserve, également.

Cette cinquième option est considérée par de nombreux Karabakhtsis comme une voie certaine vers la "Nakhitchévanisation" du Karabakh, c'est-à-dire la lente dilution de sa majorité arménienne et la perte définitive du territoire. Ce risque existe, bien sûr. Mais il faut procéder à une analyse sérieuse et objective avant d'envisager le pire et de le considérer comme le plus probable. Une telle analyse devrait considérer que le Karabakh en soi n'est plus une menace pour l'Azerbaïdjan, et répondre à la question suivante : Est-il possible que Bakou ait ses propres raisons pour que les Arméniens restent au Karabakh ? Trop d'hypothèses sont considérées comme des vérités, et trop peu d'entre elles sont examinées à travers le prisme de cette logique, ce qui limite les options qui mériteraient au moins d'être examinées.

Il est bon de le répéter : viser l'impossible risque de mener à tout perdre ; travailler vers ce qui est possible et ce qui peut être sauvé a plus de chances de produire des résultats.

- A. Idéalement, toute différence entre les choix faits par le Karabakh et l'Arménie devrait toujours être soumise au même objectif global : préserver la population arménienne du Karabakh sur ses terres ancestrales, assurer sa sécurité, mais aussi veiller à ce qu'elle soit aussi libre que possible ; et sacrifier la plus petite partie possible de la souveraineté au profit d'une sécurité accrue et de la satisfaction des besoins existentiels des individus et des communautés concernés.
- B. Pourtant, l'Arménie peut et doit conclure que sa propre sécurité, sa stabilité et son bien-être à long terme exigent une normalisation des relations avec l'Azerbaïdjan. L'Arménie doit également accepter que (a) le Karabakh semble avoir pris sa décision de laisser de côté toutes les options, à l'exception de la dépendance totale à l'égard de la présence des troupes russes, quoi qu'en pense l'Arménie, et (b) Erevan a peu de prise sur ce que l'avenir réserve au Karabakh. Dans ces circonstances, l'Arménie pourrait devoir décider s'il est sage d'adopter la position du Karabakh sur un avenir qui exclut toute considération d'autres options et toute négociation, mais que Stepanakert exhorte l'Arménie à adopter au péril de celle-ci.
- C. Au Karabakh, l'objectif devrait être de négocier les droits de la population locale plutôt que de formuler une solution de type idéal comme objectif ultime et non négociable. Pour atteindre cet objectif, la population locale devrait participer activement aux négociations sur le statut du territoire. Il n'est plus question de l'indépendance du Karabakh ou de son rattachement à l'Arménie, mais de sa non-intégration à l'Azerbaïdjan et de son droit ultime à l'autodétermination. Les dirigeants du Karabakh devraient procéder à leur propre analyse sérieuse et objective des options et des risques réels, et communiquer leur processus de réflexion à leur propre peuple.
- D. La clé de la résolution à long terme du conflit pourrait ne pas résider dans des négociations limitées aux questions du Haut-Karabakh ; elle pourrait plutôt être liée à la mise en œuvre d'une politique étrangère arménienne efficace au sein d'une nouvelle architecture de sécurité européenne et eurasienne. Cela nécessitera un savant dosage, une éventuelle cooptation de ces objectifs par la Russie et les autres médiateurs, et leur acceptation par la population locale. Contrairement à l'indépendance, cependant, il s'agirait d'un objectif réalisable étant donnée la possibilité d'une constellation d'intérêts plus réceptive entre les principaux acteurs.
- E. À court terme, les principales décisions seront prises à Moscou, Ankara et Bakou, mais les positions d'Erevan doivent être correctement conçues et défendues. Le futur gouvernement arménien devrait donc adopter une double approche : ouvrir des voies de communication directes avec Bakou et Ankara, faciliter l'ouverture de liens économiques dans la région, s'engager sur d'autres questions d'intérêt mutuel et exprimer clairement sa volonté de construire des relations de bon voisinage.

En fin de compte, les dirigeants et la population du Karabakh doivent procéder à une analyse approfondie de la gestion des risques, en gardant à l'esprit les erreurs de calcul qu'ils ont commises avant la guerre de 2020. Les dirigeants du Karabakh et de l'Arménie doivent peser les risques liés à chaque option disponible,

car il n'y a pas de bonne solution : il n'y a même pas de mauvaise solution, dans la mesure où les solutions disponibles sont soit très mauvaises soit pires. Quelle option a une plus grande probabilité d'assurer une vie sûre et à long terme pour un Karabakh arménien ? Pendant plus de deux décennies, la réflexion sur le Karabakh a été si rigide que ni les dirigeants du Karabakh ni ceux de l'Arménie n'avaient de plan de réserve au cas où leur premier plan échouerait. Ils ne devraient pas se retrouver dans la même position aujourd'hui.

2. Sur l'Arménie

- A. L'Arménie doit adopter un guide clair pour ses politiques étrangères et de sécurité, fondé sur de multiples scénarios possibles. L'objectif doit être la préservation et la consolidation de la souveraineté, non pas comme un slogan ou un trait abstrait, mais comme un mécanisme essentiel pour la définition et la poursuite indépendantes des intérêts nationaux et de la forme de gouvernement que son peuple choisit d'avoir. Le meilleur moyen d'y parvenir est de résoudre ses conflits avec ses voisins, de réduire les menaces réelles qui pèsent sur sa souveraineté et son territoire, et d'adopter une méthode pacifique et représentative de sélection des dirigeants qui définiront et poursuivront les intérêts de l'État.
- B. L'Arménie doit s'efforcer de retrouver le degré de souveraineté qu'elle a perdu. Mais elle doit chercher une voie vers le rétablissement en manœuvrant dans le domaine des possibilités, qui sont maintenant définies par de nouvelles et dures réalités. Exagérer la volonté de l'Occident d'aider l'Arménie tout en soumettant le comportement de la Russie à des tests moraux n'est pas cette voie. Ni dans le traité de 1997 avec la Russie, ni dans aucun autre document depuis, la Russie n'a promis d'aider militairement le Karabakh en cas de guerre avec l'Azerbaïdjan. Au contraire, la Russie a déclaré à plusieurs reprises qu'elle considère le Karabakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan et qu'elle ne reconnaît pas l'indépendance du Karabakh, et elle a insisté pour que les sept districts autour du Karabakh sous contrôle arménien soient restitués. Pour compliquer encore le tableau, la Russie savait que certaines des armes qu'elle vendait à l'Arménie étaient transférées sur le front du Karabakh ; et l'Arménie savait que la Russie vendait également des armes à l'Azerbaïdjan.
- C. Outre une collaboration étroite avec la Russie et la mise en place d'une défense solide, le meilleur moyen d'atteindre ses objectifs est d'entamer un dialogue avec toutes les parties concernées, même si c'est séparément et confidentiellement dans un premier temps, dans un cadre exploratoire et informel.
- D. L'Arménie devrait donc prendre l'initiative d'élaborer un cadre global pour un dialogue avec l'Azerbaïdjan, en abordant les questions litigieuses une par une, afin de parvenir à la normalisation des relations.
- E. En temps voulu, l'Arménie doit procéder à une évaluation réaliste et impartiale des menaces perçues et prendre des mesures visant d'abord à apaiser/éliminer les tensions, puis à œuvrer à la normalisation des relations en tant que partie intégrante d'un système de sécurité à long terme.
- F. À cet égard, l'évolution du groupe de travail intergouvernemental sur la démarcation des frontières avec l'Azerbaïdjan constituera une étape importante. Quoi qu'il en soit, compte tenu du peu d'enthousiasme à tenir ses engagements d'allié démontré jusqu'à présent par la Russie, l'Arménie devrait également chercher d'autres moyens de sécuriser ses frontières.
- G. L'arménophobie institutionnalisée en Azerbaïdjan et en Turquie serait l'un des domaines à discuter avec ces deux pays. Une paix consolidée avec eux nécessitera un autre type de rhétorique, qui devrait passer d'une insistance humiliante sur la subordination à une coexistence, tant en théorie qu'en pratique.

- H. L'Arménie doit faire comprendre à ses citoyens que l'ouverture des lignes de communication et des routes est un instrument permettant de normaliser les relations de voisinage à long terme, ainsi que d'ouvrir la voie à une coopération régionale à petite échelle. De telles mesures n'apporteront pas la paix par elles-mêmes. Mais elles offriront une chance de faire de la guerre une option plus coûteuse à l'avenir pour toutes les parties prenantes du conflit.
- I. Comme c'est le cas en général pour toutes les frontières de l'Arménie, la priorité première et la plus urgente concernant Syunik doit être sa protection et sa défense, notamment par l'utilisation de technologies modernes de surveillance/information. Ce processus de protection et de défense doit cependant être rendu compatible avec une perspective à moyen terme d'internationalisation de la vie dans la région, impliquant une variété de partenaires internationaux, et sur fond de levée des blocus.
- J. Enfin, dans une perspective à long terme d'auto-projection de l'Arménie dans sa région et au-delà, l'Arménie peut et doit sérieusement envisager les avantages de développer une politique étrangère et de sécurité basée sur la neutralité, communément évoluée avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan sur une période de temps. Ainsi, les menaces perçues et réelles pour sa sécurité et celle de ses voisins diminueraient. Dans des circonstances appropriées, une telle approche peut également être soutenue par les trois principaux voisins de la région - l'Iran, la Turquie et la Russie - ainsi que par la communauté internationale au sens large. À long terme, la neutralité, aussi étiquetée soit-elle, peut constituer une alternative plus sûre et plus permanente aux options qui ont dominé le discours sur ce sujet jusqu'à présent : pro-russe, pro-occidentale et la politique de complémentarité. (Voir l'annexe C.)

3. Sur les diplomates et le ministère des affaires étrangères

- A. Le point le plus important en ce qui concerne la diplomatie et les diplomates arméniens est le suivant : la diplomatie doit être considérée comme une composante intégrale du système de sécurité de l'Arménie, au même titre que les forces armées et les alliances. Cette approche est vitale, surtout pour un petit pays aux ressources limitées comme l'Arménie. La diplomatie ne doit pas être considérée uniquement comme un service de relations publiques. Lorsqu'elle est utilisée de manière efficace et réfléchie, la diplomatie est aussi susceptible de réduire ou de neutraliser les menaces et les dangers que les guerres et les armées - si ce n'est plus.
- B. L'éducation des diplomates devrait être améliorée et refléter la position qui leur est assignée au point A, ci-dessus.
- C. Le système d'affectation des diplomates aux postes doit être rendu plus cohérent et pleinement méritocratique.
- D. Le système d'éducation des diplomates devrait inclure l'imprégnation du diplomate dans l'histoire, la culture et la politique du pays ou de la région où il est affecté.
- E. Le gouvernement devrait créer une école nationale de diplomatie, soutenue par des partenariats avec d'autres écoles, mais où les intérêts de l'État sont enseignés.
- F. L'école diplomatique devrait bénéficier de l'expérience et des compétences précieuses d'un certain nombre d'anciens hauts fonctionnaires, au profit du personnel actuel et de la prochaine génération de diplomates ; de même, avec des diplomates et des instructeurs invités de la diaspora et d'autres pays, en général.
- G. Le gouvernement devrait accorder une attention particulière au renforcement du ministère des Affaires étrangères en tant qu'institution et veiller à ce qu'il participe à l'élaboration des politiques et à la prise de décision, en plus de son rôle traditionnel de mise en œuvre des politiques, afin que la diplomatie et les considérations politiques soient davantage en harmonie.

2.3. Sur la Sécurité et la Défense

1. Recommandations sur la doctrine et la pratique militaires

- A. Mettre en place une commission d'enquête sur la doctrine (entendue dans ce document comme les moyens et méthodes de conduite des opérations militaires, ainsi que les tactiques, techniques et procédures [TTP] pertinentes), la préparation et l'exécution de la guerre de septembre 2020.
- B. Protéger par elle-même toute la longueur de ses frontières actuelles est impossible pour l'Arménie (1300 km), d'autant plus que pour l'Azerbaïdjan ces frontières ne sont pas internationalement reconnues mais sont des "lignes de contact".
- C. Le gouvernement a besoin d'une évaluation complète de ses besoins en matière de protection de la frontière avec l'Azerbaïdjan, et de sa situation actuelle par rapport à cette capacité.
- D. Évaluer les zones où des fortifications sont nécessaires et utiles, et celles où d'autres types de systèmes de protection (comme les patrouilles et les systèmes de surveillance technique) seraient plus adaptés.
- E. La démographie de l'Arménie est une bombe à retardement ; c'est déjà un problème majeur. En ce sens, la professionnalisation d'une petite armée devrait être une option sérieusement étudiée. La taille de cette force reste à déterminer, mais ses effectifs seraient certainement inférieurs à ce qu'ils étaient avant 2020.
- F. L'Arménie doit explorer des types de doctrine militaire non russes et reconnaître que le mode de guerre soviétique/russe basé sur la science militaire (par opposition à l'art de la guerre) et les algorithmes ont même conduit l'Arménie à négliger des approches qu'elle aurait pu utiliser à partir de ses propres études et expériences.
- G. L'Arménie ne peut pas quitter l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) ou le traité de défense mutuelle de la Russie dans un avenir proche, à moins que la Russie ne connaisse des troubles majeurs ; toutefois, cela ne signifie pas que la Russie doive être la réponse à tous les défis actuels de l'Arménie.

2. Recommandations sur la Sécurité

- H. Le problème de longue date de l'Arménie est que si elle ne retrouve pas une certaine marge de manœuvre, elle restera à la merci de la volonté de la Russie d'intervenir, ou non, à chaque menace militaire ou de violation de frontière. À long terme, l'Arménie devrait donc chercher à modifier son système de sécurité.
- I. L'Arménie doit développer son propre modèle pour minimiser les menaces, ainsi que des objectifs clairement définis pour les Forces Armées arméniennes. Avec cet objectif à l'esprit, il convient de réfléchir à l'option de la neutralité pour l'Arménie. Cette option doit être sérieusement étudiée.
- J. La sécurité doit être comprise dans son sens le plus large possible. Tout domaine susceptible d'affecter l'intégrité territoriale de la République et sa capacité à se défendre et à défendre sa population, y compris les éléments essentiels au bien-être de sa population, doit être considéré comme faisant partie de la définition et de l'agenda de la sécurité. À cet égard, les domaines suivants ont été identifiés comme faisant partie intégrante de la sécurité de l'Arménie :
1. Sécurité physique : menaces pour l'intégrité territoriale de l'Arménie et la vie de ses habitants.
 2. Sécurité diplomatique : alliances adéquates qui fournissent un soutien diplomatique sur la scène internationale.
 3. Sécurité du cyberspace et des infrastructures : prévention des attaques qui pourraient paralyser les branches essentielles du gouvernement et sa capacité à fournir des services.
 4. Sécurité des communications : itinéraires alternatifs adéquats
 5. Sécurité des transports
 6. Eau et sécurité alimentaire
 7. Sécurité énergétique
 8. Sécurité environnementale, compte tenu des graves conséquences du changement climatique
 9. Sécurité démographique, inverser les tendances à la baisse
 10. Sécurité culturelle, protection du patrimoine national dans la région
 11. Sécurité économique et financière
 12. Sécurité politique : stabilité, prévisibilité fondée sur la légitimité du pouvoir.⁹
- K. Il serait également souhaitable d'envisager une nouvelle dimension, la "sécurité intellectuelle", qui pourrait être définie comme la création et la préservation d'un espace de libre enquête et de discussion sur toutes les questions de politique publique et d'intérêt national. L'absence d'un tel espace a été un facteur dans le développement d'un dangereux consensus apparent sur la manière dont le conflit du Karabakh aurait dû être traité.
- L. Les menaces à la sécurité, notamment à la sécurité physique, ne doivent pas être politisées ou idéologisées ; l'Arménie doit développer un cadre fiable, objectif et non idéologique pour évaluer les menaces. Tout gouvernement doit définir les menaces aussi clairement que possible et faire la différence entre les menaces réelles et les menaces perçues. La sous-estimation d'une menace peut conduire à des désastres ; mais la surestimation d'une menace, pour quelque raison que ce soit, rendrait impossible l'identification de fenêtres d'opportunité pour diminuer cette menace.
- M. La diplomatie, proactive, doit être considérée comme une partie intégrante de la solution aux défis de sécurité de l'Arménie. La mise en place de défenses militaires adéquates et la constitution d'alliances contre les menaces ne constituent qu'une partie de la solution. L'autre partie essentielle est l'utilisation adéquate et ciblée de la diplomatie.

⁹ De nombreux auteurs ont proposé des définitions et des solutions au problème de sécurité de l'Arménie. Les auteurs ont bénéficié dans ce cas d'un article de Raffi Kassarian, "12 Impératives for Armenia's Future", publié dans EVN Report du 1er décembre 2020, <https://www.evnreport.com/politics/12-imperatives-for-securing-armenia-s-future>.

3. Recommandations pour les réformes des forces armées arméniennes

L'Arménie doit entreprendre de profondes réformes de ses forces armées afin de résoudre les problèmes urgents de sécurité nationale.

Préconiser une armée nouvelle, améliorée et plus moderne, comme une réaction réflexe aux pertes de la guerre de 2020, ne devrait pas satisfaire l'Arménie et le Karabakh. Une mission claire devrait être assignée à cette armée. Mais quelle serait la mission assignée à l'armée ?

- A. Défendre les frontières de l'Arménie contre les incursions ou résister suffisamment longtemps à un envahisseur pour obtenir l'aide de la Russie contre cet envahisseur ?
- B. Être prête à aider ce qui reste du Karabakh si l'Azerbaïdjan reprend les hostilités, afin de placer ce territoire sous son contrôle direct ?
- C. Pour se doter de capacités suffisantes pour passer à l'offensive et relancer la guerre dans le but de reconquérir les territoires perdus, et peut-être davantage ?

(Pour un ensemble détaillé de recommandations concernant les Forces Armées, veuillez-vous référer à l'annexe E).

4. Diaspora

- A. Le gouvernement ne doit pas compter excessivement sur la portée diplomatique des organisations de la diaspora qui fonctionnent essentiellement comme des groupes de pression lorsqu'elles traitent avec leurs gouvernements.
- B. Le gouvernement ne doit pas non plus surestimer les capacités financières et d'investissement réelles de la diaspora.
- C. La diaspora peut être une source précieuse d'idées, d'analyses, de perspectives et de recherches, plus que ce qui lui a été demandé jusqu'à présent, en plus des domaines humanitaires et connexes qui ont dominé les relations jusqu'à présent.
- D. Le gouvernement devrait préparer une véritable présentation ad hoc, et ne pas se contenter d'une rhétorique nationaliste et patriotique, pour attirer les investissements, notamment dans le sud de la République. Les hommes d'affaires de la diaspora ont suffisamment d'expérience de l'environnement d'investissement en Arménie pour savoir qu'il faut être prudent, surtout au vu de la situation actuelle. Beaucoup de ces hommes d'affaires ont perdu beaucoup après avoir investi dans le Karabakh, y compris à Shushi. L'Arménie devrait être en mesure de les convaincre de la stabilité et de la sécurité futures, c'est pourquoi il est également important de parler à la Turquie et à l'Azerbaïdjan.
- E. Un inventaire des ressources humaines de la diaspora devrait être réalisé et mis à profit dans le plus grand nombre de domaines possible. Une bonne partie des ressources de la diaspora reste inexploitée.
- F. Le gouvernement doit être transparent quant à l'utilisation des fonds de la diaspora en général, mais surtout de ceux fournis pendant la guerre, en présentant des rapports périodiques détaillés.
- G. Des discussions doivent être menées entre le gouvernement et les groupes de pression/partis politiques de la diaspora sur l'orientation du lobbying afin d'éviter de travailler les uns contre les autres. Néanmoins, le gouvernement arménien doit comprendre que si la diaspora peut se permettre de fonder ses politiques sur des illusions, et a peut-être même besoin de telles illusions à

des fins de survie et de mobilisation, le gouvernement arménien et le peuple arménien ne peuvent se permettre aucune illusion.

Section 3. Conclusions

Les citoyens et les dirigeants arméniens vont devoir faire des choix difficiles quant à leur avenir. Le pays est confronté à des défis majeurs, notamment une idéologie nationaliste qui n'est pas adaptée pour résoudre les problèmes d'un État précaire - comme une économie freinée par les blocages des transports et un engagement militaire excessif, et une dépendance excessive vis-à-vis des bonnes grâces de puissances extérieures (notamment la Russie) qui ne partagent pas tous les objectifs de la politique étrangère de l'Arménie.

Les partis et dirigeants politiques arméniens devraient proposer leurs solutions aux graves crises nationales et internationales qui affectent l'Arménie et le Karabakh. La plupart de ces partis et dirigeants portent un certain degré de responsabilité dans ces crises, pour les politiques irréalistes, souvent fondées sur des fantasmes, qu'ils ont menées, et pour avoir activement encouragé ou suivi des politiques qui ont conduit à la guerre, puis à la défaite.

Les auteurs de ce document savent qu'il est difficile pour les Arméniens d'accepter que leur camp a été vaincu et qu'il est facile d'ériger des mécanismes de défense pour échapper à la responsabilité. L'une de ces défenses consiste à utiliser une rhétorique encore plus nationaliste que celle qui a conduit le pays au désastre en premier lieu.

Les gouvernements et les partis d'opposition ont désormais le devoir de parler franchement et ouvertement à la population. Le pays et la société ne peuvent trouver leur voie si les faits, les options disponibles et les capacités sont occultés, si on leur sert des slogans au lieu d'évaluations honnêtes, comme cela a été le cas dans le passé. Les élites politiques et intellectuelles ne doivent pas transformer le discours en une compétition pour savoir qui peut parler le plus et en dire le moins, qui peut maudire le plus fort et insulter le plus, et qui peut promettre le paradis sur terre. Le peuple arménien mérite mieux.

Sur la base des choix que le nouveau gouvernement devra faire sur tant de questions et de fronts, il y aura la vision que les dirigeants du gouvernement auront promise au peuple pendant la campagne, ainsi que la voie que le gouvernement empruntera pour assurer le redressement du peuple et de l'État. Cette promesse doit inclure la garantie que le gouvernement sera capable d'éviter les erreurs monstrueuses qui résultent du fait de s'appuyer sur des illusions, et le désir sincère d'atteindre d'abord la paix, la stabilité et la normalité, et éventuellement peut-être plus.

Qu'il s'agisse de l'avenir du Karabakh, du redressement économique et social de l'Arménie, de ses relations avec ses voisins ou de la place de l'Arménie dans la région et dans le monde, les possibilités peuvent être résumées en trois options :

- A. L'Arménie rejette les conditions et les fondements de la Déclaration du 10 novembre 2020 et vise à reconstruire un État doté de l'armée la plus puissante possible. Toutes les ressources sont alors consacrées à la construction d'un tel État militarisé, dans le but d'initier une nouvelle guerre pour inverser le résultat de la dernière. Dans cette option, elle poursuit une diplomatie visant à assurer l'indépendance du Karabakh et à obtenir une supériorité militaire sur l'Azerbaïdjan, la Turquie et d'autres alliés de Bakou.
- B. L'Arménie ne met pas en œuvre la Déclaration du 10 novembre 2020, vise à devenir un État-garnison doté d'une armée très puissante capable de résister aux attaques azerbaïdjanaises ou turques, et refuse d'ouvrir ses voies de communication. En effet, l'Arménie ne souhaite pas voir ses ennemis éternels, l'Azerbaïdjan et la Turquie, bénéficier de ces voies ouvertes, même si l'Arménie n'a pas l'intention d'initier une nouvelle guerre de reconquête. Dans cette situation, l'avenir du Karabakh est confié à la Russie, et l'Arménie serait prête à aider militairement le Karabakh si le besoin s'en faisait à nouveau sentir.

C. L'Arménie accepte les causes, l'impact et l'importance de la défaite comme un fait avéré, et se concentre sur la guérison du traumatisme collectif et familial, et sur la reconstruction de son économie, de sa cohésion sociale, des institutions de l'État, des systèmes d'éducation et de santé, et d'une armée de défense moderne avec une mission bien définie et raisonnable. En l'occurrence, en ce qui concerne le Karabakh, elle s'efforce d'obtenir le meilleur statut possible pour les Arméniens en travaillant avec la Russie, l'Azerbaïdjan, la Turquie, l'Iran et la communauté internationale, en utilisant la diplomatie pour obtenir les meilleures garanties possibles. Toute modification de la Déclaration du 10 novembre sera recherchée par le biais de négociations, y compris des négociations directes avec l'Azerbaïdjan et la Russie. En formulant des solutions possibles concernant le statut futur du Karabakh, les décideurs arméniens envisageraient deux scénarios : le maintien des forces de maintien de la paix russes au Karabakh, ou leur départ du Karabakh pour quelque raison que ce soit à un moment donné dans le futur. Finalement, l'Arménie normaliserait ses relations diplomatiques avec l'Azerbaïdjan et la Turquie et réduirait ou éliminerait les menaces existentielles réelles ou perçues. En cela, elle aurait certainement le soutien de tous les acteurs internationaux.

La première des options est tout simplement illusoire, voire suicidaire. La seconde se rapproche de ce que le pays a connu ces 20 dernières années ou plus, mais n'a conduit ni à la paix et à la sécurité, ni à la stabilité et à la prospérité. Les auteurs de ce document ne voient aucune autre option réelle et réaliste que la troisième.

Ceux qui ne sont pas d'accord doivent prouver que les hypothèses qu'ils soutiennent ont une base solide ; ces hypothèses étaient considérées comme acquises avant la guerre, mais se sont avérées fausses, avec des conséquences désastreuses. Ils doivent prouver qu'il existe des bases solides et de bonnes raisons de croire que ce qu'il n'a pas été possible de réaliser au cours des 25 dernières années sous des dirigeants qui avaient pourtant assuré au peuple une victoire en toutes circonstances serait possible à réaliser maintenant. Et qu'il sera possible d'amener les autres pays, amis et ennemis, à penser en termes des souhaits de l'Arménie et non en termes de leurs intérêts.

L'Arménie n'a pas été créée et l'indépendance n'a pas été obtenue pour offrir une arène à des dirigeants qui s'affrontent dans une compétition à qui déteste le plus ses voisins. Le peuple a créé un État indépendant en surmontant la peur afin de vivre normalement et de créer le meilleur environnement possible pour que le peuple puisse prospérer et développer ses propres rêves et visions. Ces objectifs ne peuvent être atteints par des promesses intenable et des fantasmes défiant les réalités.

Quelle autre calamité doit s'abattre sur le peuple et l'État arméniens avant que les gouvernements et les élites arméniennes ne décident d'être honnêtes avec eux-mêmes et d'agir en conséquence ? Ils peuvent cacher les dures réalités à notre peuple et à eux-mêmes, mais le reste du monde ne voit et ne connaît que trop bien le résultat de la guerre, les raisons de ce résultat et sa signification pour l'avenir.

L'Arménie et les Arméniens doivent apprendre à définir les valeurs fondamentales autour desquelles un accord est essentiel pour que l'État survive, et s'entendre sur la manière de résoudre les divergences sur le reste. Cela commence par le respect de la constitution et des lois du pays et par le dépassement des intérêts partisans et des égos.

Il n'y avait pas de gouvernement d'unité au début des années 1990, et il n'y avait pas d'unité en Arménie ou dans la diaspora. Au contraire, le gouvernement était confronté à l'une des oppositions les plus véhémentes et les plus ardentes. Pourtant, la partie arménienne a gagné et réalisé des progrès dans de nombreux domaines, tandis qu'elle échouait dans d'autres.

La voix du peuple ne compte et ne comptera que si le peuple est bien servi par les dirigeants et les partis politiques. Aucun dirigeant ou parti arménien n'est arrivé au pouvoir depuis la fin des années 1990 en présentant clairement son approche de la solution du problème du Karabakh, à moins qu'il ne s'agisse d'une solution maximaliste. La légitimité que les gens investissent dans un dirigeant par le biais des élections est le plus souvent fondée sur un sens général de la situation plutôt que sur les questions spécifiques soulevées

et les solutions proposées. En conséquence, le dirigeant élu porte l'énorme responsabilité de traduire cette confiance en décisions judicieuses dans des domaines spécifiques.

Que veut l'Arménie pour son avenir ? Quel type de cité politique souhaite-elle-être et avec quel contrat social ? Dans le contexte actuel, cette question peut sembler futile à certains. Les auteurs admettent qu'il y a un parti pris idéologique dans la formulation de cette question. Ce parti pris est l'hypothèse d'une position centrée sur l'État - c'est-à-dire que l'indépendance de l'État, même avec une souveraineté réduite comme c'est le cas aujourd'hui, est une valeur pour laquelle il faut travailler et se battre et qu'il faut maintenir. Au cours de la très courte période des trois dernières années, la société arménienne, et plus particulièrement les 18-30 ans, a vécu l'enthousiasme d'un changement de régime non violent, une série de réformes internes (bien qu'inachevées), les faits déprimants d'une guerre dévastatrice ayant entraîné un traumatisme collectif et la quasi perte du Karabakh. Au moment de faire leurs choix quant à l'Arménie qu'ils préfèrent, les dirigeants devraient penser aux jeunes et à leur avenir.

Quiconque prend la tête de l'Arménie doit gouverner avec sagesse. Quelques sages anciens devraient être consultés pour apporter la stabilité, répondre à des questions profondément dérangeantes et apporter un jugement équilibré aux décisions. De bons administrateurs doivent être employés pour prouver que le gouvernement est efficace dans la résolution de problèmes urgents. Et de jeunes esprits doivent être introduits pour visualiser l'Arménie du futur. Ce dont l'Arménie a besoin, c'est d'un chef de gouvernement qui agisse avec circonspection et sagesse, qui puisse gérer correctement le pays, faire preuve d'un esprit clair et d'une stratégie cohérente, choisir les meilleures personnes avec lesquelles gouverner et les motiver. La sagesse d'un tel dirigeant obtiendrait l'aval du peuple car le peuple saurait ce que le dirigeant fait, ainsi que comment et pourquoi il le fait.

Enfin, en imaginant l'avenir de l'Arménie, les Arméniens ne peuvent ignorer les menaces découlant du changement climatique et des catastrophes naturelles, des pandémies et des crises provoquées par l'homme et qui détruisent des vies, des systèmes et des économies. En d'autres termes, les catastrophes qui nécessitent des réponses internationales conjointes et commencent par une coopération régionale doivent désormais être considérées comme aussi sérieuses et aussi imminentes que les autres menaces pour la sécurité nationale. L'Arménie et les Arméniens ne sont pas à l'abri des catastrophes qui mettent en danger l'ensemble de l'humanité ; s'y préparer devrait être autant à l'ordre du jour de la nation arménienne que la gestion des conflits avec les voisins, qui doivent désormais être regardés en perspective.

PARTIE III. Annexes

Annexe 1. Le questionnaire

Questionnaire en anglais

I. LA GUERRE

1. Selon vous, quelles sont les principales raisons de la défaite militaire de la guerre arméno-azerbaïdjanaise de septembre-novembre 2020 ?
2. Quelles seraient, selon vous, les deux ou trois raisons secondaires de cette défaite ?
3. Quelles sont, selon vous, les principales conséquences de la défaite militaire ?
4. Selon vous, quelles sont les caractéristiques les plus significatives - négatives et positives - de la déclaration de cessez-le-feu des 9 et 10 novembre ?
5. Pensez-vous qu'il y a eu quelque chose d'erroné dans les politiques/stratégies poursuivies par l'Arménie et le Karabakh qui ont conduit à la guerre de septembre 2020 ?

Veillez expliquer alors quoi et, le cas échéant, pendant quelle période ?

II. L'APRES-GUERRE

6. Selon vous, quelles sont les différentes approches actuelles en Arménie et au Karabakh - gouvernements, acteurs politiques majeurs - sur la manière dont l'Arménie doit penser à l'avenir du Karabakh ?
7. Quelle idéologie ou direction de pensée a été affaiblie ou renforcée par la défaite militaire ?
8. Quels sont, selon vous, les trois principaux obstacles à la capacité de l'Arménie à formuler et à mener une politique étrangère/du Karabakh efficace ?
9. Selon vous, quelles ont été les différentes approches/stratégies des dirigeants et des forces politiques arméniens concernant la question du Karabakh et les relations avec les voisins ?
10. Selon vous, quelles sont les différentes approches/stratégies de pensée que les dirigeants et les forces politiques du Karabakh ont articulées depuis la récente guerre concernant la question du Karabakh et les relations avec les voisins ?
11. Quel rôle attribueriez-vous à l'OSCE, à l'ONU, dans l'avenir proche et à long terme du Karabakh ?
12. Pensez-vous que l'Arménie et/ou le Karabakh devraient poursuivre l'objectif de l'indépendance du Karabakh au niveau international ?
13. Pensez-vous que le Karabakh a été ou devrait être la première priorité de la politique étrangère de l'Arménie ?

Si oui, dans quel but ?

III. LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES ET DE SÉCURITÉ À L'AVENIR

14. Quel devrait être l'objectif principal de la politique étrangère de l'Arménie ?

15. L'Arménie doit-elle accepter le statu quo créé par la deuxième guerre du Karabakh ou tenter de le réviser ? L'Arménie et/ou le Karabakh doivent-ils tenter de reconquérir les territoires (a) perdus de l'ère soviétique NKAO, et (b) des sept districts en dehors de NKAO qui étaient sous contrôle arménien jusqu'à la récente guerre ?
16. L'Arménie doit-elle continuer à plaider et à faire campagne pour l'indépendance du Karabakh ?
17. Quels sont, selon vous, les trois principaux défis de l'agenda actuel de la politique étrangère de l'Arménie ? Quels sont les problèmes sur lesquels il faut se concentrer et qu'il faut résoudre ?
18. Y a-t-il des mesures spécifiques que l'Arménie devrait prendre immédiatement dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité ?
19. En fonction de l'objectif le plus important de cette politique selon vous, que seriez-vous prêt à abandonner ou à compromettre pour l'atteindre ?
20. Quels sont les trois principaux atouts dont dispose l'Arménie pour poursuivre ses objectifs de politique étrangère ?
21. L'Arménie doit-elle s'efforcer d'adhérer à l'OTAN ou doit-elle s'efforcer de renforcer sa position dans l'orbite russe ?
22. Comment caractériseriez-vous les relations actuelles de l'Arménie avec la Russie ?
23. Quelles devraient être les relations de l'Arménie avec la Russie ?
24. Quelle devrait être la politique de l'Arménie vis-à-vis de l'Azerbaïdjan ?
25. Quelle devrait être la politique de l'Arménie à l'égard de la Turquie ? L'Arménie doit-elle rejoindre/encourager une alliance anti-Turquie avec d'autres pays ?
26. Quel rôle attribuez-vous à l'Iran dans l'avenir proche et à long terme de l'Arménie ?
27. Quelle devrait être la politique de l'Arménie à l'égard de la Géorgie ?
28. Quel rôle attribuez-vous à l'Occident (Europe, États-Unis) dans l'avenir proche et à long terme de l'Arménie ?
29. Pensez-vous qu'il existe des pays et des organisations autres que ceux considérés ci-dessus auxquels l'Arménie devrait consacrer un effort particulier dans la poursuite de ses objectifs de politique étrangère ?
30. Quels devraient être les critères pour définir et hiérarchiser les objectifs de la politique étrangère ?
31. Qui, selon vous, participe à la formulation de la politique étrangère de l'Arménie ?
32. Pensez-vous que d'autres acteurs que ceux que vous avez cités devraient être impliqués dans la formulation de cette politique ? Si oui, avec quels mécanismes ?
33. Pensez-vous que la préparation professionnelle des diplomates arméniens est adaptée aux défis auxquels le pays est confronté ?

IV. EN PLUS

34. Avez-vous d'autres réflexions/commentaires/suggestions à formuler ?

Questionnaire en arménien

ՀԱՐՑԱՐԱՆ Արտաքին քաղաքականության եւ Անվտանգության "Սպիտակ թղթի"

ՀԱՐՑԵՐ

I. ՊԱՏԵՐԱԶՄԸ

1. Ձեր կարծիքով, որո՞նք են 2020 թ. սեպտեմբերնոյեմբեր ամիսների հայադրբեջանական պատերազմի ռազմական պարտության հիմնական պատճառները :
2. Ի՞նչն էք համարում այդ պարտության երկու կամ երեք երկրորդական պատճառները :
3. Ձեր կարծիքով, որո՞նք են ռազմական պարտության հիմնական հետեւանքները :
4. Ձեր կարծիքով, որո՞նք են նոյեմբերի 910ի հրադադարի հայտարարության՝ ամենաէական բացասական եւ դրական առանձնահատկությունները :
5. Ի՞նչ էք կարծում, որեւէ սխալ կա՞ր Հայաստանի եւ Արցախի վարած քաղաքականության ռազմավարության մեջ, որը տարավ դեպի 2020 թ. սեպտեմբերի պատերազմ: Խնդրում ենք բացատրել՝ ի՞նչ եւ ի՞ր ժամանակահատվածում :

II. ՊԱՏԵՐԱԶՄԻՑ ՀԵՏՈ

6. Ձեր կարծիքով, որո՞նք են Հայաստանում եւ Արցախում (կառավարություններ եւ հիմնական քաղաքական դերակատարներ) առկա տարբեր այն առնչությամբ, թե ինչպես պետք է Հայաստանը մտածի Արցախի ապագայի մասին :
7. Քաղաքական մտածողության ի՞ր գաղափարախոսությունը կամ ուղղությունն է թուլացել կամ ամրապնդվել ռազմական պարտությամբ :
8. Ձեր կարծիքով, որո՞նք են Հայաստանի համար երեք հիմնական խոչընդոտները, որոնք խանգարում են ձեւավորել եւ վարել Ղարաբաղյան եւ արտաքին արդյունավետ քաղաքականություն :
9. Ձեր կարծիքով, որո՞նք են Հայաստանի գործող ղեկավարների եւ առկա քաղաքական ուժերի կողմից Ղարաբաղի խնդրի ու հարեւանների հետ հարաբերությունների վերաբերյալ ձեւակերպված տարբեր մոտեցումները, ռազմավարությունները :
10. Ձեր կարծիքով, որո՞նք են պատերազմից հետո Ղարաբաղյան հիմնախնդրի կապված՝ ղարաբաղյան առաջնորդների եւ քաղաքական ուժերի կողմից ձեւակերպված մոտեցումներն ու ռազմավարությունները:
11. Ի՞նչ դեր էք կտայիք ԵԱՀԿին, ՄԱԿին՝ Արցախի մոտակա եւ երկարաժամկետ ապագայում :
12. Ի՞նչ էք կարծում, Հայաստանը եւ (կամ) Արցախը պետք է հետապնդեն միջազգային ասպարեզում Արցախի անկախության ճանաչման նպատակ :
13. Ի՞նչ էք կարծում, Ղարաբաղը եղևի է, կամ պետք է լինի Հայաստանի արտաքին քաղաքականության առաջնահերթ կարելորություն ունեցող հարցը :

Եթե այո, ապա ինչ նպատակով :

III. ԱՐՏԱՔԻՆ ԵՎ ԱՆՎՏԱՆԳՈՒԹՅԱՆ ՔԱՂԱՔԱԿԱՆՈՒԹՅՈՒՆՆ ԱՊԱԳԱՅՈՒՄ

14. Ի՞նչը պետք է լինի Հայաստանի արտաքին քաղաքականության հիմնական նպատակը :

15. Հայաստանը պետք է ընդունի Ղարաբաղյան երկրորդ պատերազմի արդյունքում ստեղծված ստատուս քվոն, թե՛ պետք է փորձի այն : Հայաստանը եւ (կամ) Արցախը պետք է որեւէ փորձ կատարեն՝ հետ վերցնելու համար տարածքները (ա) ԽՍՀՄ ժամանակաշրջանից կորցրած Լեռնային Ղարաբաղի Ինքնավար Մարզը (ԼՂԻՄ), եւ (բ) ԼՂԻՄից դուրս գտնվող յոթ շրջանները, որոնք մինչեւ վերջին պատերազմը էին հայկական ուժերի վերահսկողության տակ :

16. Հայաստանը պետք է շարունակի պաշտպանել Արցախի անկախությունը եւ արշավը՝ դրա ճանաչման համար :

17. Ձեր կարծիքով, որոնք են Հայաստանի ներկայիս արտաքին քաղաքական օրակարգի երեք հիմնական մարտահրավերները : Իշխանությունները իր խնդիրների վրա պետք է կենտրոնանան եւ լուծեն :

18. Կա՞ն ինչոր հատուկ քայլեր, որոնք Հայաստանը պետք է անհապաղ ձեռնարկի արտաքին եւ անվտանգության քաղաքականության ոլորտում :

19. Կախված Ձեր կարծիքով՝ այդ քաղաքականության ամենակարեւոր նպատակից, ինչից պատրաստ կլինեք հրաժարվել կամ փոխզիջման գնալ՝ դրան հասնելու համար :

20. Որոնք են Հայաստանի երեք հիմնական միջոցները՝ իր արտաքին քաղաքական նպատակները հետապնդելիս :

21. Հայաստանը պետք է ձգտի անդամակցել ՆԱՏՕին, թե՛ պետք է փորձի իր դիրքերը ամրացնել ռուսական ծիրին մեջ :

22. Ինչպե՞ս կբնութագրեք Հայաստանի ներկայիս հարաբերությունները Ռուսաստանի հետ :

23. Ինչպիսի՞ն պետք է լինեն Հայաստանի հարաբերությունները Ռուսաստանի հետ :

24. Ինչպիսի՞ն պետք է լինի Հայաստանի քաղաքականությունը Ադրբեջանի հարցում :

25. Ինչպիսի՞ն պետք է լինի Հայաստանի քաղաքականությունը Թուրքիայի նկատմամբ : Հայաստանը պետք է միանա հակաթուրքական դաշինքին՝ այլ երկրների հետ, կամ խրախուսի նման դաշինքը :

26. Ի՞նչ դեր կտաք Իրանին՝ Հայաստանի մոտակա եւ երկարաժամկետ ապագայում :

27. Ինչպիսի՞ն պետք է լինի Հայաստանի քաղաքականությունը Վրաստանի նկատմամբ :

28. Ի՞նչ դեր կտաք Արեւմուտքին (Եվրոպային, ԱՄՆին) Հայաստանի մոտակա եւ երկարաժամկետ ապագայում :

29. Ի՞նչ եք կարծում, վերը նշվածներից բացի կա՞ն այլ երկրներ եւ կազմակերպություններ, որոնց նկատմամբ Հայաստանը պետք է հատուկ ջանքեր գործադրի՝ իր արտաքին քաղաքական նպատակներին հասնելու համար :

30. Ի՞նչ չափանիշներ պետք է օգտագործվեն արտաքին քաղաքական նպատակներ ձեւակերպելու եւ առաջնահերթություններ սահմանելու համար :

31. Ձեր կարծիքով, ի՞նչ է մասնակցում Հայաստանի արտաքին քաղաքականության ձեւավորմանը :

32. Ի՞նչ եք կարծում, Ձեր թվարկած դերակատարներից բացի այլոք պե՞տք է մասնակցեն այդ քաղաքականության ձեւավորմանը : Եթե այո, ապա ի՞նչ մեխանիզմներով :

33. Ի՞նչ եք կարծում, Հայաստանի դիվանագետների մասնագիտական պատրաստվածությունը համարժեք է երկրի առջեւ ծառայած մարտահրավերներին :

IV. ՆԱԵՎ

34. Կա՞ն լրացուցիչ մտքեր, մեկնաբանություններ, առաջարկություններ, որոնք կցանկանայիք ավելացնել :

Annexe 2. Liste des répondants/contributeurs

Chaque répondant/contributeur à ce document a eu l'occasion d'examiner la version préliminaire du texte, de faire des commentaires et d'offrir des suggestions. Il a également été demandé aux répondants/contributeurs s'ils souhaitaient que leur nom soit mentionné ci-dessous en tant que répondant/contributeur.

Les personnes citées ci-dessous ne sont pas nécessairement d'accord avec les conclusions ou les recommandations. L'inclusion d'un nom indique seulement que la personne a répondu au questionnaire et examiné le projet dans sa version pré-finale.

Les contributeurs, énumérés ci-dessous ou autres, n'assument aucune responsabilité quant au contenu de ce document. Les trois auteurs cités au début de ce document assument l'entière responsabilité de son contenu.

Nom et affiliation

(Les affiliations sont incluses à des fins d'identification uniquement).

Zhirayr Amirkhanyan, colonel, ministère de la Défense, Arménie
Vahram Atanesian, ancien président de la Commission des relations extérieures, Artsakh
Gérard Chaliand, géostratège, spécialiste des conflits armés, Paris
Vicken Cheterian, Université Webster, Genève
Philip Gamaghelyan, Université de San Diego
Anna Gevorgyan, Université d'État d'Erevan
Nzhdeh Hovsepyan, porte-parole du vice-Premier ministre arménien
Raymond Kevorkian, historien, spécialiste des génocides, Paris
Asbed Kotchikian, Université américaine d'Arménie
Ohannes Geukjian, Université américaine de Beyrouth
Arman Grigoryan, Université Lehigh, Pennsylvanie
Tatul Hakobyan, journaliste, Erevan
Michel Marian, philosophe et écrivain, Paris
Kevork Oskanian, Université de Birmingham
Razmik Panossian, Fondation Calouste Gulbenkian, Lisbonne
Tigran Poghosyan, gestion des risques/commerce, combattant volontaire dans deux guerres du Karabakh
Jean Robert Raviot, Université de Paris, Nanterre
Emil Sanamyan, Université de Californie du Sud, Institut d'études arméniennes/Washington DC.
Sarkis Shahinian, Groupe parlementaire SuisseArménie, Suisse
Ronald Suny, Université du Michigan, Ann Arbor
Aghasi Tadevosyan, Université d'État d'Erevan
Taline Ter Minassian, Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris
Rafayel Teymurazyan, Université de Coimbra, Portugal
Diana Yayloyan, candidate au doctorat et cofondatrice de Caucasus Talks
Tigrane Yegavian, journaliste

Informations sur les personnes ayant répondu au questionnaire

Nombre d'invitations envoyées

73

Nombre de questionnaires remplis et retournés (dont 3 par le biais d'entretiens oraux)

45

Répartition des répondants par zone géographique et par profession

(Veuillez noter que les frontières, géographiques ou professionnelles, ne sont pas fixes. Il y a plus de fluidité aujourd'hui, notamment lorsqu'il s'agit de définir si le répondant est en Arménie ou dans la diaspora. Les catégories sont énumérées uniquement pour donner une idée générale).

	Répondants résidant dans l'ancienne diaspora	20
	Répondants résidant en Arménie	12
8	Répondants d'Arménie ou de l'ex-URSS résidant de façon permanente dans la diaspora	
	Répondants en Artsakh	3
	Arméniens résidant dans les pays voisins de l'Arménie	2
	Total	45

Répartition par milieu socioprofessionnel

	Professeurs et/ou chercheurs universitaires, en sciences sociales et/ou en sciences dures	
27		
	Fonctionnaires, agents gouvernementaux, diplomates	5
	Journalistes	5
	Dans le domaine des affaires et de la gestion, également impliqués dans des activités philanthropiques en Arménie et/ou en Artsakh	
4		
	Militaires et paramilitaires	2
	Activistes de la société civile résidant dans la diaspora	2
	Total	45

Annexe 3. Déclaration de cessez-le-feu du 10 novembre 2020

Déclaration de cessez-le-feu en anglais

Source : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/64384>

Traduction en français non-officielle

Déclaration du Président de la République d'Azerbaïdjan, du Premier ministre de la République d'Arménie et du Président de la Fédération de Russie

10 novembre 2020 11:45

Nous, président de la République d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan et président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, déclarons ce qui suit :

1. Un cessez-le-feu complet et la fin de toutes les hostilités dans la zone du conflit du Haut-Karabakh sont déclarés à partir de 12h00 (minuit) heure de Moscou le 10 novembre 2020. La République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie, ci-après dénommées les "Parties", s'arrêtent dans leurs positions actuelles.
2. Le district d'Aghdam sera rendu à la République d'Azerbaïdjan d'ici le 20 novembre 2020.
3. Les forces de maintien de la paix de la Fédération de Russie, à savoir 1 960 soldats armés d'armes à feu, 90 véhicules blindés et 380 véhicules à moteur, ainsi que des unités d'équipement spécial, seront déployées le long de la ligne de contact dans le Haut-Karabakh et le long de la ligne de démarcation.
4. Les forces de rétablissement de la paix de la Fédération de Russie seront déployées en même temps que le retrait des troupes arméniennes. Les forces de rétablissement de la paix de la Fédération de Russie seront déployées pour une durée de cinq ans, durée qui sera automatiquement prorogée pour des périodes ultérieures de cinq ans, à moins que l'une des parties ne notifie son intention de mettre fin à cette clause six mois avant l'expiration de la période en cours.
5. Pour une surveillance plus efficace du respect des accords par les parties, un centre de rétablissement de la paix sera établi pour superviser le cessez-le-feu.
6. La République d'Arménie restituera le district de Kelbajar à la République d'Azerbaïdjan d'ici le 15 novembre 2020, et le district de Lachin d'ici le 1er décembre 2020. Le corridor de Lachin (5 km de large), qui permettra de relier le Haut-Karabakh à l'Arménie sans passer par le territoire de Choucha, restera sous le contrôle des forces de maintien de la paix de la Fédération de Russie.

Comme convenu par les parties, dans les trois années à venir, un plan sera élaboré pour la construction d'une nouvelle route via le corridor de Lachin, afin de fournir une connexion entre le Haut-Karabakh et l'Arménie, et les forces russes de maintien de la paix seront ensuite déplacées pour protéger la route.

La République d'Azerbaïdjan garantit la sécurité des personnes, des véhicules et des marchandises circulant dans le corridor de Lachin dans les deux sens.

7. Les personnes déplacées et les réfugiés retourneront sur le territoire du Haut-Karabakh et des zones adjacentes sous la supervision du Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

8. Les Parties échangeront les prisonniers de guerre, les otages et autres personnes détenues, ainsi que les cadavres.

9. Toutes les liaisons économiques et de transport dans la région doivent être débloquées. La République d'Arménie garantit la sécurité des liaisons de transport entre les régions occidentales de la République d'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchevan afin d'assurer la circulation sans entrave des personnes, des véhicules et des marchandises dans les deux sens. Le Service des gardes-frontières du Service fédéral de sécurité russe est chargé de surveiller les liaisons de transport.

Comme convenu par les parties, de nouvelles liaisons de transport seront construites pour relier la République autonome du Nakhitchevan et les régions occidentales de l'Azerbaïdjan.

Déclaration de cessez-le-feu en russe

Source : <http://kremlin.ru/events/president/news/64384>

Texte officiel de la Déclaration

Заявление Президента Азербайджанской Республики, Премьер-министра Республики Армения и Президента Российской Федерации

10 ноября 2020 года 11:45

Мы, Президент Азербайджанской Республики И.Г.Алиев, Премьер-министр Республики Армения Н.В.Пашинян и Президент Российской Федерации В.В.Путин, заявили о следующем:

1. Объявляется о полном прекращении огня и всех военных действий в зоне нагорно-карабахского конфликта с 00 часов 00 минут по московскому времени 10 ноября 2020 года. Азербайджанская Республика и Республика Армения, далее именуемые Сторонами, останавливаются на занимаемых ими позициях.
2. Агдамский район возвращается Азербайджанской Республике до 20 ноября 2020 года.
3. Вдоль линии соприкосновения в Нагорном Карабахе и вдоль Лачинского коридора развёртывается миротворческий контингент Российской Федерации в количестве 1960 военнослужащих со стрелковым оружием, 90 бронетранспортёров, 380 единиц автомобильной и специальной техники.
4. Миротворческий контингент Российской Федерации развёртывается параллельно с выводом армянских вооружённых сил. Срок пребывания миротворческого контингента Российской Федерации – 5 лет с автоматическим продлением на очередные 5-летние периоды, если ни одна из Сторон не заявит за 6 месяцев до истечения срока о намерении прекратить применение данного положения.
5. В целях повышения эффективности контроля за выполнением Сторонами конфликта договорённостей развёртывается миротворческий центр по контролю за прекращением огня.
6. Республика Армения до 15 ноября 2020 года возвращает Азербайджанской Республике Кельбаджарский район, а до 1 декабря 2020 года – Лачинский район. Лачинский коридор (шириной 5 км), который будет обеспечивать связь Нагорного Карабаха с Арменией и при этом не будет затрагивать г.Шушу, остаётся под контролем миротворческого контингента Российской Федерации.

По согласованию Сторон в ближайшие три года будет определён план строительства нового маршрута движения по Лачинскому коридору, обеспечивающий связь между Нагорным Карабахом и Арменией, с последующей передислокацией российского миротворческого контингента для охраны этого маршрута.

Азербайджанская Республика гарантирует безопасность движения по Лачинскому коридору граждан, транспортных средств и грузов в обоих направлениях.

7. Внутренне перемещённые лица и беженцы возвращаются на территорию Нагорного Карабаха и прилегающие районы под контролем Управления Верховного комиссара ООН по делам беженцев.

8. Производится обмен военнопленными, заложниками и другими удерживаемыми лицами и телами погибших.

9. Разблокируются все экономические и транспортные связи в регионе. Республика Армения гарантирует безопасность транспортного сообщения между западными районами Азербайджанской Республики и Нахичеванской Автономной Республикой с целью организации беспрепятственного движения граждан, транспортных средств и грузов в обоих направлениях. Контроль за транспортным сообщением осуществляют органы Пограничной службы ФСБ России.

По согласованию Сторон будет обеспечено строительство новых транспортных коммуникаций, связывающих Нахичеванскую Автономную Республику с западными районами Азербайджана.

PARTIE IV. Annexes

Annexe A. Brève revue des positions de négociations de l'Arménie sur le Karabakh

Vous trouverez ci-dessous un résumé des différentes positions adoptées par les dirigeants arméniens à l'égard de la question du Karabakh et des pays voisins au cours des 30 dernières années.

1991 - février 1998 : Sous l'administration du premier président, Levon Ter-Petrossian, l'établissement de relations pacifiques et normales avec les pays voisins est crucial pour la sécurité nationale, le développement économique et la préservation de la souveraineté de l'Arménie. Le conflit avec l'Azerbaïdjan doit être résolu sur la base de considérations pragmatiques et réalistes, alors que l'Arménie se trouve encore dans une position relativement forte. Plus la partie arménienne attendra pour parvenir à un accord sur la base de compromis mutuels, moins elle recevra ; l'équilibre des forces risque de changer, et la guerre devient plus probable, sans certitude d'une nouvelle victoire arménienne. La question du statut du Karabakh pourrait et devrait être reportée, car il est impossible de parvenir à un accord sur cette question à ce moment-là. L'Arménie et le Karabakh devraient viser l'établissement de la paix et des garanties concrètes de sécurité pour le Karabakh en échange de la plupart des territoires occupés.¹⁰ Cette approche est finalement rejetée par certains membres du gouvernement, et le président Levon Ter-Petrossian est contraint de démissionner.¹¹

Avril 1998 - 2018 : La position arménienne se durcit lorsque le nouveau dirigeant, Robert Kocharyan, fait valoir que l'Arménie a encore du temps, que la manne attendue par l'Azerbaïdjan de l'exportation de ses ressources en hydrocarbures peut être équilibrée par des investissements de la diaspora si l'Arménie adopte le principal point de l'agenda politique de la diaspora, la question de la reconnaissance du génocide comme une politique d'État prioritaire. Pour la restitution de la plupart des territoires occupés, l'Arménie exige soit la reconnaissance immédiate de l'indépendance du Karabakh, soit un accord visant à garantir un référendum dans un avenir prévisible. Un référendum est considéré par tous comme équivalant à un statut d'indépendance, un statut qui dépend de l'accord de l'Azerbaïdjan et que la communauté internationale, y compris les amis et alliés de l'Arménie, ne soutient pas. A un moment donné, la formule d'échange de territoires, Meghri contre Karabakh, est acceptée par les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Mais cette formule est immédiatement rejetée dans les hautes sphères des deux pays.

Il en résulte que la normalisation des relations avec l'Azerbaïdjan et la Turquie devient impossible, que l'Arménie est écartée des projets régionaux, qu'elle apparaît dans un environnement régional plus hostile et que sa dépendance à l'égard de la Russie augmente.

En 2016, pendant la présidence de Serzh Sargsyan, une guerre de quatre jours expose les vulnérabilités des positions de défense de la partie arménienne. Sargsyan affiche alors une attitude plus souple. Pourtant, il insiste sur la question de l'indépendance, ou sur un référendum pour l'indépendance, ce qui aboutit au même résultat : aucune résolution du conflit.

Pendant cette période, les dirigeants de l'Arménie et du Karabakh restent confiants dans la supériorité des capacités de défense de la partie arménienne.

2018 - 2020 : Suite à la révolution de velours menée par Nikol Pashinyan, les parties au conflit s'accordent sur des mesures de confiance. Les négociations attendues sur les questions de fond n'ont pas lieu. Le Premier ministre Nikol Pashinyan estime que la partie arménienne a encore du temps avant de devoir

¹⁰ La proposition du Groupe de Minsk de septembre 1997 a été le point culminant des efforts de médiation internationale durant cette période. Pour le texte, voir <https://www.legal-tools.org/doc/8760bb/pdf/>

¹¹ En 1999, David D. Laitin et Ronald G. Suny ont publié un article qui proposait une autre solution pragmatique au conflit, dans le même esprit que la proposition du groupe de Minsk de l'OSCE de septembre 1997. Cette proposition n'a pas attiré l'attention qu'elle méritait. Voir <https://mepc.org/journal/armenia-and-azerbaijan-thinking-way-out-karabakh>

entamer de telles négociations. Il est convaincu de pouvoir réunir une alliance internationale forte en faveur de l'Arménie et de l'indépendance du Karabakh, en s'appuyant sur le succès de sa révolution de velours et sur les mesures énergiques prises en faveur du retour à la gouvernance démocratique en Arménie. L'atmosphère positive entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie finit par dégénérer en récriminations mutuelles. La partie arménienne déclare que les négociations sont inutiles et rejette les formules proposées pour la résolution partielle du conflit basée sur l'approche progressive.

Pashinyan n'a pas la pleine confiance de la Russie. Lorsque la guerre totale arrive, le soutien diplomatique, voire militaire, attendu de l'Occident ne se matérialise pas, et la partie arménienne se retrouve seule et perd la guerre.

Annexe B. Observations sur la trajectoire de l'État arménien par rapport à la question du Karabakh, et quelques recommandations à ce sujet

Ces observations sont liées à la trajectoire de l'Arménie post-soviétique et aux choix effectués dans le processus de construction de l'État. Les auteurs s'abstiendront d'indiquer des dates précises afin d'éviter de personnaliser ces observations, à moins qu'elles ne fassent référence à des faits historiques.

1. Il est possible d'affirmer que l'Arménie post-soviétique est née d'un double défi : l'établissement d'un État démocratique souverain ET une question nationale à résoudre, la question du Karabakh.

La seconde question a pris le pas sur la première, de façon conjecturale, pendant la première guerre du Karabakh, malgré des avancées significatives dans le premier défi. Mais la valeur de l'établissement d'un État démocratique et souverain n'a cessé de décliner au cours de la deuxième décennie de l'indépendance.

À un moment donné, le conflit du Karabakh, qui restait en théorie la priorité de la politique étrangère de l'Arménie, a en fait cessé d'être un sujet majeur de discussion publique ou un facteur déterminant dans les campagnes électorales.

Sur la scène internationale, la question a fini par être perçue comme un problème nationaliste étroit entre deux États, marqué par divers éléments de querelles territoriales et d'injustice historique, plutôt que comme une question normative universelle.

Le choix de préserver le statu quo a également eu un effet sur la diplomatie arménienne, rendant l'Arménie passive dans les discussions et réduisant sa capacité à faire entendre ses arguments, même légitimes.

Ce qui restait de la question du Karabakh était une rhétorique discutable destinée à la consommation intérieure mais entendue par tous, une rhétorique dominée par l'idéologie "nationale" des "faits sur le terrain" et du "pas de retour en arrière" et fondée sur les "droits du vainqueur". Cette question a simplement été utilisée par les élites dirigeantes à leur profit.

Le gouvernement issu de la révolution de velours de 2018 a tenté de renverser le pendule ("une politique étrangère centrée sur l'Arménie") et de faire de la vision démocratique une réalité. Du point de vue de la construction de l'État, l'Arménie, contrainte comme elle l'est par la taille de sa population et par ses capacités économiques, ne peut se permettre une corruption généralisée ou des institutions dysfonctionnelles. Au moment où elle aurait eu besoin de temps et de circonspection pour entreprendre des réformes internes nécessaires mais difficiles, elle a ignoré les contradictions et les problèmes du statu quo, les changements dans les relations de pouvoir, les modifications des configurations géopolitiques internationales et régionales, et l'impact de ces facteurs sur la position de l'Arménie.

2. Les Arméniens paient le prix des contradictions non résolues et des évaluations erronées de leur raisonnement politique

Un certain nombre de tâches d'édification de l'État n'ont pas été menées jusqu'à leur terme, tant au sein de l'Arménie elle-même que dans les relations entre l'Arménie et les acteurs extérieurs.

- Une victoire militaire en 1994 que l'Arménie et le Karabakh n'ont pas réussi à transformer en victoire politique au bout d'un certain temps.
- Une contradiction diplomatique/rhétorique entre la campagne internationale pour la reconnaissance de l'indépendance du Karabakh et la non-reconnaissance par l'Arménie de l'indépendance du Karabakh, contradiction que l'Arménie justifie par le fait qu'un tel acte mettrait fin aux négociations.

- Une déconnexion territoriale/juridique/politique entre la République du Karabakh, séparée de l'Arménie et non reconnue, et son intégration de facto à l'Arménie (par exemple, les cartes intégrées publiées par les organismes d'État à partir du milieu des années 2000).
- La disposition de la Constitution de 2006 de la République du Karabakh qui qualifie les districts occupés de "ceinture de sécurité" pour le territoire de la RAHK dans un État du Karabakh néanmoins unifié.

Ces contradictions se sont retournées contre nous. Le résultat est la situation de l'après 10 novembre 2020.

Annexe C. Le concept de neutralité armée et internationalement garantie

Ce qui suit est une vision à long terme d'une stratégie que l'Arménie pourrait envisager comme un scénario pour sa doctrine de politique étrangère. Les auteurs pensent qu'il vaut la peine d'avoir une conversation sur le sujet.

Prémisse : l'Arménie souhaite être moins vulnérable à la concurrence géopolitique entre les grandes puissances régionales. Dans le même temps, l'Arménie doit s'assurer les moyens de défendre son territoire souverain.

L'Arménie est un très petit État - selon toutes les normes et définitions - et aussi un État "intermédiaire", entre l'indépendance formelle et une forte dépendance vis-à-vis des autres. En tant que telle, elle se trouve dans le dilemme permanent de sécurité que les auteurs ont exposé dans ce document, et qui a été remarqué à maintes reprises par de nombreux commentateurs. La survie de l'Arménie en tant qu'entité indépendante dépend de la pleine acceptation des autres. Même si les États reconnus par l'ONU et au niveau international ne "disparaissent" pas en tant que tels, ils courent le risque de devenir des États faillis ou d'être entièrement subsumés par des pays plus puissants, un risque tout aussi important pour la prospérité de leur population.

La neutralité doit être considérée comme un concept adaptable, dont le but ultime est de limiter l'impact des compétitions et des jeux géopolitiques fluctuants pour l'Arménie. Il est important d'insister pour que la neutralité soit pensée en dehors de son contexte de confrontation bipolaire et de blocs de la Guerre froide. Ce qu'il faut, c'est un mécanisme qui place l'Arménie - et d'autres États nouvellement décolonisés de l'ancienne Union soviétique - à l'abri des desseins impériaux et illibéraux de la Russie et de la Turquie, mais aussi des influences indues et des jeux de pouvoir d'États plus éloignés. Les réflexes impériaux de l'Iran sont plus défensifs qu'offensifs, et pour l'instant, cet état peut être favorable à une telle option.

L'Arménie et les deux autres États du Caucase du Sud (SC) sont confrontés à deux niveaux de rivalités, voire d'affrontements. Le premier niveau est constitué par les deux anciens empires voisins, dotés de nouvelles ambitions impériales et de suspicions mutuelles : la Turquie et la Russie. Le second niveau comprend les vestiges de la confrontation Est-Ouest de l'après-guerre froide, désormais appliquée à cette région. La pertinence de ce dernier prisme est toutefois largement surestimée. En outre, il est moins pertinent pour le CS qu'il ne l'est pour l'Ukraine, par exemple, car l'Occident donne la priorité à la Russie au sein du CS. Enfin, elle diminue à mesure que les influences régionales se diversifient (avec la Chine, l'Inde, etc.). Un équilibre multipolaire des pouvoirs est en train d'évoluer. Pour les réalistes et les néoréalistes, un équilibre mondial des forces pourrait signifier un retour à une politique internationale normale. Mais il pourrait également permettre à certains petits États d'adopter la neutralité.¹² La neutralité met en jeu un certain nombre de contraintes pour ces petits États, à condition qu'ils acquièrent un plus grand sentiment de sécurité et de souveraineté à long terme. Même si l'Azerbaïdjan a beaucoup plus de succès et d'atouts pour équilibrer ses relations extérieures avec la Turquie et la Russie que l'Arménie, et que la Géorgie est un peu moins exposée que l'Arménie mais paie toujours un lourd tribut aux relations épineuses avec la Russie, les trois États du SC partagent un défi commun, à savoir équilibrer des intérêts multiples et concurrents.

Voici quelques-unes des prémisses qui sous-tendent un processus visant à atteindre la neutralité :

- A. L'Arménie développe une forte capacité de défense de l'ensemble de son territoire. Elle déclare et poursuit une politique de « guerre avec personne ». Elle agit également en partant du principe que personne ne fera la guerre pour les seuls intérêts de l'Arménie.
- B. La neutralité doit être réglée par une convention politique et/ou par une convention internationale juridique. Pour être vraiment acceptable aux yeux de la Russie, elle devrait finir par faire partie du droit international (et pas seulement être auto-proclamée, comme dans les exemples du

¹² Archie Simpson, *Realism, Small States and Neutrality*, 2018.

Turkménistan ou de la Moldavie), même si, dans un premier temps, il incomberait à un État individuel d'opter pour cette voie et d'y travailler. À ce stade, les bases militaires étrangères seraient retirées.

- C. Pour parvenir à la neutralité, il faudrait se retirer de l'OTSC et retirer la base militaire russe à un moment donné. Dans le même temps, l'OTAN et l'Arménie indiqueraient clairement que l'adhésion à l'OTAN n'aura pas lieu. La coopération avec l'OTAN, même à un niveau élevé, ainsi que la coopération avec l'OTSC, seraient non seulement possibles mais également souhaitables dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, les nouveaux types de menaces, la traite des êtres humains et la protection des ressources naturelles. Le statut au sein de l'OTSC serait d'abord renégocié, à l'instar du Partenariat pour la paix avec l'OTAN. Si nécessaire (par exemple, à la demande de la Russie), la neutralité pourrait être modifiée par un pacte de sécurité bilatéral russo-arménien, les deux questions étant formellement séparées et limitées à un nombre d'années défini. Cet amendement ne serait peut-être pas l'option préférée de l'Arménie, mais il pourrait constituer un compromis nécessaire pendant un certain temps.
- D. La participation à la politique étrangère commune de l'UE et à la gestion des crises est explicitement autorisée. Les États neutres font également partie de déploiements robustes tels que ceux effectués au sein du bloc de sécurité coopérative du Partenariat pour la paix (PfP) de l'OTAN (la sécurité collective n'est pas dirigée contre un ennemi extérieur).
- E. Moyens : dépenses de défense ; réformes de la défense ; plus grande exposition aux valeurs démocratiques occidentales positives ; augmentation du commerce avec toutes les parties intéressées, ainsi qu'une plus grande utilisation de l'initiative chinoise Belt & Road.
- F. Il pourrait y avoir des relations bilatérales défensives avec un certain nombre de pays, y compris la Russie et d'autres États (Chine, Inde, France, par exemple), dont la portée et le niveau devraient être repensés.
- G. Des relations multilatérales spéciales peuvent être créées dans le domaine de la sécurité avec les États neutres d'Europe (Irlande, Suède, Finlande, Suisse, Autriche).
- H. Le prestige national de l'Arménie augmenterait parce que l'Arménie aurait une perspective pour elle-même, au lieu d'être un fauteur de troubles ou de ne pas être audible. Compte tenu de la position géographique de l'Arménie, celle-ci pourrait ne plus être perçue comme une impasse mais comme une porte, voire un pont.

S'il est adopté suffisamment tôt, ce scénario pourrait avoir un effet positif sur des problèmes actuels très urgents :

- I. Cela pourrait atténuer la manière non constructive et hâtive dont la question de la démarcation des frontières est actuellement traitée, surtout si l'Arménie établit des discussions de travail directes avec l'Azerbaïdjan et/ou la Turquie.
- J. Il pourrait y avoir place pour une intervention/supervision internationale avec, par exemple, une mission de sécurité collective dans laquelle les États neutres européens auraient un rôle à jouer pour sécuriser les populations arméniennes par le biais d'une mission militaro-civile axée sur la sécurité des habitants de la frontière. La situation actuelle avec l'Azerbaïdjan, où la Russie agit comme unique médiateur entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, n'est pas propice à l'apaisement des relations.

L'Arménie pourrait commencer à réfléchir à une telle option et entamer une discussion préliminaire sur le sujet avec ses deux voisins. Qui devrait avoir un intérêt dans la neutralité de l'Arménie pour que cette option devienne réalisable ? Premièrement, la Russie et la Turquie ; deuxièmement, l'Iran ; troisièmement, les partenaires occidentaux (États-Unis/Union européenne). Des réactions négatives sont à prévoir, principalement de la part de la Russie. En pleine compétition/coopération entre la Russie et la Turquie sur

divers théâtres régionaux, cette dernière ne serait pas encline à perdre une zone d'influence dans le CS, à moins d'obtenir quelque chose en retour. Le nouvel accord devra peut-être être une composante d'un accord plus global. Historiquement, seuls les empires en retraite ou démocratiques ont accepté la neutralité d'un pays tiers. La Turquie et la Russie se disputent l'hégémonie et sont des régimes fortement autocratiques. Toutefois, leur position géopolitique et leur santé économique pourraient les amener à adopter une attitude plus souple à un moment donné. C'est peut-être à ce moment-là que les discussions s'accéléreront et que l'option de la neutralité deviendra plus pratique.

Des discussions et des contacts préliminaires avec des homologues européens, américains, russes et autres sur cette option seraient nécessaires afin d'évaluer la faisabilité et le type de soutien et de gains économiques que l'Arménie peut espérer dans la préparation de cette démarche.

Si certains partenaires internationaux acceptent l'objectif de l'Arménie, alors des accords devraient être obtenus pour armer l'Arménie de manière défensive à des conditions privilégiées afin d'être en mesure de défendre ce statut et sa souveraineté. Par conséquent, plus tôt l'Arménie sera en mesure de s'engager avec une variété de partenaires aujourd'hui, mieux elle sera positionnée pour passer d'une alliance de sécurité à la neutralité à l'avenir. Un certain nombre de pays, dont la France, ont fait des ouvertures pour améliorer les niveaux de coopération et les contrats d'armement avec l'Arménie. Il pourrait être intéressant d'étudier la possibilité que la France, l'Inde, la Chine, les États-Unis et la Russie deviennent des partenaires commerciaux en matière d'armement à des fins défensives.

L'option de neutralité gagne en pertinence et en faisabilité si elle devenait une option régionale du CS, par laquelle la Géorgie mettrait un terme à sa politique d'adhésion à l'OTAN et l'Azerbaïdjan ne s'engagerait pas dans une intégration militaire plus poussée avec la Turquie. Dans ce cas, même pour la Russie, il pourrait s'agir d'un compromis acceptable.

Si l'Arménie adoptait cette orientation, elle discuterait donc de cette perspective avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, en faisant valoir que les trois pays du CS résoudre leurs problèmes d'indépendance et de paix s'ils optaient ensemble pour un espace neutre commun. Les États-Unis et l'Europe ont toujours considéré les trois États comme un ensemble commun ; ils accueilleraient donc favorablement une proposition commune de ce type.

Gärtner plaide en faveur de la neutralité pour un certain nombre d'États du Partenariat oriental :

Les principes de la politique de voisinage de l'UE, la promotion de la démocratie, de l'État de droit et de l'économie de marché sont essentiels. Les pays d'Europe de l'Est (Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan et Biélorussie) font partie de la politique européenne de voisinage (PEV), qui se concentre sur les relations avec l'UE dans des domaines tels que le commerce et les investissements, la finance, l'énergie et les transports, entre autres. Ces États sont pris dans un "dilemme géopolitique" dans leur orientation de politique étrangère et de sécurité vis-à-vis de Bruxelles et de Moscou : une association politique et une intégration économique plus étroites avec l'UE, d'une part, et un partenariat amélioré avec la Russie et l'Union économique eurasiennne (UEE ; composée de la Russie, du Kazakhstan, du Belarus, de l'Arménie et du Kirghizstan), d'autre part. La neutralité de ces pays pourrait faciliter une coopération économique plus étroite entre l'UE et l'UEE et mettre fin à leur statut d'intermédiaire, qui est insoutenable et indésirable.¹³

Cette option de neutralité est conditionnée par la qualité des relations entre l'Occident et la Russie. Elle nécessite une nouvelle détente pour être réalisable ou, en son absence, un retrait progressif ou spectaculaire de la Russie. En choisissant le bon moment pour entamer les consultations initiales, l'Arménie peut également penser à un moment possible où les relations Turquie-Russie seront plus profondes et durables et où les tensions Est-Ouest se seront apaisées.

¹³ Heinz Gärtner, " La neutralité comme modèle pour la nouvelle Europe de l'Est ? " 2018 <https://archive.transatlanticrelations.org/wp-content/uploads/2018/04/Neutrality-as-a-Model-for-the-New-Eastern-Europe.pdf>

Les nations occidentales auraient intérêt à négocier de nouvelles architectures de sécurité pour les pays neutres d'Europe de l'Est afin de stabiliser la région et de réduire les risques de guerre avec la Russie. La neutralité permanente de ces États (l'ensemble du Partenariat oriental) serait une caractéristique de cette nouvelle architecture de sécurité.

Evaluation : l'option de la neutralité doit être examinée par opposition à un scénario de "bandwagoning" et d'intégration stratégique complète avec la Russie. Le scénario russe est plus facile, et il est réalisable. Il a pour contrepartie l'autonomie géostratégique de l'Arménie, voire sa souveraineté pure et simple. En outre, rien ne dit que le peuple arménien prospérerait sous la domination russe. Si l'objectif d'une politique étrangère est de défendre les intérêts nationaux par des moyens d'État, alors un renoncement potentiel à cet objectif n'est pas exclu de ce scénario.

La vision de la neutralité, en revanche, est un territoire inexploré pour la pensée politique arménienne, et encore plus pour ses dirigeants et diplomates. Il n'y a aucune garantie de faisabilité dans le contexte actuel. Mais un nouveau gouvernement qui aura d'abord restauré la gouvernabilité du pays et entamé les réformes constitutionnelles les plus urgentes pourrait trouver qu'elle mérite d'être étudiée en profondeur.

Annexe D. Héritage de feu l'ambassadeur Rouben Shougarian

Écrivant après la révolution de velours mais avant la guerre de 2020, l'ambassadeur Rouben Shougarian, décédé prématurément à 57 ans, au début de 2020, a écrit :

Ce que l'Arménie n'avait pas réussi à accomplir pleinement avant la signature du traité d'amitié et de coopération avec la Russie en 1997 peut encore être réalisé, à condition de ne pas commettre à nouveau les mêmes erreurs. Pour ce faire, un certain nombre de conditions préalables externes et internes doivent être correctement alignées.

Avant de tenter une seconde fois de créer une alternative géopolitique pour renforcer sa souveraineté vingt-cinq ans après avoir recouvré son indépendance, l'Arménie doit s'assurer que les questions suivantes sont traitées de manière adéquate :

1. Elle doit mettre de l'ordre dans sa propre maison. Il s'agit, sans aucun doute, d'une tâche ardue qui ne peut être accomplie en un jour. Pourtant, on peut encore espérer que sa société civile en pleine maturation trouvera assez rapidement des moyens efficaces d'y parvenir, mettant ainsi un terme à l'exode massif de la population et rétablissant la réputation de l'Arménie comme îlot de démocratie dans le Caucase. La lutte contre la corruption et l'injustice sociale devrait au moins rattraper et atteindre le niveau de la Géorgie du président Saakashvili durant son premier mandat.
2. Elle doit concilier les intérêts étatiques et nationaux, toujours en conflit, en accordant une certaine préférence aux premiers. Dans le cas de l'Arménie, malgré le fait qu'il s'agisse d'un pays homogène, ces deux notions ne sont pas identiques ou synonymes. La première appartient au domaine de la nouvelle mentalité post-indépendance qui n'a pas été entièrement façonnée et absorbée au niveau national, la seconde est revendiquée par les partisans de la pensée traditionnelle. Pour des raisons compréhensibles, la diaspora est plus naturellement porteuse de cette dernière, mais même au sein des communautés arméniennes réparties dans 90 pays, il doit y avoir une volonté de trouver le juste équilibre entre les deux, en tenant compte de l'intérêt de l'État, jusqu'ici mal perçu et souvent sous-estimé. Pour faire face à la nouvelle réalité, il faut comprendre l'immense valeur de la souveraineté après de longs siècles d'existence sans État.
3. Une discussion sérieuse sur l'identité nationale qui puisse conduire à un consensus sur la place de l'Arménie sur le plan culturel et politique et sur les choix susceptibles d'offrir au pays un avenir plus prospère, plus stable et plus sûr. Une telle discussion ne doit pas être idéologisée et limitée par la liste sans cesse renouvelée des préoccupations réelles et perçues en matière de sécurité nationale, qui doit être abordée dans un autre cadre. Une perte potentielle de souveraineté doit être placée en tête de cette liste comme la principale menace pour la sécurité. Le résultat de cette discussion pourrait être la prise de conscience de soi tant attendue, qui finira par définir l'objectif idéal pour l'avenir de l'Arménie au sein de la communauté internationale, non pas handicapé par l'impossibilité de l'atteindre aujourd'hui, mais en harmonie avec le choix naturel et conscient de la nation.

Rouben Shougarian comptait parmi les diplomates les plus accomplis et les intellectuels les plus engagés, ce qui le qualifiait éminemment pour faire des observations et des recommandations générales. Il avait une vaste connaissance et une grande expérience des stratégies expansionnistes des puissances mondiales (Russie) et régionales (Turquie, Iran), ainsi que des intérêts de l'Occident alignés sur l'Azerbaïdjan. Dans l'épilogue de son livre, publié le 15 avril 2018, Shougarian présentait des recettes diplomatiques qui auraient pu éviter la débâcle à venir. Il n'a malheureusement pas été suivi par les dirigeants de la Révolution de velours, sur lesquels il avait fondé de réels espoirs. L'histoire lui ayant appris que ce sont les

petits pays qui paient le plus lourd tribut aux conflits liés aux grands, Shougarian encourageait avant tout à améliorer les relations de partenariat direct avec ses voisins. Inutile de dire que ses paroles sont restées lettre morte.

Annexe E. Recommandations pour la réforme des forces armées arméniennes¹⁴

1. Commission d'enquête : La guerre du Karabakh de 2020

Une enquête exhaustive visant à faire la lumière sur les différents aspects de la guerre de 2020 est nécessaire. Cette enquête devrait produire un rapport, dont une version devrait être rendue publique, tandis qu'une version étatique resterait confidentielle jusqu'à ce que l'Arménie règle ses problèmes actuels de sécurité nationale. La commission doit être totalement indépendante dans ses procédures, la sélection des experts et le cadre institutionnel. Bien que le caractère sensible des secrets militaires doive être dûment pris en compte, la transparence est primordiale : En l'absence de pression informée de la part du parlement et de la société civile, l'armée, en tant qu'acteur de la politique bureaucratique avec ses propres intérêts de clocher, ne changera pas de son propre chef.

En même temps, cette enquête servira à offrir une évaluation ex-post de la victoire de 1994. Le nationalisme arménien a une relation anormale avec l'histoire. Comme il est alimenté par la frustration et la déception, il s'est traduit par une incapacité ou une réticence à évaluer objectivement les raisons de la victoire de 1994. Cette victoire a été perçue comme une réparation/restauration de toutes les défaites, spoliations et injustices antérieures. Il serait tout aussi dangereux d'essentialiser la défaite de 2020. La guerre de 2020 doit faire l'objet d'une enquête approfondie afin de ne pas produire de la victimisation et/ou de l'impuissance.

Il convient de noter qu'un certain nombre de voix se font entendre en faveur d'une telle initiative en Arménie, notamment l'ancien chef d'état-major général (EMG) Onnik Gasparyan et certains hauts responsables du précédent gouvernement.

Il existe des exemples réussis en dehors de l'Arménie où de telles enquêtes ont aidé une société à surmonter des traumatismes internes et une profonde polarisation. Il existe également suffisamment d'expériences internationales sur "ce qu'il ne faut pas faire" au service d'une telle initiative en Arménie.

2. La réforme doctrinale

Les préférences arméniennes, héritées de la doctrine militaire soviétique (c'est-à-dire les manières et les méthodes de mener une guerre), sont orientées vers la guerre d'attrition : mobilisation de ressources humaines (massives), utilisation de véhicules blindés en grand nombre, et appui important sur la défense aérienne et l'artillerie, au détriment de la supériorité aérienne et d'une infanterie viable.

Cette préférence a toutefois pour conséquence de fermer les yeux sur les groupes d'autodéfense mobiles et agiles qui ont joué un rôle clé dans la première guerre du Haut-Karabakh. C'est comme si, dans le processus de construction d'une armée, des aspects utiles de la tradition militaire arménienne avaient été perdus pour l'Etat-major. Même les observateurs bien informés s'attendaient à ce que les forces arméniennes soient en mesure d'exploiter le terrain et la posture défensive mieux qu'elles ne l'ont fait en octobre et novembre 2020.

La guerre du Karabakh de 2020 n'a pas rendu les chars obsolètes, et n'a pas non plus prouvé que les robots mèneront seuls les prochaines guerres. Mais elle a certainement mis en évidence le manque d'unités d'artillerie et d'armes combinées mobiles et mixtes, qui constitue une lacune cruciale dans l'ordre de bataille et les capacités supposés. S'il est évident que les capacités de dissuasion épuisées par la guerre doivent être reconstruites et renforcées, la question de savoir si les politiques d'acquisition doivent être reconsidérées dépendra des choix de réforme doctrinale.

¹⁴ Cette section a bénéficié des échanges et des consultations avec le colonel Zhirayr Amirkhanyan, ministère de la Défense, Arménie, candidat au doctorat au département des affaires de sécurité nationale, Naval Postgraduate School, Monterey, Californie ; et Nerses Kopalyan, docteur en sciences politiques, département des sciences politiques, Université du Nevada, Las Vegas. Les auteurs les remercient pour leurs commentaires, tout en restant seuls responsables du contenu des opinions exprimées dans ce document.

Une impasse doctrinale existe entre des éléments du ministère de la Défense et l'Etat-major général. Alors que les propositions de réforme émanent du ministère de la Défense, l'Etat-major général ne les accepte qu'en surface (et non dans la pratique) ou pas du tout. Ce problème est devenu visible avec la promulgation du concept de Nation-Armée après la guerre des Quatre Jours, et deux documents complets exposant la "vision du ministre de la Défense", publiés en 2018 et 2020. Ces deux documents énuméraient des éléments importants de la modernisation et de la réforme des forces armées. Aucune des réformes mises en place n'a cependant été suffisante pour avoir une influence sur l'issue de la guerre de 2020. Il est possible que l'Etat-major ait agi en partant du principe qu'il préférerait attendre la paix pour entreprendre des réformes massives. Cette position s'est avérée peu judicieuse. L'Arménie doit maintenant mettre en place ces réformes de toute urgence.

3. Guerre asymétrique et hybride

Il faut élaborer des doctrines de guerre non linéaire qui utilisent des effets économiques, politiques, psychologiques et cybernétiques contre les menaces ou les cibles ennemies. La militarisation de l'information reste une grave lacune dans l'arsenal défensif et offensif de l'État arménien, et le développement d'une solide doctrine de guerre asymétrique et hybride est crucial pour l'architecture de sécurité de la République.

4. Réforme du système d'éducation militaire de l'Arménie

Les académies militaires arméniennes sont relativement obsolètes, limitées en ressources, insuffisantes en instructeurs de qualité et dépourvues de recherche universitaire et d'enseignement militaire. De même que le système d'enseignement public arménien doit être réformé en profondeur, le système d'enseignement militaire doit lui aussi être réformé. Les trois principales académies militaires que possède l'Arménie manquent d'installations militaires de pointe, de formation universitaire, de formation stratégique et tactique avancée, d'experts et d'instructeurs éminents et de recherche de qualité. En raison de la qualité relativement faible des académies militaires arméniennes, le corps des officiers subalternes, les planificateurs militaires et les stratèges produits par ce système d'éducation manquent de substance et sont inadaptés aux besoins de l'architecture de sécurité de l'Arménie. Le système d'éducation militaire arménien doit être réformé et s'inspirer des académies militaires avancées, notamment en ce qui concerne la rigueur de la recherche et des sciences militaires, l'élaboration de politiques et l'amélioration de la formation au commandement stratégique.

5. Système de commandement et de contrôle (C2)

Les dispositions de commandement et de contrôle prévues par la Constitution de 2015 sont handicapantes. Les changements qu'ils envisagent entre le temps de paix et le temps de guerre se sont avérés une source d'échec en temps de guerre.

En principe, les forces armées sont subordonnées au gouvernement. Ainsi, le ministère de la Défense suit les grandes orientations de la politique de défense définies par le conseil de sécurité, puis les transmet aux forces armées. En temps de paix, le chef de l'Etat-major, le plus haut responsable militaire, est subordonné au ministère de la Défense. En temps de guerre, en revanche, le Premier Ministre devient son commandant en chef et les forces armées rendent compte au Premier Ministre.

Deux revues stratégiques de défense ont été menées à partir de 2008, avec un accent particulier sur l'introduction du « commandement de mission » comme philosophie principale et principe directeur du système C2. Cette même question a été réaffirmée dans la vision ministérielle de 2018 et 2020.

Les avantages du commandement de mission seraient les suivants

1. Franchir une étape essentielle vers une approche de guerre de manœuvre.
2. Faire face à la volatilité du champ de bataille et à la perturbation probable des communications
3. Réduire la boucle orientation-décision-exécution

4. Donner la préférence aux ordres de mission qui conviendraient bien à un théâtre d'opérations montagneux et/ou boisé.
5. Mettre l'accent sur la compréhension des intentions des commandants et la création d'une confiance mutuelle, afin de mieux contrer les menaces et saisir les opportunités sur le champ de bataille.

6. Une armée professionnalisée et hautement efficace

Cet objectif nécessitera fondamentalement des réformes institutionnelles et infrastructurelles larges et étendues, qui permettront de lancer la modernisation des forces armées arméniennes. Ces efforts doivent inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants : amélioration de la préparation au combat des forces armées, toutes les unités militaires étant prêtes au combat en permanence ; renforcement des capacités de mobilisation ; restructuration des unités militaires, pour faire de la brigade l'unité de combat standard, à la place de la division et du régiment ; développement de forces de réaction rapide au niveau opérationnel de la guerre ; augmentation de la taille et de la portée opérationnelle des unités des forces spéciales ; réduction du nombre d'officiers supérieurs et augmentation du nombre d'officiers subalternes, éliminant ainsi le problème de la "pyramide inversée" qui existe actuellement dans le domaine de la gestion des ressources humaines (GRH).

7. Système de gestion des FA

Le système de mobilisation doit être transformé en réformant la conscription et en repensant les proportions et les rôles respectifs des soldats professionnels et des conscrits. Les considérations suivantes constituent des orientations prospectives pour de telles réformes. Les auteurs du présent document proposent comme des orientations générales à prendre en considération par une future commission composée d'experts militaires et civils-militaires de premier plan, qui serait chargée d'étudier ces questions en profondeur.

Lors de la guerre de 2020, l'armée de conscription composée de jeunes de 18 à 20 ans a payé un prix insupportable. Éviter qu'une telle chose se produise à l'avenir devrait être un élément crucial de tout ensemble de réformes des FA.

La conscription pourrait être progressivement réduite dans sa durée - à définir - tout en améliorant sa qualité. Elle pourrait concerner indifféremment les hommes et les femmes, mais avec des différences d'organisation de la conscription adaptées au sexe.

Les conditions du service militaire se sont améliorées entre 2018 et 2020. Si le commandement supérieur parvient à réduire encore les mauvaises pratiques, comme les brimades et le bizutage, le service militaire deviendrait plus attractif.

Après une période de conscription obligatoire, quiconque souhaite continuer peut devenir un professionnel, sous contrat. Il serait nécessaire de rappeler les anciens conscrits pour des formations et des mises à jour régulières. La formation des réservistes, comme indiqué, a été négligée pendant longtemps.

Si un système d'armée professionnelle devient le cœur des forces armées arméniennes, un total de trois brigades de 5 000 personnes chacune pourrait être le nombre visé. Ce nombre est inférieur à celui que prévoyait la conscription nationale jusqu'en 2020. Ce qui peut être réalisé avec ce nombre cible - c'est-à-dire la mission qui devrait être assignée aux forces armées - est une question à étudier, et elle dépend de la « grande stratégie » que l'Arménie se choisira. Cependant, le système précédent, qui s'appuyait sur des zones de défense (incomplètement) fortifiées, a également montré que tout nombre que l'Arménie pourrait rassembler dans une armée de conscription, même dans les meilleurs moments, serait insuffisant. Si l'Arménie vise à maintenir à long terme une ligne de contact sur toute la longueur de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, tout système pourrait de toute façon s'avérer intenable.

En termes de coût, le système proposé est coûteux, le coût annuel minimum étant estimé à un milliard de dollars. La question du budget serait également abordée dans une étude de faisabilité de ce système.

8. Créer une force de réserve contractuelle volontaire basée sur un principe territorial pour soutenir l'armée de métier

La guerre de 2020 a montré que l'Arménie avait des réservistes mal préparés, avec une formation inadéquate et l'incapacité de bien s'intégrer aux unités de ligne de l'armée. L'appel aux volontaires lancé par le Premier ministre était une indication flagrante de cette situation.

Les réservistes sous contrat se réuniraient une fois par semaine pour une formation de bas niveau, périodiquement pour un week-end de formation, et pour une formation collective sur le terrain pendant quelques semaines par an.

Des unités de réserve féminines peuvent également être créées, éventuellement séparées au départ des unités masculines.

Il peut exister des dispositions légales permettant aux Arméniens vivant à l'étranger de s'engager comme réservistes sous contrat. Pendant la guerre de 2020, un certain nombre d'Arméniens de la diaspora se sont engagés comme volontaires sans avoir la citoyenneté arménienne. Il existe un vide juridique pour ces personnes, qui ne sont en fait pas protégées par l'État arménien.

Chaque unité de réserve est affiliée à une unité d'active. La réserve active doit être intégrée dans un concept d'armée totale, avec des chaînes de commandement distinctes mais parallèles. Il existe des groupes de volontaires qui se sont engagés dans la formation des réservistes et des pré-conscrits. Ils peuvent être utiles dans la mise en œuvre de ce type de réforme, ainsi que sur les aspects sociologiques des relations société-armée, et aussi pour déterminer ce que les citoyens veulent et sont prêts/non prêts à faire.

Avantages d'une réserve contractuelle :

- Dans les pays enclavés au terrain accidenté et aux limitations importantes (taille, organisation, finances, équipement), la force de réserve peut soutenir la force active.
- Une réserve active basée sur un principe territorial produirait des unités complètes avec une cohésion beaucoup plus grande du personnel dans les unités locales. Ils auraient une meilleure formation et une meilleure connaissance de la localité.
- La répartition territoriale leur permet de réagir beaucoup plus rapidement que des forces nationales centralisées.
- Créer des liens avec les citoyens au niveau local, devenant ainsi « une voie à double sens » où « c'est le régiment de notre communauté ».
- Ils donnent l'occasion aux citoyens-soldats (la majeure partie d'une unité) de servir leur pays tout en continuant à vivre, travailler et étudier dans leur propre communauté.
- Il donne davantage le sentiment d'un pays entièrement mobilisé, prêt à se défendre sur chaque kilomètre carré de territoire.
- Elle atténue les pénuries démographiques.
- Ces forces sont également utiles en temps de paix.
- Ce modèle peut être adapté de la tradition historique arménienne afin de l'"ancrer" dans l'expérience nationale.

Là encore, les auteurs insistent sur le fait que ces différentes orientations doivent être étudiées de manière approfondie et transversale. Un certain nombre d'exemples étrangers peuvent servir de points de comparaison : la Finlande, la Suisse et Israël, entre autres. Les inclinaisons sociétales à long terme des citoyens arméniens, ainsi que les choix de politique étrangère faits aujourd'hui et dans un avenir proche par les décideurs, sont liés aux orientations qui devraient finalement prévaloir en ce qui concerne le système de défense de l'Arménie.

9. Création d'un écosystème industriel et de recherche militaire présentant une certaine valeur pour les marchés extérieurs et largement utile aux besoins de la sécurité nationale

- **Recherche et développement :** En utilisant les experts scientifiques et technologiques du pays et de la diaspora, ainsi que des co-investissements dans des entreprises publiques, l'Arménie doit lancer un vaste projet de recherche et développement militaire.
- **Développement d'un complexe militaro-industriel :** investissement et développement de coentreprises d'entreprises publiques par le biais desquelles l'infrastructure de production de matériel et de technologie militaires est alignée sur les programmes de recherche et de développement de l'État.

Ensemble, ces deux points permettraient l'émergence d'un écosystème compétitif et efficace dans lequel la recherche et le développement et la production industrielle sont synchronisés. Pour cela, le secteur privé doit renforcer ses atouts en matière d'exportation, de sorte que, lorsque le secteur public est ensuite prêt à s'engager, des jonctions efficaces puissent être créées entre les investisseurs privés et les entreprises d'État.

« Si vous voulez construire un pays où ses fils et ses filles reviendront, si vous voulez construire le pays où ils ne partiront que pendant la période des fêtes, si vous voulez un pays qui n'aura pas un sentiment de peur pour l'avenir, alors faites seulement deux pas :

- 1. Assimilez la corruption à une trahison envers la patrie, et les fonctionnaires corrompus à des traîtres jusqu'à la septième génération...*
- 2. Faites de trois professions les mieux payées et les plus respectées. Ce sont les militaires, les enseignants et les médecins. ...*

Et surtout, travaillez, travaillez et travaillez encore, car personne d'autre ne peut vous protéger, personne d'autre que vous ne vous nourrira, et vous seul avez besoin de votre pays, personne d'autre. Lorsque ce ne sont pas seulement des mots et un simple slogan, mais que ça devient un style de vie, alors vous aurez réalisé le vôtre. »

*Paroles attribuées à l'ancienne Premier ministre d'Israël,
Golda Meir*
